

LA PRESSE

PRIMES ILLÉGALES AUX CADRES LE CHUM MENACÉ DE TUTELLE

PAGE A7



PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

OTTAWA SONGE À CÉDER SES PONTS

Le gouvernement Harper veut rester maître d'œuvre de la construction du nouveau pont Champlain. Mais il envisage de transférer la responsabilité des trois structures fédérales de Montréal à la province. Un scénario accueilli froidement à Québec. PAGE A12

COURSE VERS LE CENTRE-VILLE

Nos journalistes ont testé trois trajets pour gagner Montréal à partir du Quartier DIX30. Et le plus rapide est... PAGE A14



BLACK FRIDAY

DE PLUS EN PLUS FOU!

La tradition américaine du « Vendredi fou » prend de l'ampleur au Québec. Concurrence de l'Oncle Sam oblige. AFFAIRES

PHOTO DANIEL ACKER, ARCHIVES BLOOMBERG



Des travaux préparatoires à l'installation de la super-poutre, hier, sur le pont Champlain.

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

COMMISSION CHARBONNEAU
UN HOMME PROCHE
DES HELLS EN MENAIT
LARGE AU FONDS DE
SOLIDARITÉ PAGES A2 ET A3

GROUPE JUIF LEV TAHOR
**QUATORZE ENFANTS
EN PÉRIL**

Un juge ordonne qu'ils soient placés en famille d'accueil sur-le-champ. PAGE A24

STATIONNEMENT
DE MONTRÉAL
**FRAPPE DE
L'ESCOUPE
ANTICORRUPTION**
PAGE A3

Lise Dion a pris part à un colloque sur les femmes et l'humour.



À L'ÈRE DES TROGLODYTES

Une chronique de Marc Cassivi sur la culture machiste de l'humour au Québec. ARTS

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE



CANADIEN 3 SABRES 1
LE CH DANS UNE
BONNE PASSE SPORTS

PHOTO KEVIN HOFFMAN, USA TODAY SPORTS

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE

Don Cherry va se recycler en maire de Toronto.

Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



L-V 621924 98765 1

VOYEZ MAINTENANT, PAYEZ EN 2015.

N'attendez plus pour voir. Prenez un nouveau départ sans les désagréments des lunettes et des verres de contact.

LASIK MD
VISION

À partir de 490 \$ par œil*
Réservez une consultation gratuite au
1-877-768-9888 ou à lasikmd.com

0 Acompte
 Paiement
 Intérêt
 Jusqu'en 2015*



Sans déduction de l'impôt de l'État. Pour être admissible, le patient doit subir son intervention LASIK personnalisée dans les deux yeux avant le 31 janvier 2014. Ne peut être combinée à aucune autre offre, ni aucun autre rabais. Les taxes de 1,750 \$ par œil applicables sur une intervention des deux yeux, seulement. D'autres conditions peuvent s'appliquer.

ACTUALITÉS

COMMISSION CHARBONNEAU

« Michel [Arsenault], c'est nous qui l'avons mis là »

Un proche du crime organisé en menait large au sein du Fonds de solidarité FTQ, une présence que les hauts dirigeants de la centrale syndicale ont tenté de camoufler, révèle l'écoute électronique entendue à la commission Charbonneau.

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

La Commission a entendu hier l'enquêteur Michel Comeau, qui a enquêté sur le rôle auprès du bras immobilier du Fonds FTQ d'un mystérieux personnage: Denis Vincent, décrit comme un proche des Hells Angels. C'est sa présence jugée embarrassante qui contribuera au départ de Jean Lavallée et de Guy Gionet.

Encore aujourd'hui, le rôle de Denis Vincent n'est pas tout à fait clair. Était-il un simple intermédiaire qui récoltait des commissions sur des projets financés par le Fonds FTQ ou était-il plutôt un important acteur, traitant d'égal à égal avec Tony Accurso et Jean Lavallée?

L'écoute électronique révèle que lui-même se voyait comme un maillon important à la FTQ,

même s'il n'avait aucun poste ou titre. « Michel [Arsenault], c'est nous qui l'avons mis là », lance-t-il dans une conversation interceptée en mai 2009.

Il désignait ainsi un groupe de quatre individus qui en

menait large au Fonds FTQ: le syndicaliste Jean Lavallée, l'entrepreneur Tony Accurso, le PDG de la SOLIM Guy Gionet et Denis Vincent.

Enquête policière

Les projecteurs se sont peu à peu braqués sur Denis Vincent

au début de 2009, quand un promoteur de spectacles de Québec a porté plainte à la police, a expliqué Michel Comeau. Après avoir élaboré un concept de salle de spectacle en forme de tipi, Laurent Gaudreau cherchait du financement quand il a rencontré Denis Vincent dans un club d'aviation. Il lui a proposé de lui présenter « sa gang ».

En avril 2004, lui-même a débarqué au chalet de Gaudreau avec nul autre que Jean Lavallée. Rapidement,

promoteur, a exigé une importante somme d'argent. « Si tu veux que ça avance, ton projet, ça va prendre 250 000\$ pour Jean Lavallée », aurait-on dit au promoteur.

Le promoteur a refusé de payer et la SOLIM a rapidement retiré son appui au projet. Alors que Denis Vincent affirmait agir comme partenaire de Laurent Gaudreau, il a plutôt aidé le bras immobilier du Fonds FTQ à faire pression – avec succès – sur Desjardins pour récupérer les 2,6 mil-

Dans un enregistrement, Denis Vincent tient des propos menaçants envers Laurent Gaudreau. « Je te le dis, on va le retrouver pendu ou mort. »

Questions des journalistes

À l'époque, les policiers n'étaient pas les seuls à s'intéresser à Denis Vincent. En avril 2009, le journaliste Denis Lessard, de *La Presse*, a multiplié les appels à la FTQ pour tenter d'en apprendre plus sur ce mystérieux personnage.

L'écoute électronique des policiers durant le projet Foudre a permis de constater que la soudaine attention suscitée par Denis Vincent a dérangé en haut lieu à la FTQ. Le président sortant de la FTQ, Michel Arsenault, et le PDG du Fonds de solidarité, Yvon Bolduc, ont multiplié les appels pour tenter de prendre leurs distances de cet homme dont ils savaient peu, mais qu'ils savaient « toxique ». « Ça ressemble à "comment on pourrait faire pour cacher le plus de choses possible par rapport à Denis Vincent aux médias et à l'opinion publique" », a résumé Michel Comeau.

« Je te le dis, on va le [un promoteur de spectacles] retrouver pendu ou mort. »

— Denis Vincent, proche des Hells Angels influent au Fonds de solidarité FTQ

celui-ci a accepté de financer son projet de spectacles. La SOLIM, bras immobilier du Fonds FTQ, a d'ailleurs confirmé son intérêt en juillet 2004.

Les choses se sont corsées quand Denis Vincent, alors devenu partenaire du

lions investis dans le projet. C'est quand il a découvert que son compte en banque était vide que le promoteur a porté plainte.

L'enquête policière, le projet Foudre, a surpris de nombreuses conversations entre Denis Vincent et Guy Gionet.



PHOTO FOURNIE PAR LA COMMISSION CHARBONNEAU

Une filière au

Hier, à la commission Charbonneau, on a entendu qu'un petit groupe de quatre personnes avait une mainmise sur une partie du Fonds de solidarité. Voici un bref portrait de la « filière Lavallée ».

Jean Lavallée

Syndicaliste de carrière, l'homme aujourd'hui à la retraite a été président de la FTQ-Construction de sa fondation en 1981 à 2009. Il siégeait au conseil d'administration du Fonds de solidarité, son influence se faisant surtout sentir sur la SOLIM, le bras immobilier. Il était aussi, jusqu'en 2010, président de la Fraternité interprovinciale des ouvriers en électricité (FIOPE)

HUBLOT

Musée océanographique de Monaco

OCEANOGRAPHIC 4000

HUBLOT

CHÂTEAU D'IVOIRE

JOAILLIERS

MONTREAL • 2020 RUE DE LA MONTAGNE, 514 845 4651
SANS-FRAIS | 888 883 8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

www.hublot.com • twitter.com/hublot • facebook.com/hublot

PRÉCISION

POTS-DE-VIN DE LUC LECLERC

Une erreur s'est glissée hier dans l'article sur l'ancien ingénieur de la Ville de Montréal Luc Leclerc. Il aurait fallu lire que M. Leclerc a avoué devant la commission Charbonneau avoir reçu des pots-de-vin totalisant 500 000\$, plutôt que 1 million de dollars. Toutes nos excuses.

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS 10
Astrologie du jour	AFFAIRES 13
Bourses	AFFAIRES 12
Débats	A34-35
Décès	AFFAIRES 14
Horaire télévision	ARTS 8
Loteries	A26
Monde	A30 et 32
Petites annonces	AFFAIRES 4 et 13
Sudoku	AFFAIRES 4

Météo
Ciel variable, maximum -6.
AFFAIRES 13

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS

MONTREAL • 2020 RUE DE LA MONTAGNE, 514 845 4651
SANS-FRAIS | 888 883 8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

Château d'Ivoire vous invite à une exposition exceptionnelle mettant en vedette les pièces exclusives de Pomellato, du 3 au 22 décembre seulement.



PHOTO TIRÉE D'UNE VIDÉO ET PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE

Enquêteur Michel Comeau a décrit hier à la commission Charbonneau le rôle joué par Denis Vincent, un proche des Hells Angels, auprès du bras immobilier du Fonds FTQ. Même s'il n'occupait aucune fonction officielle, Vincent jouissait d'une grande influence. Il aurait notamment fourni de sa poche près de la moitié du financement d'un projet de 30 millions.

Michel Arsenault s'inquiétait notamment du rôle de Denis Vincent, qui était impliqué dans le projet de la Place Telus, à Québec, un projet de 30 millions financé à 50% par le Fonds de solidarité. En ce qui concerne l'autre moitié du financement, une grande partie de l'argent provenait des poches de Denis Vincent.

« C'est de l'argent propre? », s'est inquiété un jour Michel Arsenault à Yvon Bolduc. « Je le sais pas », lui a répondu candidement son collègue. Le PDG du Fonds n'a pas caché son malaise par rapport à Denis Vincent. « C'est un gars qui est louche. C'est juste un intermédiaire. Il baigne dans toutes sortes d'affaires et je suis pas sûr que c'est toujours catholique. »

Retour d'ascenseur

Autre signe de l'importance de Denis Vincent, celui-ci semblait dicter la ligne de conduite à Guy Gionet, alors PDG de la SOLIM, aujourd'hui le bras immobilier du Fonds FTQ. Dans un enregistrement, on l'entend imposer le financement d'un projet auprès de Desjardins, où il est près d'un directeur,

Marcel Champagne. L'écoute électronique met en évidence le malaise de Guy Gionet à faire affaire avec les caisses populaires, alors que la SOLIM se trouve en conflit avec celles-ci.

Pour calmer les ardeurs de Denis Vincent, Guy Gionet promet que Marcel Champagne aura droit à un « retour d'ascenseur » pour

un autre projet. « On est des machines à développement », dit-il. « On comprend que Marcel Champagne est plus important pour Denis Vincent, mais Guy Gionet ne veut pas déplaire à Denis Vincent », a résumé Michel Comeau.

L'enquêteur de la Commission doit terminer son témoignage ce matin.

Fonds de solidarité FTQ

Denis Vincent

Personnage mystérieux, Denis Vincent est un proche du syndicaliste Jean Lavallée. Il a profité de sa proximité pour servir d'intermédiaire entre des entrepreneurs en recherche de financement et le bras immobilier du Fonds de solidarité FTQ. L'homme est aussi un pilote d'hélicoptère proche des Hells Angels, sans en être membre. Signe de sa proximité avec le groupe, les motards lui avaient même attribué un surnom, « Le Pit ».

Guy Gionet

Il a été nommé en 2004 PDG de la SOLIM, bras immobilier du Fonds de solidarité FTQ. L'écoute électronique a démontré qu'il a notamment rencontré le caïd Raynald Desjardins (proche de Vito Rizzuto) et qu'il était proche de Denis Vincent. Il a dû démissionner en 2009 après une enquête interne du Fonds FTQ sur sa décision de financer des projets d'un proche des Hells Angels, Ronald Beaulieu.

Tony Accurso

Cet entrepreneur en construction a dirigé de nombreuses entreprises ayant largement bénéficié du financement du Fonds de solidarité FTQ. Il a beaucoup fait parler de lui en raison des personnalités politiques et syndicales qu'il a invitées sur son luxueux yacht, dans les îles Vierges. Il a été arrêté à trois reprises depuis deux ans, dont deux fois par l'Unité permanente anticorruption.

— Pierre-André Normandin

Tony Accurso



PHOTO IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

Perquisition à Stationnement de Montréal

VINCENT LAROUCHE

L'escouade anticorruption de la police de Montréal a mené hier une perquisition dans les locaux de Stationnement de Montréal, l'organisme qui perçoit les quelque 60 millions déboursés chaque année par les automobilistes pour se garer dans la métropole.

Selon nos informations confirmées de source sûre, cette enquête d'envergure n'est pas liée aux révélations récentes sur des vols de recettes de parcomètres par des employés. Elle aurait un cadre beaucoup plus large.

Le 15 novembre, l'organisme avait annoncé avoir remis à la police un rapport interne sur des vols de recettes qui auraient eu cours jusqu'à janvier dernier.

Quatre employés ont déjà été arrêtés pour ce genre de délit. Une récente enquête de l'émission J.E. chiffrait les sommes volées à plus de 250 000\$ et laissait entendre que l'affaire impliquerait d'autres personnes.

Stationnement de Montréal avait aussi confirmé avoir découvert un appareil de clonage de cartes de crédit dans une de ses bornes de paiement, mais il disait n'avoir reçu aucune plainte de clients à ce sujet pour l'instant.

L'enquête sur les vols de recettes par des employés a été prise en charge par les enquêteurs du Centre opérationnel Ouest du SPVM.

Enquête parallèle

Or, l'Escouade de protection de l'intégrité municipale (EPIM) mène de son côté sa propre enquête sur d'autres allégations à Stationnement de Montréal, a pu confirmer *La Presse*. Ce sont ses enquêteurs qui ont perquisitionné hier.



PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, LA PRESSE

Ce sont les enquêteurs de l'Escouade de protection de l'intégrité municipale (EPIM) qui ont mené la perquisition à Stationnement de Montréal.

Ces policiers spécialisés n'enquêtent pas sur de simples vols, ils sont plutôt habilités à démonter des stratagèmes complexes de fraude et de corruption en lien avec l'appareil municipal et l'octroi de contrats.

La police est avare de détails sur cette deuxième enquête. Elle aurait été déclenchée grâce à des informations reçues du public. « D'ailleurs, on invite toute personne qui aurait des informations à nous les transmettre »,

a lancé hier le commandant Ian Lafrenière, porte-parole de la police de Montréal.

Aucune arrestation n'est au programme pour l'instant. Le conseil d'administration de Stationnement de Montréal a été tenu dans l'ombre jusqu'au moment de la frappe. « Je ne suis pas au courant du tout. On a un conseil la semaine prochaine, on verra à ce moment », a laissé tomber Marie-Claude Gévy, trésorière du conseil

d'administration de l'organisme. Les responsables des affaires publiques de Stationnement de Montréal n'avaient pas rappelé *La Presse* au moment de publier ces lignes.

La société en commandite Stationnement de Montréal est une filiale de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain créée en 1995 pour gérer les parcomètres sur rue et l'ensemble des stationnements municipaux. Elle a versé 44,4 millions de dollars à la Ville de Montréal en 2012 sur des revenus de parcomètres de 60,2 millions de dollars.

L'organisme emploie 85 personnes, dont 74 fonctionnaires de la Ville de Montréal.

Stationnement de Montréal en 2012

27 962

Permis de stationnement émis

35

Terrains de stationnement

18 351

Places de stationnement tarifées sur rue

2 MILLIONS

De transactions de paiement chaque mois en moyenne

GANGS DE RUE

Lutte fratricide chez les Rouges



DANIEL RENAUD
EXCLUSIF

Meurtre, blessure par balle, coups de feu tirés sur un immeuble: le plus important gang de rue de la métropole est en proie à un violent conflit intergénérationnel qui fait craindre le pire aux policiers, a appris *La Presse*.

Tout découlerait de l'association des principaux chefs de gangs de rue sous la direction de l'ancien soldat des Hells Angels Gregory Wolley, maintenant dans l'organigramme du parrain de la mafia montréalaise Vito Rizzuto, et de l'assassinat, en août 2012, du chef des Rouges, Chénier Dupuy, qui avait refusé de se joindre à cette alliance.

«Les membres des Rouges plus âgés bénéficient de cette association avec la mafia, mais il ne reste que des miettes pour les plus jeunes. Ils ont faim», explique une source qui connaît bien le milieu des gangs de rue.

Cette lutte fratricide, qui divise les jeunes Rouges et leurs frères aînés (en général ceux qui ont 35 ans et plus) depuis le milieu de l'été, a été révélée en partie par un policier du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) venu témoigner cette semaine à l'enquête sur remise en liberté d'un

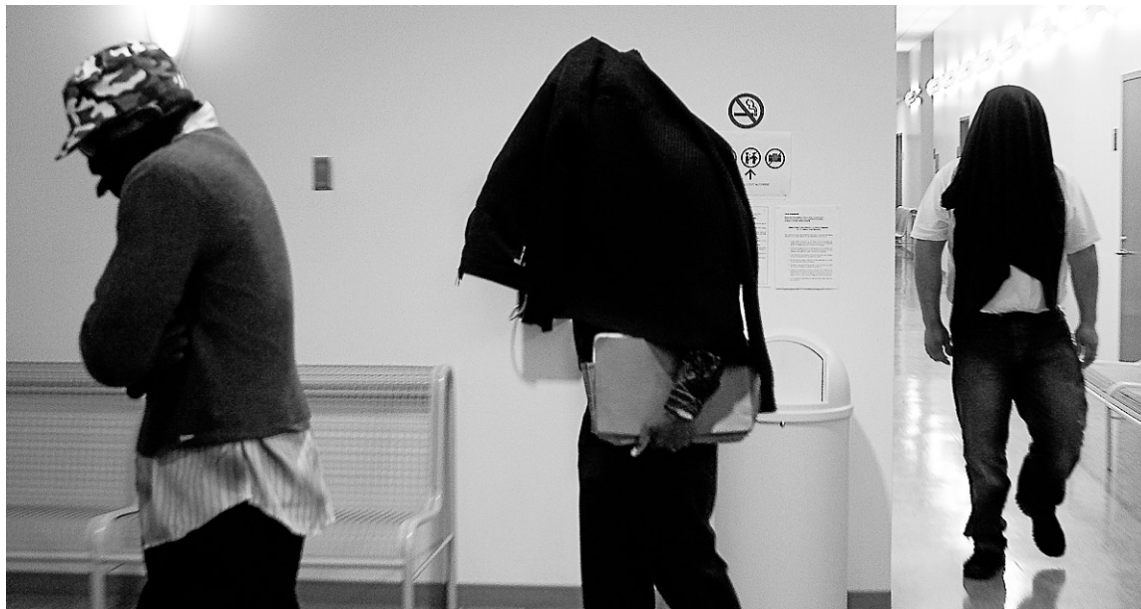


PHOTO MARTIN TREMBLAY, ARCHIVES LA PRESSE

Une véritable guerre intergénérationnelle déchire actuellement les Rouges: «Les membres plus âgés bénéficient d'une association avec la mafia, mais il ne reste que des miettes pour les plus jeunes. Ils ont faim», dit une source.

individu déjà considéré comme l'un des principaux lieutenants de Dupuy.

L'accusé en question, James Johnson Blot, a été arrêté pour non-respect de conditions le 17 novembre dernier près d'un bar de Laval où une fusillade venait d'éclater, faisant un blessé. La victime, qui a reçu une balle dans une jambe, est un membre de Zone 43, un nouveau gang de rue composé de jeunes, dont le nom proviendrait d'un circuit d'autobus qui dessert le nord-ouest de l'arrondissement de Montréal-Nord.

«Au début du mois de septembre, à la prison Rivière-des-Prairies, un des vétérans des Rouges, Jean-Romel Victor,

a été tué par des individus qui étaient dans la même aile cellulaire que lui. Ces individus sont reliés aux Zone 43 et soupçonnés d'avoir tué M. Victor. Depuis ce temps-là, selon nos informateurs et ce que nos enquêtes démontrent, il y a un conflit de générations entre les gens des Zone 43 et les vétérans. L'événement au bar de Laval est attribuable à ça», a raconté le sergent-détective Érick Lacoursière.

Le lendemain du meurtre, des coups de feu ont été tirés sur un immeuble de Montréal-Nord où habite le parent d'un membre des Zone 43 soupçonné d'avoir été impliqué dans l'assassinat de Jean-Romel Victor.

Sang, musique et vêtements griffés

Jean-Romel Victor était vice-président des Productions MFG, une agence de spectacles et d'artistes enregistrée au Registraire des entreprises. En cour, le policier Lacoursière a indiqué que les lettres MFG signifient Money First Gangsters et que cette «clique d'allégeance rouge est composée de rappers qui font de la musique depuis la fin des années 2000 et publient des vidéos sur YouTube et internet».

Selon nos informations, c'est parce qu'ils s'habillaient avec des vêtements des créateurs français Marithé

GUERRE INTESTINE

7 septembre: Jean-Romel Victor est battu à mort par sept ou huit codétenus liés aux Zone 43 à la prison de Rivière-des-Prairies.

8 septembre: En guise de représailles, des coups de feu sont tirés sur un immeuble de la rue Jubinville, près de Maurice-Duplessis.

17 novembre: Un membre des Zone 43 est atteint d'une balle à la jambe dans un nouveau bar de l'autoroute 440 à Laval, lors du spectacle d'un musicien jamaïcain auquel assistent des membres des MFG.

et François Girbaud que les membres de ce groupe auraient commencé à utiliser les lettres MFG.

Plusieurs autres individus liés aux Rouges sont également actionnaires des Productions MFG, dont James Johnson Blot et Edrick Antoine – ce dernier étant soupçonné d'être l'un des meurtriers de Gaétan Gosselin, l'homme de confiance du caïd Raynald Desjardins tué en janvier dernier. «À l'heure actuelle, le conflit au sein des Rouges est relativement limité, mais ça ne pourra pas durer», conclut l'une de nos sources.

— Avec la collaboration de Vincent Larouche

JAMES JOHNSON BLOT 35 ans

En août dernier, il a été appréhendé pour trafic de crack. Durant la filature, les policiers l'ont vu en compagnie d'un individu lié à la mafia italienne. Sur lui et dans son véhicule, les policiers ont trouvé 40 000 \$.

En 2002, Blot a été arrêté en compagnie de Chénier Dupuy dans une opération baptisée Journal, par laquelle les policiers de Montréal ont démantelé un gang qui ciblait des citoyens vendant leur arme par l'entremise de petites annonces, leur donnait rendez-vous, les volait et utilisait l'arme pour commettre des délits.

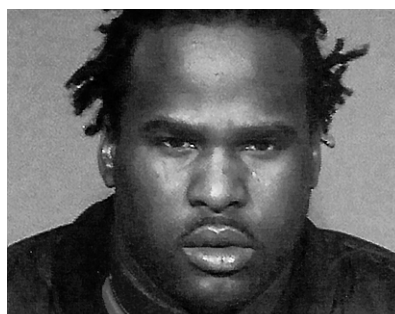
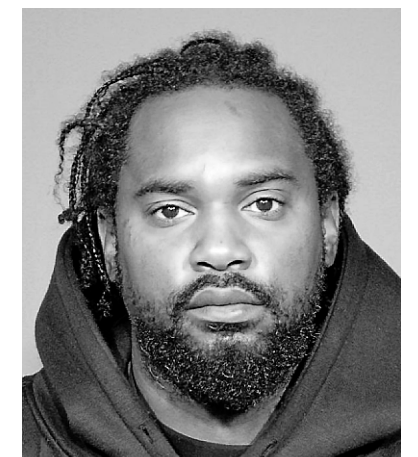
JEAN-ROMEL VICTOR Assassiné le 7 septembre dernier à l'âge de 35 ans

Antécédents de trafic de marijuana et de cocaïne. Selon nos sources, il serait le frère de l'ancien propriétaire du Buffet Cristina, Déjean Victor. En décembre 2009, ce dernier a été arrêté pour trafic de cocaïne en Haïti. Il se serait évadé lorsque le tremblement de terre de janvier 2010 a détruit le pénitencier de Port-au-Prince et serait revenu à Montréal clandestinement, sur un vol humanitaire.



EDRICK ANTOINE 35 ans

Actuellement détenu et accusé du meurtre de Gaétan Gosselin. En octobre 1999, il a été arrêté pour une affaire de trafic de cocaïne en compagnie de deux Rouges influents, Chénier Dupuy et Ézékiel Monuma.



CHÉNIER DUPUY
Chef des Bo Gars (Rouges)
Tué devant un restaurant des Galeries d'Anjou en août 2012 à l'âge de 36 ans.
Peu de temps avant sa mort, il avait pris part à une réunion des chefs de gangs à Sainte-Adèle et avait refusé de se joindre à une alliance parrainée par Gregory Woolley.

UNE OFFRE POUR QUELQUES JOURS SEULEMENT, CE N'EST PAS TOUS LES JOURS.

Concessionnaires BMW de Montréal
bmwmontreal.ca



Le plaisir de conduire.™

ENTRETIEN RÉGULIER SANS FRAIS | 4 ANS 80 000 KM[†]

CRÉDIT DE 8 000 \$***

BMW 528i xDrive 2013

559 \$* | **0,9 %***
Mensualités à la location
Montant dû à la livraison 2 806 \$ et dépôt de sécurité 638 \$.
Taux à la location jusqu'à 48 mois.
54 153 \$** Prix de vente

CRÉDIT DE 9 600 \$***

BMW 535i xDrive 2013

699 \$* | **1,9 %***
Mensualités à la location
Montant dû à la livraison 2 954 \$ et dépôt de sécurité 792 \$.
Taux à la location jusqu'à 48 mois.
62 153 \$** Prix de vente



BMW 528i 2013 illustrée.

ESSAI ROUTIER GRATUIT | 1-855-BMW-6782 | testbmw.ca

BMW Canbec – Montréal
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871

BMW Laval
2450, boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269

Park Avenue BMW – Brossard
8400, boul. Taschereau Ouest
450.445.4555
514.875.4415

BMW Sainte-Julie
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
514.875.4400

Hamel BMW – Blainville
620, boul. de la Seigneurie Ouest
450.437.5050

BMW West Island
2000, aut. Transcanadienne Sud
514.683.2000

Modèle européen illustré. Certaines options peuvent ne pas être offertes au Canada. ***Applicable sur une transaction avec financement ou à la location seulement avec les Services financiers BMW. Cette réduction est incluse dans le paiement de location indiqué. **Offre à l'achat: le prix de vente est de 54 153 \$/ 62 153 \$, ce qui inclut le PDSF (56 900 \$/64 900 \$), le transport et l'inspection de pré-livraison (2 095 \$), la taxe sur la climatisation (100 \$), la taxe de gestion des pneus (12 \$), les frais d'administration du concessionnaire (jusqu'à 459 \$) et le rabais BMW Canada. Taxes et immatriculation en sus. *Taux à la location offert par Services financiers BMW, sur approbation du crédit, uniquement pour les modèles de base BMW 528i xDrive 2013/BMW 535i xDrive 2013 en stock. Offre à la location: 56 900 \$/64 900 \$ sur 48 mois à un taux d'intérêt annuel de 0,9%/1,9%, avec un acompte de 0 \$, pour des mensualités de 559 \$/699 \$. Un montant de 3 444 \$/3 746 \$ est exigé à la signature du contrat de location, qui inclut la première mensualité, un dépôt de garantie équivalent à une mensualité, le transport et l'inspection de pré-livraison, la taxe sur la climatisation, les frais d'administration du concessionnaire, la taxe sur la gestion des pneus et les services PPSA. Taxes et immatriculation en sus et payables à la signature. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 23 329 \$/24 662 \$. L'obligation locative totale est de 29 116,32 \$/35 915,24 \$. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. Le kilométrage annuel alloué est de 16 000 km; 0,25 \$ du kilomètre excédentaire. Le concessionnaire peut décider d'un prix au particulier et exiger des frais d'administration qui peuvent modifier le prix du véhicule. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Cette offre d'une durée limitée est sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 29 novembre 2013. †Les véhicules BMW 2013 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien aux périodes recommandées sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire BMW pour obtenir tous les détails. © 2013 BMW Canada inc. « BMW », le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

ACTUALITÉS

Incurie administrative au CHUM, à Tourisme Montréal et à l'AMT

Le Vérificateur sermonne les conseils



DENIS LESSARD

QUÉBEC — Dépenses somptueuses du président de Tourisme Montréal, incurie administrative au Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) et gestion anarchique des projets à l'Agence métropolitaine de transport (AMT): toutes ces bavures ont un dénominateur commun, soit la faiblesse des conseils d'administration.

Expliquant les conclusions de son rapport percutant, le vérificateur Michel Samson voit un « problème de gouvernance » dans chacun des cas soulignés à l'encre rouge dans ses conclusions. « Les

Depuis 2009, le conseil d'administration du CHUM et l'Université de Montréal ont contourné les règles et fait fi des plafonds prévus par la loi pour satisfaire Christian Paire.

membres des conseils d'administration ne jouent pas leur rôle. Ils ne posent pas les questions, ils ne reçoivent pas les documents, ne remplissent pas leurs responsabilités, à la fois à Tourisme Montréal et au CHUM », a résumé M. Samson. « L'information circule uniquement entre le "directeur général" et le président du conseil, pas avec ses membres », précise-t-il. À l'AMT, même impuissance.

Le chevauchement des responsabilités et la kyrielle d'organismes qui se mêlent des dossiers font qu'il est impossible de livrer les projets en respectant les délais et les budgets prévus. Le conseil de l'AMT compte beaucoup de membres indépendants. « Ce n'est pas tout d'avoir des membres indépendants, mais il faut avoir des membres qualifiés », a dit M. Samson.

430 000 \$

C'est la somme qu'exigeait Christian Paire, ancien patron de l'hôpital de Rouen, en France, pour prendre les commandes du CHUM. Depuis 2009, le conseil d'administration du CHUM et l'Université de Montréal ont contourné les règles et fait fi des plafonds prévus par la loi pour le satisfaire.

Au CHUM, entre 2010 et 2013, on a versé à M. Paire 69 267 \$ de plus que les plafonds salariaux permis par la loi. Le conseil d'administration a accepté de lui verser, rubis sur l'ongle, des primes au rendement, alors qu'elles étaient interdites par loi depuis le 1^{er} avril 2010. C'est une somme de 168 000 \$ versée sans même qu'on évalue la performance de M. Paire.

En octobre 2009, M. Paire a accepté le poste du CHUM parce que son salaire était porté à 430 000 \$. La cible avait été atteinte grâce à un versement secret de 80 000 \$ de l'Université de Montréal. Deux ans plus tard, l'Université de Montréal, désormais dirigée par le D^r Guy Breton, un concurrent de M. Paire pour le poste du CHUM, a cessé de verser cette somme. M. Paire a engagé une poursuite, le conseil d'administration du CHUM a accepté de payer ses frais juridiques.



« Les membres des conseils d'administration ne jouent pas leur rôle », a résumé hier le vérificateur Michel Samson.

Le Vérificateur général observe aussi que des hors-cadre et des cadres ont reçu des primes contraires aux lois et règlements. Les hors-cadre, les vice-présidents, ont reçu 40 000 \$ – 20 % du salaire – de « montant forfaitaire non conforme » chaque année, observe le Vérificateur.

On déplore aussi le fait que, depuis janvier 2010, la moitié des postes de cadres supérieurs aient été pourvus sans qu'il y ait d'affichage;

40 % d'entre eux n'ont jamais fait l'objet de concours. Pour les cadres intermédiaires, cependant, le CHUM procède systématiquement aux affichages. L'attribution des contrats est également déficiente. Dans 43 dossiers contrôlés, on constate que les appels d'offres n'étaient pas conformes dans 65 % des cas. Dans 7 % des dossiers, les contrats ont été fractionnés pour passer sous des seuils de contrôle.

Grand train à Tourisme Montréal

En quittant Tourisme Montréal après une carrière de 24 ans, l'ancien ministre fédéral Charles Lapointe a obtenu plus de deux ans de salaire, soit 654 000 \$, comme indemnité de départ, révèle le Vérificateur général du Québec dans son rapport déposé hier matin à l'Assemblée nationale.

VOUS MAGASINEZ
POUR LES FÊTES ?

d'administration

secrétaire et remboursé 36 000 \$ de son indemnité de départ.

Pour sa dernière année complète à Tourisme Montréal, M. Lapointe a gagné 398 000 \$. Son successeur, Yves Lalumière, a le même traitement; l'organisme plaide être dans la moyenne des institutions comparables ailleurs. Le vérificateur Samson s'inscrit en faux, avec des «comparaisons boiteuses», puisque les représentants touristiques de Los Angeles et de San Diego bénéficient de tels traitements. Mais on paie beaucoup moins à New York et à Chicago.

M. Lapointe a aussi remboursé une autre somme de 70 000 \$, toujours de son indemnité de départ, après que le Vérificateur a constaté qu'on lui versait une allocation d'auto de 10 800 \$ par année, tout en lui fournissant une limousine et un chauffeur. On lui a aussi remboursé «en double» 10 000 \$ de dépenses. Un échantillon de 10 voyages révèle que, 6 fois sur 10, il dépassait du double les limites normales pour les présidents d'organismes gouvernementaux. À deux reprises, ses notes de frais étaient quatre fois supérieures aux plafonds prévus.

Le train de l'Est déraile

En matière de transports, c'est la pagaille dans la grande région de Montréal. L'Agence métropolitaine de transport (AMT) doit composer avec 3 sociétés de transports en commun, 9 conseils intermunicipaux, 83 municipalités et 12 MRC. Or, «les responsabilités de l'Agence et

de ses partenaires se chevauchent», leurs plans de transports «ne sont pas intégrés».

Avec ce fouillis, l'AMT et le gouvernement «n'ont pas permis d'assurer la maîtrise du projet» du train de l'Est. En 2009, il devait coûter 300 millions et être livré en 2012. On atteint maintenant 700 millions pour un projet qui sera fonctionnel l'an prochain. Les lacunes de gestion et les mesures de redressement sont les mêmes que dans le dossier du prolongement du métro de Laval, en 2004.

Pour sa dernière année complète à Tourisme Montréal, Charles Lapointe a gagné 398 000 \$.

En point de presse, Michel Samson, a relevé que le gouvernement avait accordé 19 subventions pour le train de l'Est sans qu'on lui fournisse un portrait d'ensemble du projet. Pour accélérer la construction et respecter les échéances, personne n'a posé de question quand, en avril 2010, le coût avait été révisé à 480 millions – une hausse de 23 % par rapport au projet initial. En janvier 2011, on en était à 663 millions – une hausse de 120 % – mais personne ne mettait en question l'envergure du projet et son échéancier. Pour respecter «un échéancier irréaliste», on a dépensé 133 millions. Ce n'est qu'en janvier 2012 que Québec a mis les freins et que l'AMT a appliqué un «cadre de gestion de projet qui s'inspire des meilleures pratiques de l'industrie».

Le ministre Hébert menace d'imposer la tutelle au CHUM

HUGO PILON-LAROSE

Il reste moins d'une semaine au conseil d'administration du Centre hospitalier de l'Université de Montréal pour décider de l'avenir du directeur général, Christian Paire, et de la haute direction, sans quoi une tutelle pourrait être imposée par Québec.

Le ministre de la Santé et des Services sociaux, Réjean Hébert, est descendu expressément de Québec, hier, afin de lancer cet ultimatum aux administrateurs du CHUM.

«Ils doivent me revenir avant mercredi matin avec deux aspects fondamentaux. Qu'arrivera-t-il avec la haute direction de l'établissement, et quelles mesures concrètes seront mises en place pour redresser rapidement la situation», a indiqué le ministre Hébert à la sortie de cette réunion spéciale, qui s'est tenue à huis clos à l'Hôtel-Dieu de Montréal.

Les mesures planifiées pour redresser la situation et la décision de garder ou non M. Paire à la tête du superhôpital, un choix «qui appartient au conseil d'administration», a dit M. Hébert, influenceront la décision du ministre, d'imposer ou non une administration provisoire.

«Faut-il aller au-delà d'un accompagnateur au niveau de la gestion en imposant une tutelle? C'est une décision que j'aurai à prendre la semaine prochaine à la lumière de ce que le C.A. me dira», a dit le ministre.

Remboursement des primes

Le vérificateur général du Québec, Michel Samson, a confirmé hier les informations publiées par *La Presse* au cours



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Christian Paire

des derniers mois, comme quoi le directeur général du CHUM, Christian Paire, a reçu entre 2010 et 2013 près de 70 000 \$ en primes, ce qui est contraire aux règles établies par le Conseil du Trésor.

«Il est clair, comme le vérificateur général le suggère, que [le directeur général du CHUM] Christian Paire, ainsi que les cadres qui ont reçu de l'argent en trop, doivent rembourser ces sommes», a dit le ministre Hébert.

Un peu plus d'une heure après son arrivée dans la métropole, Réjean Hébert et son équipe sont repartis vers la capitale.

«Le fait que je sois venu ici ce soir a permis aux membres du conseil d'administration de comprendre la gravité de la situation», a dit le ministre en quittant l'Hôtel-Dieu.

Après son départ, le C.A. du CHUM a tenu sa séance publique comme prévu, mais l'équipe des communications du président Alain Cousineau a strictement refusé que les journalistes posent des questions au conseil lors de la période de questions ouverte aux citoyens.

PHOTO IVANO H DEMERS, LA PRESSE

Organisme financé à 75 % par le gouvernement du Québec – à même une taxe spéciale sur les nuitées d'hôtel à Montréal –, Tourisme Montréal avait même accordé un bureau et une secrétaire à son ancien président, pour une durée de trois ans. Après le constat du Vérificateur, M. Lapointe a renoncé à obtenir des contrats de consultant auprès de son ancien organisme, a laissé tomber bureau et



aeroplan

PROFITEZ DU

SAMEDI TANGERINE

CE SAMEDI 30 NOVEMBRE

2X LES MILLES AÉROPLAN



AVEC VOTRE CARTE CIBC VISA^{MC} AÉROPLAN^{MD}, OBTENEZ LE DOUBLE DES MILLES SUR TOUS VOS ACHATS AU DÉTAIL ADMISSIBLES EFFECTUÉS LE 30 NOVEMBRE*.

aeroplan.com/sameditangerine

Parmi les marchands participants figurent des épiceries, des pharmacies, de grands magasins, des détaillants spécialisés et la plupart des détaillants en ligne, à l'exception (entre autres) des entreprises de voyages ou de divertissement, des restaurants et des fournisseurs de services de télécommunication. Consultez la liste complète des marchands participants sur aeroplan.com/sameditangerine. Les milles-bonis sont accordés selon le montant total des achats (y compris les taxes et à l'exception des frais remboursés ou contestés). Les milles-bonis s'ajoutent aux milles obtenus par multiplication dans les pharmacies et épiceries, comme dans l'exemple suivant. Toutes les cartes Aéro Or CIBC Visa (autres qu'Aéro Classique CIBC Visa), avec la promotion de 2X les milles: 1 mille de base + 1 mille-boni = 2 milles (ou 2,5 milles si la multiplication des milles s'applique) par dollar dépensé. Carte Aéro Classique CIBC Visa, avec la promotion de 2X les milles: 1 mille de base + 1 mille-boni = 2 milles (ou 2,5 milles si la multiplication des milles s'applique) par tranche de 2 \$ dépensée. ^{MD} Aeroplan et Aéro Or sont des marques déposées d'Alima Canada Inc. Visa^{MC} est une marque de commerce de Visa Int./Banque CIBC usager lic. En cas de divergence entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

LE CADEAU IDÉAL À 20 \$



Célébrez la magie de Noël
Pièce en argent fin (pur à 99,99%)
de la Monnaie royale canadienne

COMMANDEZ MAINTENANT
au www.20pour20.ca
ou par téléphone au 1-800-267-1005



Autorisée par le gouvernement du Canada. Limite de 3 pièces par foyer. Taille réelle: diamètre de 27 mm, poids nominal de 7,96 g. Achats par carte de crédit uniquement. Les taxes sont en sus, et des frais d'expédition et de manutention s'appliquent. Satisfaction garantie ou argent remis. Droit de retour dans les 30 jours suivant la date de facturation à: Monnaie royale canadienne, C.P. 457, succ. A, Ottawa ON, K1N 8V5 © 2013, Monnaie royale canadienne. Tous droits réservés. Pour plus de détails, consultez www.20pour20.ca ou appelez au 1-800-267-1005 du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, HNE, ou le samedi de 9 h à 17 h, HNE.

Faire parler les morts



VINCENT
MARISSAL
CHRONIQUE

Peut-être est-ce à cause de novembre, mais les morts prennent beaucoup de place ces temps-ci dans l'actualité politique.

Depuis quelques semaines déjà, les péquistes aiment bien rappeler la mémoire de René Lévesque pour défendre leur projet de charte de la laïcité, faisant référence à l'adoption de la loi 101. Au passage, ils n'insistent pas trop sur les réticences de leur chef-fondateur et de ses luttes contre les radicaux de son parti, à l'époque, mais l'évocation du souvenir de M. Lévesque fait toujours son effet.

C'est ce qu'il y a de pratique avec les morts: on peut leur faire dire plein de choses sans risquer de se faire contredire.

Dans une sortie pour le moins étonnante, les ministres Jean-François Lisée et Bernard Drainville ont même puisé dans les livres d'histoire de nos voisins du Sud pour arracher un appui posthume de Thomas Jefferson à leur projet de charte.

En fait, a précisé M. Lisée après avoir été critiqué pour cette sortie, on ne peut être certain, aujourd'hui, de ce que Jefferson aurait

dit de la Charte... En effet, il est difficile de demander à quelqu'un mort depuis 187 ans de préciser sa pensée sur un sujet en particulier, mais disons que le très riche héritage intellectuel et politique laissé par cet ancien président ne laisse pas beaucoup de doutes sur son attachement envers les libertés individuelles, notamment religieuses.

Pas de doute, le ton entre libéraux et néo-démocrates est donné pour la prochaine campagne et l'idée d'un rapprochement entre les deux partis, qui ne comptait déjà pas beaucoup d'adeptes aussi bien chez les rouges que chez les orange, semble enterrée pour de bon.

(Voici, parmi des centaines de citations de Jefferson, deux passages sur le sujet:

«I am for freedom of religion, & against all maneuvers to bring about a legal ascendancy of one sect over another.»

«I never will, by any word or act, bow to the shrine of intolerance, or admit a right of inquiry into the religious opinions of others.»

Vous me direz que moi aussi je fais parler un mort, mais ça, au moins, on est sûr qu'il l'a bel et bien dit!

Un autre mort, plus récent celui-là, fait ces jours-ci un retour spectaculaire dans l'actualité politique canadienne: l'icône néo-démocrate Jack Layton. Le plus cocasse, c'est que le souvenir de l'ancien chef du Nouveau Parti démocratique (NPD) refait surface à cause d'une déclaration du chef libéral, Justin Trudeau.

Lundi soir, après la victoire de son parti dans deux élections partielles, Bourassa et Toronto-Centre, M. Trudeau a critiqué le ton négatif du NPD, affirmant que ce parti n'incarne plus l'espoir dont parlait Jack Layton sur son lit de mort.

Oh là là, oser s'approprier les paroles de Jack! Crime de lèse-majesté aux yeux des

de Justin Trudeau, selon qui «le parti de l'espoir de Jack Layton est devenu le parti négatif et le parti de la division de Thomas Mulcair».

Un ancien proche conseiller de M. Layton, Brad Lavigne, a répliqué dans une lettre ouverte, hier dans *The Globe and Mail*, y allant de plusieurs allusions sur le manque de profondeur du chef libéral ainsi que sur les nominations au Sénat des libéraux.

M. Lavigne ajoute (en anglais): «I knew Jack Layton. Jack Layton was a friend of mine. And you sir, are no Jack Layton.»

Brad Lavigne reprend ainsi la célèbre réplique du candidat démocrate à la vice-présidence des États-

Unis, Lloyd Bentsen, qui avait asséné cette cinglante réplique en débat à son adversaire républicain, Dan Quayle, qui avait dit que John F. Kennedy était, comme lui, plutôt jeune lorsqu'il avait été élu: «I served with Jack Kennedy. I knew Jack Kennedy. Jack Kennedy was a friend of mine. Senator, you're no Jack Kennedy.» Ouch!

Pas de doute, le ton entre libéraux et néo-démocrates est donné pour la prochaine

campagne et l'idée d'un rapprochement entre les deux partis, qui ne comptait déjà pas beaucoup d'adeptes aussi bien chez les rouges que chez les orange, semble enterrée pour de bon.

Visiblement, Thomas Mulcair est frustré et cela peut se comprendre. Le chef du NPD a connu un automne exceptionnel aux Communes, mettant Stephen Harper au pied du mur avec ses questions sur les scandales au Sénat, mais cela tarde à se concrétiser en dividendes électoraux.

Les néo-démocrates, par ailleurs, accusent les libéraux d'alimenter, dans le Canada anglais, l'idée que le NPD de Thomas Mulcair est proche des souverainistes québécois et qu'il compte même, au sein de son caucus, des militants indépendantistes.

Ces querelles entre le NPD et le PLC ne déplaisent certainement pas à Stephen Harper, qui, même s'il perd des plumes, profite de la division du vote centre gauche, comme ce fut le cas lundi soir à Brandon-Souris (Manitoba).

Le chef conservateur a eu chaud, mais si ces partielles sont une répétition pour la prochaine campagne, il ne se plaindra certainement pas de voir libéraux et néo-démocrates s'entredéchirer.

Pour le moment, les libéraux font le pari que la vague «Justin» les portera jusqu'aux prochaines élections. Les néo-démocrates, eux, s'encouragent en se répétant que le chef libéral finira par se planter.

Entre les deux, Stephen Harper croit pouvoir se faufiler.

Pour joindre notre chroniqueur: vincent.marissal@lapresse.ca

AU-DELÀ DE LA SCÈNE

ARTS

PROFITEZ DU RABAIS PRÉ-VENTE DANS LES SAQ DE LA GRANDE RÉGION DE MONTRÉAL ET EN LIGNE

18 \$ POUR 30 COUPONS

JUSQU'AU 28 NOVEMBRE

SAQ présente

LA FÊTE DES VINS DU QUÉBEC

29-30 NOVEMBRE
01 DÉCEMBRE

MARCHÉ BONSECOURS VIEUX-MONTRÉAL

ORGANISÉE PAR ASSOCIATION DES VIGNERONS DU QUÉBEC

fetedesvins.ca

GROUPES DPJL, SamyRabbat!, Agriculture, Pêcheries et Alimentation Québec, LA PRESSE, Groupe Voyageurs Québec, TVA

JEUDI 28 NOVEMBRE

AUBAINE DU JOUR

EN MAGASIN ET À LABAIE.COM
LIVRAISON GRATUITE DES COMMANDES EN LIGNE DE 99 \$ OU PLUS

Précisions plus bas.

150 \$ de rabais
99.99

Ord. 250 \$

TOMMY HILFIGER
Caban en laine ou veste sport

Photo de gauche: Caban à doublure détachable. Offert en noir, gris, marine ou bourgogne. Photo de droite: Veste sport. Offerte en noir ou gris.

Et 50% de rabais
sur d'autres vêtements d'extérieur tout-aller pour homme

Précisions plus bas.

55 \$ de rabais
19.99 \$

Ord. 75 \$

CALVIN KLEIN
Gants tactiles en cuir pour homme, parfaits pour écrans ou téléphones intelligents

Choix de 4 modèles.

LA BAIE D'HUDSON

Inscrivez-vous à labaie.com pour recevoir en primeur nos offres «Aubaine du jour».

Aucun bon d'achat différé ni redressement de prix. Aucune commande anticipée ni commande téléphonique. Cette offre est en vigueur jusqu'à épuisement des stocks et ne peut être combinée avec aucune autre. Le choix varie selon le magasin. Les rabais s'appliquent à nos prix ordinaires, à moins d'indication contraire. Précisions en magasin. **Vêtements d'extérieur tout-aller** du rayon des vêtements d'extérieur tout-aller pour homme. Exception: articles dont le prix se termine par 99 ¢. **LIVRAISON GRATUITE**: Livraison standard offerte sans frais pour tout achat de marchandises totalisant 99 \$ ou plus, avant taxes et frais additionnels. La livraison standard gratuite s'applique au montant après déduction des rabais et offres applicables, pour les achats en ligne effectués à labaie.com seulement. Des frais s'appliquent pour la livraison express ou prioritaire. Valable pour la livraison à des adresses au Canada seulement. Exceptions: meubles, canots, meubles et accessoires de jardin, barbecues et matelas.

SANTÉ

AU QUÉBEC, CERTAINS FRAIS MÉDICAUX NE PEUVENT ÊTRE FACTURÉS

Au Québec, aucuns frais liés à un service médical assuré par la RAMQ ne peuvent être facturés aux patients. Selon la loi, il est notamment interdit d'exiger ou de recevoir tout paiement d'une personne assurée pour un service, une fourniture ou des frais accessoires à un service assuré rendu par un professionnel du régime public de santé.

Concrètement, qu'est-ce qui est légal et qu'est-ce qui ne l'est pas?

Prenons quelques exemples :

- Un médecin peut-il réclamer des frais pour l'ouverture du dossier ou des frais annuels pour le conserver actif? Non. C'est dans les tâches du médecin de tenir un dossier. Cette tâche est accessoire au service assuré.
- Un médecin peut-il exiger des frais pour rembourser les coûts liés à son cabinet? Non plus. Lors d'une visite médicale, les échanges doivent être confidentiels,

ce qui impose un lieu fermé. Le patient doit pouvoir se déshabiller de façon à être examiné. Différentes fournitures sont requises, comme du papier pour la table d'examen, des gants d'examen, un spéculum ainsi que des sutures et des aiguilles pour effectuer une réparation de plaie. Tout cela fait partie du traitement.

Source: FMOQ

- Gabrielle Duchaine

FACTURATION ILLÉGALE

La RAMQ poursuit la clinique Rockland

GABRIELLE DUCHAINE

Déjà au cœur de nombreuses controverses, la clinique Rockland MD est de nouveau dans le pétrin. Voilà que la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) la traîne devant les tribunaux afin de récupérer 400 000 \$, qu'elle l'accuse d'avoir facturé illégalement à une cinquantaine de malades qui y ont été opérés.

Depuis 2010, le Centre de chirurgie Rockland de Mont-Royal aurait vendu à au moins 49 patients en attente d'une intervention chirurgicale des forfaits jugés « illégaux », qui coûtaient jusqu'à 19 000 \$, selon la poursuite, que *La Presse* a obtenue.

Ces frais, qui devraient pourtant être remboursés par l'État en vertu de la loi, étaient facturés pour un service téléphonique postopératoire par une infirmière, des séances d'enseignement et un service téléphonique d'urgence 24 heures sur 24. Avant d'être opérés, les patients devaient inévitablement acheter le forfait, dont le prix pour les mêmes services variait entre 250 \$ et 18 750 \$, selon le type d'intervention. Pas de forfait, pas d'opération.

La RAMQ indique qu'elle a remboursé, au fil des ans, l'équivalent de 398 000 \$ à des malades qu'elle estime lésés par la clinique et son propriétaire. Elle souhaite maintenant récupérer son argent.

« Le [propriétaire de la clinique], le D^r Fernand Taras, a conçu un modèle d'affaires au moyen duquel des montants sont illégalement réclamés aux personnes assurées qui veulent obtenir un traitement médical spécialisé », indique-t-on dans le document de 16 pages déposé hier au palais de justice de Montréal.

La RAMQ indique qu'elle a remboursé, au fil des ans, l'équivalent de 398 000 \$ à des malades qu'elle estime lésés par la clinique et son propriétaire. Elle souhaite maintenant récupérer son argent. Après plusieurs tentatives infructueuses auprès de Rockland MD, qui estime sa pratique entièrement légale, elle prend les grands moyens et s'adresse aux tribunaux.

« On a fait de nombreuses démarches dans ce dossier. On était rendu là », indique Catherine Poulin, porte-parole de l'organisme.

Long feuilleton

Le feuilleton dure en effet depuis plusieurs années. Au printemps 2010, une enquête a été ouverte dans la foulée d'un article du *Journal de Québec* portant sur une femme qui avait déboursé près de 17 000 \$ afin d'avoir accès à une opération bariatrique, pourtant remboursée par l'État.

Publiés en février 2012, les résultats de l'enquête ont dévoilé le stratagème qui aurait permis au centre médical de récolter des centaines de milliers de dollars. À l'époque, huit patients avaient écrit à la RAMQ pour dénoncer les frais exigés par Rockland MD et demander un remboursement, dont la somme avoisinait alors les 73 000 \$. Selon la poursuite déposée hier matin au palais de justice de Montréal, la somme réclamée et le nombre de malades ont depuis quintuplé. « Il est possible que d'autres malades se manifestent auprès de nous », souligne M^{me} Poulin.

Malgré des avertissements répétés, Rockland MD continuerait d'offrir ses forfaits santé, selon la RAMQ. Le D^r Taras n'a pas rappelé *La Presse*. Cependant, dans un courriel envoyé à *La Presse*, son équipe a vigoureusement nié les « prétentions non fondées » de la Régie.

DU VENDREDI 29 NOVEMBRE AU DIMANCHE 1^{er} DÉCEMBRE

La FOLIE du VENDREDI

SOLDE DU WEEK-END

EN MAGASIN ET À LABAIE.COM

LE VENDREDI 29 NOVEMBRE,
TOUS NOS MAGASINS
OUVRENT À 8 h
CARTE-RABAIS DE 20 \$* POUR
LES 200 PREMIERS CLIENTS

Aucun achat requis. Précisions en bas de page.



50%
DE RABAIS

Vestes et manteaux
NOVELTI et
LONDON FOG
pour femme

Au rayon des vêtements
d'extérieur. Exceptions
en bas de page.

Photo:
Manteau en duvet et plumes
LONDON FOG.
Ord. 350 \$ Solde 175 \$



ACHETEZ-EN 1,
OBTENEZ-EN 1
EN PRIME

Chemises habillées et cravates 100 % soie
KENNETH COLE REACTION, PERRY ELLIS
PORTFOLIO et BLACK BROWN 1826

Complets BLACK BROWN ESSENTIALS
pour homme; complets et vestons sport
KENNETH COLE REACTION et PERRY
ELLIS PORTFOLIO pour homme

L'article en prime doit être de valeur égale ou inférieure.

50%
DE RABAIS

Mode pour femme
STYLE&CO. SPORT,
PETER NYGÅRD,
STYLE&CO.,
EDIT BY JEANNE
BEKER et
MATERIAL GIRL

Exceptions en bas de page.



ACHETEZ-EN 1,
OBTENEZ-EN 1
EN PRIME

Serviettes LACOSTE, ESPRIT,
HOTEL COLLECTION,
GLUCKSTEINHOME,
DISTINCTLY HOME
et CALVIN KLEIN

Ord. 8 \$ à 40 \$

L'article en prime doit être de valeur égale ou inférieure.
Exception: serviettes de plage.

720 \$ de rabais
279⁹⁹

Prix après solde : 999⁹⁹ \$

Nouveau! JAMIE OLIVER

Batterie de cuisine
11 pièces en inox trois
épaisseurs avec poêle
autographiée EN PRIME
(une valeur de 200 \$).

50 % de rabais sur d'autres
batteries de cuisine

25 % de rabais sur les ustensiles
de cuisson vendus à l'unité
Exceptions en bas de page.



ACHETEZ-EN 1,
OBTENEZ-EN 1
EN PRIME

Soutiens-gorge et culottes en boîte
WONDERBRA et WARNER'S

Ord. 15 \$ à 43 \$

L'article en prime doit être de valeur égale ou inférieure.

CE WEEK-END : PLUS VOUS ACHETEZ, PLUS VOUS ÉCONOMISEZ
PRODUITS DE BEAUTÉ ET PARFUMS

25 \$ DE RABAIS À L'ACHAT DE 150 \$ OU PLUS;
15 \$ DE RABAIS À L'ACHAT DE 100 \$; 10 \$ DE RABAIS À L'ACHAT DE 75 \$

Avant taxes. Ne peut être combiné avec aucune autre offre.

LA BAIE D'HUDSON

Tous les rabais s'appliquent à nos prix ordinaires, à moins d'indication contraire. Précisions en magasin. CARTE-RABAIS DE 20 \$: Avant taxes. Carte-rabais valide du 29 novembre au 5 décembre 2013. Applicable à votre prochain achat de 100 \$ ou plus, avant taxes, de marchandises à prix ordinaire, de solde ou de liquidation. Exceptions: produits de beauté, parfums, achats en ligne et offres « Aube du jour ». Non valide dans le magasin-entrepôt La Baie d'Hudson. Ne peut être combiné avec aucune autre offre. D'autres exceptions s'appliquent. Précisions en magasin. Exceptions - Vestes et manteaux Novelti et London Fog pour femme: les articles dont le prix se termine par 99 \$. Mode pour femme à 50 % de rabais - Style&Co. et Style&Co. Sport: les articles dont le prix se termine par 99 \$ et les nouveaux arrivages printaniers. Peter Nygård: les articles dont le prix se termine par 99 \$, les nouveaux arrivages printaniers et les pantalons ajustés Nygård. Edit by Jeanne Baker: les articles « Lace Up », ceux dont le prix se termine par 99 \$ et les nouveaux arrivages printaniers. Batteries de cuisine à 50 % de rabais: WMF, All-Clad, Henckels Prime et Le Creuset. Ustensiles de cuisson vendus à l'unité à 25 % de rabais: WMF, All-Clad, T-Fal, Le Creuset, Nambé et autocuiseur Clipso.

ALLERGIES 101

VOUS N'AVEZ PAS À SOUFFRIR INUTILEMENT DE VOS ALLERGIES. DÉCOUVREZ LES FAITS SAILLANTS CONCERNANT LES ALLERGIES AFIN DE MIEUX LUTTER CONTRE VOS SYMPTÔMES!

LES ALLERGIES, QU'EST-CE QUE C'EST ?

Une allergie est une réaction exagérée du système immunitaire à une substance étrangère à l'organisme (allergènes). Pour se défendre contre ce soi-disant envahisseur, le système immunitaire produit des anticorps (appelés IgE) qui, lorsqu'ils entrent en contact avec l'allergène, libèrent alors diverses substances chimiques – l'histamine, par exemple – qui vont entraîner différents symptômes, selon l'endroit où la réaction allergique a lieu.

La rhinite allergique est toutefois de loin la forme d'allergie la plus répandue. Selon la Fondation canadienne d'allergie, d'asthme et d'immunologie, 20 à 25% des Canadiens souffrent de cette forme précise d'allergie. Depuis quelques années, la rhinite allergique est en nette augmentation au pays, mais aussi à l'échelle mondiale. Ce phénomène pourrait s'expliquer entre autres par une hausse des gaz à effet de serre, une exposition de plus en plus grande aux polluants, une amélioration de l'hygiène et une consommation d'aliments plus raffinés. Par exemple, plusieurs études ont démontré que la hausse des gaz à effet de serre favorise la prolongation de la période de croissance de certains allergènes comme l'herbe à poux.

DES SYMPTÔMES INCOMMODANTS

Les symptômes typiques d'allergies comme la rhinite allergique peuvent inclure :

- La congestion nasale
- L'écoulement nasal
- Les éternuements répétés
- Le picotement ou le larmolement des yeux

Certaines personnes peuvent également éprouver des démangeaisons du palais, de la gorge, des oreilles, de la peau ou dans toute autre zone.

UN HANDICAP AU QUOTIDIEN

Les allergies peuvent avoir d'importantes répercussions sur la vie quotidienne. Elles peuvent être très inconfortables et réduire de beaucoup la qualité de vie de gens qui en sont atteints. En plus des symptômes précé-

demment mentionnés, les personnes souffrant d'allergies, plus précisément de rhinite allergique, peuvent être victimes de* :

- Fatigue
- Maux de tête
- Difficultés de concentration à l'école ou au travail
- Troubles de la mémoire
- Problèmes de sommeil
- Baisse de productivité à l'école ou au travail
- Pertes de journées scolaires ou de travail
- Baisse de performances scolaires chez les enfants et les adolescents

* AERIUS® n'est pas indiqué pour soulager ces affections.

LES ALLERGÈNES COMMUNS

Les allergènes sont les substances causant les réactions allergiques. Voici les allergènes les plus communs provoquant les allergies comme la rhinite allergique.

Les pollens

Les allergies aux pollens sont aussi appelées rhinites saisonnières ou rhumes des foins. La plupart des pollens responsables des réactions allergiques proviennent des arbres (bouleau, peuplier, érable, frêne, orme, etc.), des graminées (gazon, foin, blé, etc.) et de l'herbe à poux. Ces végétaux produisent des pollens légers qui sont facilement transportés par le vent et qui peuvent s'infiltrer partout, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Les allergies aux pollens surviennent toujours à la même période chaque année, mais cette période varie selon le type de pollen présent dans l'air, c'est-à-dire que les symptômes apparaissent au moment où les plantes auxquelles la personne est allergique feront leur pollinisation. Les pollens d'arbres provoquent des symptômes surtout en avril et en mai, les pollens de graminées en juin et juillet, et l'herbe à poux en août et septembre. Une personne peut toutefois être allergique à plusieurs pollens et ressentir des symptômes du printemps à l'automne.

Les acariens de la poussière

Les acariens sont des insectes microscopiques qui vivent dans la poussière. Ils se nourrissent des squames humaines et animales. Le malheur avec eux c'est qu'ils s'insinuent partout,

dans les matelas, les oreillers, les tapis, les meubles rembourrés, les couvertures, les coussins, les jouets de peluche, le panier du chat, etc. Les allergies aux acariens sont surtout provoquées par leurs déjections, et non par les acariens eux-mêmes. Leurs excréments se fractionnent en fines particules qui adhèrent fortement aux matériaux de leur entourage et qui sont mises en suspension dans l'atmosphère chaque fois qu'il se produit un déplacement d'air (par exemple, lorsqu'on marche sur la moquette ou qu'on s'assoit dans un fauteuil).

Les acariens se multiplient en milieux chauds, humides et sombres. Au Canada, ces conditions sont surtout présentes du mois de mai jusqu'au mois d'octobre. Ce type d'allergie peut cependant déclencher des symptômes tout au long de l'année et avoir un impact considérable sur la santé et la qualité de vie.

Les animaux

Tous les animaux à sang chaud peuvent déclencher des allergies respiratoires. C'est le cas notamment des chats, des chiens, des hamsters, des lapins, des chevaux et des oiseaux. Contrairement à ce que les gens croient, les allergies aux animaux ne sont pas produites par leurs poils, qu'ils soient courts ou longs, mais proviennent d'une sensibilité à leurs squames, aussi bien qu'à leur salive ou à leur urine. Cela dit, leur fourrure peut emmagasiner le pollen, la poussière, la moisissure ou d'autres substances allergènes qui elles peuvent provoquer des réactions allergiques.

Les animaux peuvent causer des symptômes d'allergie pendant toute l'année. Bien qu'il soit difficile de se départir de son animal de compagnie, cette mesure permet de réduire significativement les symptômes d'allergie au bout de 4 à 6 mois.

Les moisissures

Les moisissures sont des champignons microscopiques qui sont toujours présents dans l'air extérieur, mais qui peuvent aussi se trouver à l'intérieur des bâtiments. Ces microorganismes adorent l'humidité et peuvent pousser à peu près n'importe où dans la maison, particulièrement sur les appuis des fenêtres, les tissus, les tapis et les murs de la cuisine et de la salle de bain. Ils peuvent aussi se développer dans la poussière domestique.

Les moisissures se reproduisent en libérant des spores dans l'air ambiant. C'est l'inhalation de ces spores qui provoquent les réactions allergiques. Les spores de moisissures

à l'extérieur peuvent déclencher des allergies au printemps, en été et à l'automne. À l'intérieur, ils peuvent causer des problèmes tout au long de l'année.

SAISONNIÈRES OU PÉRANNUELLES ?

Certaines allergies sont saisonnières, alors que d'autres persistent tout au long de l'année. Les allergies saisonnières sont relativement faciles à reconnaître parce qu'elles se produisent toujours au même moment, année après année. Les allergies pérannuelles (aussi appelées apériodiques) provoquent quant à elles des symptômes à longueur d'année, car les victimes de ce type d'allergie sont sensibles à des allergènes qui sont toujours présents dans leur environnement. Cela dit, bien des gens souffrent des deux formes d'allergies.

EST-CE UN RHUME OU UNE ALLERGIE ?

Beaucoup de gens croient qu'ils ont attrapé un rhume, alors qu'en réalité, ils souffrent d'allergie. Il est en effet facile de confondre ces deux affections, car elles présentent des symptômes similaires. Le rhume se manifeste souvent par un mal de gorge (au début seulement), une fièvre légère, des sécrétions nasales épaisses jaunes ou vertes et une toux sèche, alors que ces symptômes ne sont jamais associés aux allergies. De même, les picotements, les larmolements sont très caractéristiques d'une rhinite allergique, mais ces symptômes affectent rarement les personnes enrhumées. La durée des symptômes peut aussi aider à poser un diagnostic – un rhume s'échelonne généralement sur une période de 3 à 14 jours; les allergies peuvent persister des semaines, des mois, en fonction de l'exposition à l'allergène, continue ou non.

SALLE 405 – CHATS



Les médecins recommandent AERIUS®, pas les brosses à dents.

Le pouvoir d'AERIUS® soulage 13 de vos pires symptômes



- Démangeaisons des oreilles
- Démangeaisons de la peau
- Picotement des yeux
- Éruptions urticariennes
- Éternuements
- Écoulement nasal
- Démangeaisons du nez
- Congestion nasale
- Démangeaisons du palais
- Démangeaisons de la gorge
- Toux allergique
- Larmolement
- Rougeur oculaire

Assurez-vous qu'AERIUS® vous convient. Lisez et suivez toujours les indications sur l'emballage. Dramatisation extrême. Ne pas essayer à la maison. Jamais, jamais.

© Marque déposée de MSD International Holdings GmbH, utilisée sous licence. © 2013 Schering-Plough Canada Inc., filiale de Merck & Co., Inc. Tous droits réservés.



POLITIQUE

En route vers des ponts québécois

Ottawa ouvert à l'idée de céder à Québec la gestion des ponts fédéraux

MARTIN CROTEAU
ET JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Bien qu'il tienne à rester maître d'œuvre du remplacement du pont Champlain, le gouvernement Harper se montre ouvert à l'idée de céder les trois ponts fédéraux qui se trouvent à Montréal au gouvernement provincial. Un scénario qu'Ottawa envisage depuis au moins deux ans, et qui est accueilli froidement à Québec.

La première ministre a affirmé mardi avoir demandé à Stephen Harper de lui transférer la responsabilité de construire le nouveau pont Champlain. Elle y voit un moyen de terminer le gigantesque projet plus rapidement, donc avant 2021.

Au bureau du lieutenant du premier ministre au Québec, Denis Lebel, on a rappelé hier que le pont Champlain appartient au gouvernement fédéral. C'est donc lui qui a la responsabilité de le remplacer.

« Le processus pour le remplacement du nouveau pont est bien enclenché, a fait valoir, dans une déclaration écrite, la porte-parole du ministre, Marie-Josée Paquette. Tel que nous l'avons annoncé le 2 octobre dernier, nous travaillons pour réduire l'échéancier le plus possible. »

Mais à cette réponse négative s'ajoute une proposition. Une fois le chantier achevé, Ottawa pourrait céder à la province la responsabilité des trois ponts fédéraux de la métropole.

« Nous sommes aussi ouverts à écouter les propositions de Québec concernant le transfert de l'ensemble des ponts fédéraux dans la grande région de Montréal une fois que le nouveau pont sera construit », a indiqué M^{me} Paquette.



Les ponts Jacques-Cartier (sur la photo), Champlain et Honoré-Mercier sont les seuls ponts de gestion fédérale qui ne relient pas deux provinces ensemble ou qui ne servent pas de passage routier entre le Canada et les États-Unis.

Cela inclut les ponts Champlain et Jacques-Cartier, ainsi qu'une portion du pont Mercier.

Selon des informations obtenues par *La Presse*, le gouvernement Harper réfléchit depuis au moins deux ans à cette idée de transfert des infrastructures. Il céderait ces infrastructures pour la somme symbolique de 1\$.

Dans les officines du pouvoir à Ottawa, on juge inconcevable que le gouvernement fédéral soit propriétaire de ponts dans une province. Tous les autres ponts fédéraux relient des provinces ou sont situés à la frontière américaine.

En se débarrassant de ses trois ponts à Montréal, Ottawa éviterait le carcan que représente le fait d'entreprendre des négociations avec les gouvernements de niveau provincial et municipal chaque fois qu'il

entame un chantier. Et surtout, il n'aurait plus à payer pour l'entretien.

D'abord, le nouveau pont Champlain

Au bureau du ministre québécois des Transports, Sylvain Gaudreault, l'idée d'hériter des ponts fédéraux ne soulève guère d'enthousiasme.

« Nous ne sommes pas du tout dans ce scénario-là », a résumé le porte-parole du ministre, Yann Langlais-Plante.

À Ottawa, le chef du Nouveau Parti démocratique, Thomas Mulcair, a tourné en dérision la proposition du gouvernement conservateur.

« Clairement, le ministre Lebel ne comprend pas les craintes et les frustrations des Québécois, causées par l'inaction des conservateurs », a-t-il indiqué par l'entremise d'un porte-parole.

Plus tôt dans la journée, il a dit comprendre que le gouvernement Marois cherche à prendre le contrôle du chantier de remplacement du pont Champlain.

Même son de cloche du côté de la Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud, un organisme qui fait pression depuis des mois sur le gouvernement Harper pour qu'il accélère le chantier. La directrice générale de l'organisme, Hélène Bergeron, estime que Québec serait en mesure de mener le projet à terme plus vite qu'Ottawa car, à ses yeux, le gouvernement péquiste a fait preuve d'une plus grande volonté politique dans ce dossier.

« Quand j'entends la volonté d'une première ministre de construire un nouveau pont Champlain, a dit M^{me} Bergeron, je me dis que ça irait peut-être plus vite. »

LES TROIS PONTS FÉDÉRAUX MONTRÉALAIS

HONORÉ-MERCIER

> Inauguration : 1934
> Circulation quotidienne : 82 000 véhicules
> Ce pont est de responsabilité partagée; le gouvernement fédéral est propriétaire des pylônes, des poutres et de l'armature située dans la portion qui enjambe la Voie maritime.

CHAMPLAIN

> Inauguration : 1962
> Circulation quotidienne : 162 000 véhicules
> Le pont le plus achalandé du Canada est la propriété du gouvernement fédéral depuis son inauguration. Ottawa est aussi propriétaire du pont de L'Île-des-Sœurs, qui doit être démolé.

JACQUES-CARTIER

> Inauguration : 1930
> Circulation quotidienne : 98 000 véhicules
> Le gouvernement fédéral a investi des sommes importantes depuis 20 ans pour maintenir le pont en état. Le remplacement du tablier, un chantier qui a eu lieu au début des années 2000, a coûté 125 millions.

Deux mots, c'est tout ce qu'il nous faut pour dire ce qu'on veut.

Holt Renfrew. Superbes prix.

L'événement Grand solde du vendredi.
Aujourd'hui, jusqu'à dimanche.

Hâtez-vous! Profitez d'une réduction de 40 %*
sur une sélection de mode, d'accessoires et
de chaussures designer pour hommes et femmes.

OFFRE ADDITIONNELLE D'UNE DURÉE LIMITÉE

LE VENDREDI 29 NOVEMBRE
DE 8 H À 11 H

Économisez 50 % sur les peignoirs et une sélection de pantoufles en cachemire
Holt Renfrew pour elle et lui**

Économisez 50 % sur les chemises habillées et les cravates Holt Renfrew**

HOLT RENFREW

VISITEZ HOLTRENFREW.COM POUR LES DÉTAILS ET L'HORAIRE DES MAGASINS.

MONTRÉAL
VEND. - DE 8 H À 21 H
SAM. - DE 9 H 30 À 18 H
DIM. - DE 10 H À 17 H

QUÉBEC
VEND. - DE 8 H À 21 H
SAM. - DE 9 H 30 À 17 H
DIM. - DE 10 H À 17 H

* Adressez-vous à un conseiller pour les détails. Solde en vigueur jusqu'à épuisement des stocks. Les modèles, quantités et tailles sont limités et varient selon le magasin. Aucun rajustement de prix sur les achats antérieurs. Ne peut être combinée avec aucune autre offre.

** Promotion en vigueur de 8 h à 11 h seulement, aux magasins Holt Renfrew de Montréal et de Québec. Sous réserve de certaines restrictions. Détails en magasin ou en ligne à www.holtrenfrew.com. Jusqu'à épuisement des stocks. Les modèles, quantités et tailles sont limités et varient selon le magasin. Ne peut être combinée avec aucune autre promotion. Aucun rajustement de prix sur les achats antérieurs.

PLAISIRS

EN VUE

DU 22 NOV. AU 9 DÉC.

AGISSEZ PROMPTEMENT.
SOYEZ RÉCOMPENSÉ GÉNÉREUSEMENT.

MODÈLE SRX 2014 COLLECTION PERFORMANCE ILLUSTRÉ



LOCATION 48 MOIS À UN TAUX DE 0,9 %
479 \$¹/MOIS AVEC 0 \$ DE COMPTANT

PAIEMENT	COMPTANT
424 \$ ¹ /MOIS	2 599 \$
403 \$ ¹ /MOIS	3 499 \$

+ 1 000 \$² DE RABAIS

MULTISEGMENT SRX 2014
39 645 \$¹ À L'ACHAT

COMPREND LE TRANSPORT ET LA TAXE DE CLIMATISATION

MODÈLE ATS 2014 PERFORMANCE ILLUSTRÉ



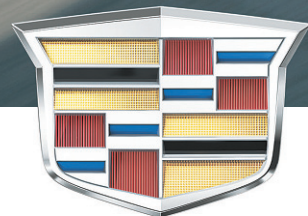
LOCATION 36 MOIS À UN TAUX DE 1,4 %
398 \$¹/MOIS AVEC 0 \$ DE COMPTANT

PAIEMENT	COMPTANT
342 \$ ¹ /MOIS	1 999 \$
313 \$ ¹ /MOIS	2 999 \$

+ 1 000 \$² DE RABAIS

BERLINE ATS 2014
36 395 \$¹ À L'ACHAT

COMPREND LE TRANSPORT ET LA TAXE DE CLIMATISATION



PAYEZ 0 \$³ LE PREMIER MOIS DE LOCATION
+ ACOMPTE DE 0 \$³ + 1 000 \$²

0 \$³ DÉPÔT DE SÉCURITÉ 0 \$⁴ À LA SIGNATURE

DE RABAIS SUR TOUTS LES MODÈLES POUR UNE DURÉE LIMITÉE



PROGRAMME D'ENTRETIEN DE 4 ANS/80 000 KM SANS FRAIS⁵
AVANTAGES DE LA PROTECTION CADILLAC

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CADILLAC DÈS AUJOURD'HUI.

BROSSARD CADILLAC
 2555, BOULEVARD MATTE
 SUITE 100
 450 619-6669

CADILLAC DE LAVAL
 2800, BOULEVARD
 CHOMEDEY
 450 681-0028

CHALUT JOLIETTE
 250, BOULEVARD
 ANTONIO-BARRETTE
 514 861-4859

DESCHAMPS SAINT-JULIE
 333, BOULEVARD
 ARMAND-FRAPPIER
 450 649-9333

GRAVEL DÉCARIE
 6100, BOULEVARD
 DÉCARIE
 514 342-2222

GRAVEL ÎLE-DES-SŒURS
 1007, BOULEVARD
 RENÉ-LÉVESQUE
 514 769-5353

ÎLE-PERROT
 2000, BOULEVARD
 DU TRAVERSIER
 514 425-4567

LE RELAIS MONTRÉAL
 9411, AVENUE
 PAPINEAU
 514 384-6380

WEST ISLAND
 3650, BOULEVARD
 DES SOURCES
 514 683-6555

L'Association des concessionnaires Cadillac du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles 2014 neufs suivants: ATS 2,5 L à propulsion (6AB69/1SA) et SRX V6 TA (6NG26/1SA). Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. Location basée sur un prix à l'achat de 39 645 \$ pour SRX (incluant 1 750 \$ de rabais à la location) et de 36 395 \$ pour ATS. Paiements mensuels basés sur une location de 48 mois, à un taux de 0,9% pour SRX; basés sur une location de 36 mois, à un taux de 1,4% pour ATS. Sur approbation de crédit de la Financière GM. Limite annuelle de 20 000 km; 0,20 \$ par kilomètre excédentaire. Certaines conditions s'appliquent. 2. Cette offre s'adresse uniquement aux particuliers du Canada. Le rabais de 1 000 \$ s'applique aux véhicules neufs Cadillac 2014 livrés entre le 22 novembre et le 9 décembre 2013. Le rabais de 1 000 \$ comprend les taxes applicables. Cette offre ne peut être combinée avec certaines autres offres incitatives. Détails chez votre concessionnaire. 3. Offre applicable uniquement aux particuliers locataires admissibles au Canada ayant obtenu une approbation de crédit de la Financière GM, qui ont conclu une entente de location avec la Financière GM et qui ont accepté la livraison, entre le 1er octobre 2013 et le 2 janvier 2014, d'un véhicule 2014 neuf admissible. La General Motors du Canada paiera le premier versement mensuel de la location (y compris les taxes et toute somme applicable, ajustée au prorata, normalement payable à la livraison du véhicule de location, comme le prévoit le contrat de location). Après le premier mois, le locataire devra effectuer tous les versements prévus jusqu'à l'échéance du contrat de location. Cette offre n'est pas monnayable et ne peut être combinée avec certaines autres offres incitatives portant sur les véhicules GM. La General Motors du Canada Limited se réserve le droit de modifier ou de supprimer ses offres, en tout ou en partie, pour quelque raison que ce soit, à tout moment et sans préavis. Nul là où la loi l'interdit. D'autres conditions et restrictions s'appliquent. Détails chez votre concessionnaire. 4. Transport (1 700 \$), taxe de climatisation (100 \$, le cas échéant) et frais liés à l'inscription au RDPRM inclus. Immatriculation, assurance, frais exigés par le concessionnaire et taxes en sus. 5. Garantie de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. Consultez votre concessionnaire pour plus de détails. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du R/MAB Québec (excluant la région de Gatineau-Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres et ces programmes pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 888 446-2000 ou visitez cadillac.ca.

MONTRÉAL PLUS

COURSE VERS LE CENTRE-VILLE

Trois équipes, un objectif: trouver le trajet le plus rapide entre le quartier DIX30, à Brossard, et l'Atrium Le 1000 de la Gauchetière, au centre-ville, en pleine heure de pointe du matin, un premier jour de neige. Un tandem prend l'autobus. Le deuxième fait le détour par le pont Jacques-Cartier. Le dernier tente sa chance par le pont Champlain, infernal depuis que deux voies sont fermées. Trois... deux... un... C'est parti!



IMAGE TIRÉE D'UNE VIDÉO DE MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE



IMAGE TIRÉE D'UNE VIDÉO D'OLIVIER PONTBRIAND, LA PRESSE

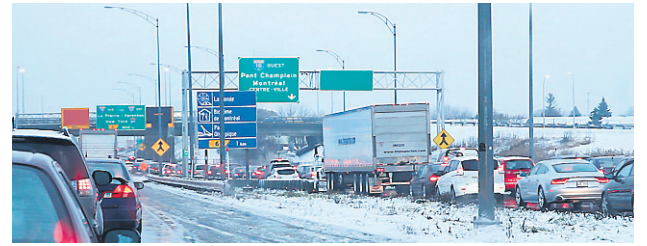


PHOTO YANNICK FLEURY, COLLABORATION SPÉCIALE

ITINÉRAIRE 1

En autobus
par le pont Champlain

7h05: Départ de la rue Lémery, au quartier DIX30, à pied dans une neige mouillée. Notre équipe marche sous la pluie sur quelques centaines de mètres jusqu'à l'arrêt d'un autobus qui nous mènera directement à Montréal.

7h15: Notre équipe vient de monter dans le bus du circuit 135, pratiquement vide. Nous trouvons facilement des places pour nous asseoir. Le véhicule sillonne durant une dizaine de minutes des rues résidentielles et fait des arrêts fréquents pour laisser monter de nouveaux passagers.

7h30: L'autobus file à toute allure sur la voie réservée de l'autoroute 10, à quelques mètres à peine de l'entrée pour le pont Champlain.

7h45: L'autobus entre dans le stationnement sous-terrain du terminus Centre-ville, sous l'édifice du 1000, de la Gauchetière. Le trajet a duré exactement 37 minutes, soit 2 de moins que le temps prévu par le Réseau de transport de Longueuil.

7h50: Avec une avance plus que considérable, notre équipe est la première à arriver à l'Atrium Le 1000. On achète cafés et chaussons aux pommes pour patienter.

CONCLUSION

L'équipe est arrivée bien avant les autres au point de rencontre. Jamais l'autobus n'a été ralenti. Il a longé à toute vitesse l'imposant bouchon de circulation sur l'autoroute 10 grâce à la voie réservée. Il a toutefois fallu l'attendre durant plus de cinq minutes. La traversée du pont a été facile, malgré l'absence d'une voie réservée.

Temps total: 45 min

ITINÉRAIRE 2

En voiture
par le pont Jacques-Cartier

7h05: Départ en voiture de la rue Lémery, au quartier DIX30, à Brossard.

7h15: Notre équipe roule sur le boulevard Taschereau, à la hauteur de Longueuil, en direction du pont Jacques-Cartier. À part les feux de circulation, rien ne ralentit la circulation.

7h30: La camionnette avance maintenant très lentement, toujours sur le boulevard Taschereau. La circulation devient plus lourde à l'intersection de la route 116 et à l'approche du pont.

7h45: Notre équipe vient de traverser le pont et arrive à l'intersection de l'avenue De Lorimier et de la rue Ontario. Elle fait ensuite un arrêt de cinq minutes rue Sherbrooke afin d'aller reconduire fiston à l'école.

8h: Le véhicule arrive à la hauteur du square Victoria, au centre-ville de Montréal, toujours en route vers le point de rencontre.

8h16: Après avoir stationné le véhicule dans la rue, notre équipe entre à l'Atrium Le 1000 avec plus de 25 minutes de retard sur la première.

CONCLUSION

Malgré un détour de plusieurs kilomètres et bien qu'elle ait dû traverser le centre-ville d'un bout à l'autre, notre équipe est arrivée aussi vite que celle qui a emprunté le pont Champlain en voiture. Sans oublier qu'il a fallu aller reconduire fiston à l'école. Le véhicule qui a emprunté le pont Jacques-Cartier n'a jamais été coincé dans un bouchon. La circulation a été ralentie uniquement à l'approche du pont.

Temps total: 1h16 min

ITINÉRAIRE 3

En voiture
par le pont Champlain

7h05: Départ en voiture de la rue Lémery, au quartier DIX30, à Brossard.

7h15: Le véhicule est coincé dans un bouchon dans la bretelle d'accès pour l'autoroute 10. C'est pare-chocs à pare-chocs.

7h30: Notre équipe vient à peine d'embarquer sur l'autoroute 10, où la circulation s'annonce particulièrement lourde.

7h45: Alors que les deux autres tandems sont déjà dans l'île de Montréal, la voiture numéro 3 est encore loin du tablier du pont Champlain. Dans la voie d'à côté, des autobus filent sans ralentir.

8h: Notre équipe arrive tout juste de l'autre côté du pont et s'engage sur l'autoroute Bonaventure, direction centre-ville. Une fois l'autoroute parcourue, la traversée a été rapide.

8h15: Six minutes après avoir stationné la voiture, le duo fait son entrée dans l'Atrium Le 1000.

CONCLUSION

Il a fallu une heure pour parcourir les cinq premiers kilomètres d'un trajet qui en comptait douze. Selon le calculateur d'itinéraires du site Google, ce même trajet prend en temps normal huit minutes. Notre équipe a mis près de 30 minutes uniquement pour accéder à l'autoroute, et le même temps afin de se rendre au pont.

Temps total: 1h15 min

— Gabrielle Duchaine, David Santerre et Tristan Peloquin

* En vigueur sur les achats de 100 \$ ou plus, avant taxes. Le bon n'a aucune valeur monétaire et ne peut être utilisé conjointement avec une autre promotion ou offre, ni à l'achat de cartes-cadeaux hr2. Un bon par personne. Vous devez remettre le bon au moment de l'achat. Aucun rajustement sur les achats antérieurs. Peut être échangé à tous les emplacements hr2 le 29 novembre 2013 seulement. Non échangeable chez Holt Renfrew.

C'EST LE VENDREDI FOU CHEZ hr2

À VOS MARQUES, PRÊTS?

MAGAZINEZ!



OBTENEZ UNE REMISE ADDITIONNELLE DE 25 % SUR LE PRIX DE LIQUIDATION DE CHAUSSURES, SACS ET VÊTEMENTS DESIGNER

Vaughan Mills: **DE 7 À 10H SEULEMENT** Quartier Dix30: **DE 9 À 12H SEULEMENT**



25 % DE RÉDUCTION SUR TAHARI ET HUGO BOSS POUR LUI



30 % DE RÉDUCTION SUR TOUS LES VÊTEMENTS D'EXTÉRIEUR POUR ELLE ET LUI

VENDREDI LE 29 NOVEMBRE SEULEMENT, HÂTEZ-VOUS!

PLUS!

POUR LES 200 PREMIERS CLIENTS UNIQUEMENT :
OBTENEZ 25 \$ SUR VOTRE ACHAT DE 100 \$ OU PLUS*
LE VENDREDI 29 NOVEMBRE SEULEMENT

DE JEUDI À DIMANCHE!

- 50 % DE RÉDUCTION SUR TOUS LES PULLS DE CACHEMIRE hr2
- 40 % DE RÉDUCTION SUR TOUTES LES ROBES DESIGNER
- 50 % DE RÉDUCTION SUR TOUS LES PULLS MÉRINOS hr2 POUR LUI

hr2
HOLT RENFREW

Quartier Dix30 9120, boulevard Leduc, Autoroute 10 Est, sortie boul. du Quartier 450.443.4200 holtrenfrew.com/hr2 • hr2, membre de la collection Holt Renfrew & Co.

MIEUX GÉRER SON DIABÈTE DE TYPE 1 GRÂCE À UNE POMPE À INSULINE

Aussi appelé diabète insulino-dépendant, le diabète de type 1 se caractérise par une carence totale en insuline, provoquée par l'incapacité du pancréas de produire cette hormone. Il apparaît le plus souvent durant l'enfance, à l'adolescence ou au début de l'âge adulte. Ce type de diabète est facile à détecter, car les symptômes sont très caractéristiques : soit intense, envie fréquente d'uriner et fatigue extrême. Environ 10% des gens vivant avec le diabète sont de type 1.

Incurable, le diabète de type 1 est une maladie grave qui peut avoir un impact considérable sur la qualité de vie des gens qui en souffrent. Il faut en effet comprendre que l'insuline joue un rôle vital dans l'organisme, car elle permet aux cellules d'utiliser le sucre provenant des aliments que nous consommons pour leur fournir l'énergie dont elles ont besoin. Or, si l'insuline est absente, il s'ensuit une accumulation de sucre dans le sang, ce qui occasionne des perturbations dans tout l'organisme. À long terme, cet excès de sucre sanguin entraîne d'importantes complications oculaires, rénales, cardiovasculaires et nerveuses. C'est pourquoi, une fois le diagnostic posé, il faut impérativement pallier le manque d'insuline. Les personnes diabétiques de type 1 dépendent donc d'injections quotidiennes d'insuline pour vivre.

Une technologie révolutionnaire

Depuis la découverte de l'insuline en 1921, les traitements pour le diabète de type 1 ont beaucoup évolué. « Il existe actuellement un arsenal thérapeutique très varié pour traiter le diabète de type 1 dont de nombreuses sortes d'insuline et de multiples façons de l'administrer », explique le Dr Guy Tellier, lui-même diabétique de type 1, ainsi que son fils Jérémie, âgé de 14 ans. Contrôler la glycémie (ou taux de sucre dans le sang) est primordial pour les personnes qui souffrent de cette maladie, mais cela n'est pas facile, car les besoins en insuline varient en fonction de leurs repas, de leurs activités physiques, etc. « Il est très difficile de reproduire exactement ce qui se passe dans notre corps », souligne le Dr Tellier. C'est pourquoi la pompe à insuline représente une avancée importante dans le traitement de cette condition. Celle-ci simplifie en effet grandement la vie des personnes diabétiques, en libérant de façon automatique (jour et nuit) une quantité d'insuline prédéterminée par l'utilisateur à l'aide d'une canule insérée sous la peau. « Cette technologie permet l'administration de l'insuline sans avoir à s'injecter plusieurs fois par jour à l'aide de seringues ou de stylos injecteurs », précise le Dr Tellier qui utilise une pompe à insuline depuis 2006. De plus, des doses supplémentaires peuvent être délivrées en fonction des repas consommés ou lorsque la glycémie augmente. « C'est très simple, il suffit de quelques clics sur des boutons situés sur la pompe », indique Jérémie qui possède lui aussi une pompe à insuline depuis l'âge de six ans.

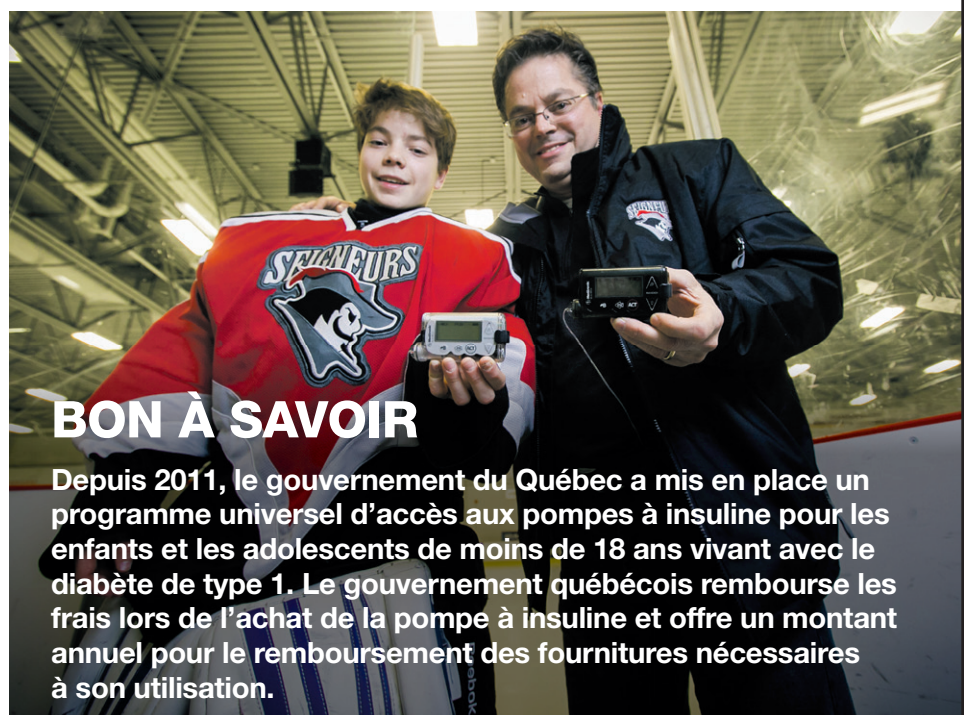
Un meilleur contrôle de la glycémie

Outre le fait qu'elle élimine les multiples injections quotidiennes et qu'elle permet une prise en charge plus facile du diabète, la pompe à insuline comporte d'autres avantages. « Les études ont démontré que la pompe à insuline offre un meilleur contrôle de la glycémie que la méthode par injection multiquotidienne », mentionne le Dr Tellier. Il s'agit d'un atout majeur puisque, selon les études scientifiques, les risques de complications à long terme sont considérablement réduits chez les personnes qui contrôlent bien leur glycémie. De plus, certaines pompes à insuline de la compagnie Medtronic sont accompagnées d'un système de surveillance du glucose en continu (SGC). « Cet appareil, intégré à la pompe à insuline, mesure la glycémie en continu, affiche sur l'écran de la pompe nos valeurs de glycémie et nous avise lorsque nos glycémies sont anormales et comportent un risque pour la santé », explique le Dr Tellier. Avec ce système, la mesure de la glycémie est effectuée toutes les 5 minutes – soit l'équivalent de 288 mesures par jour ! —, ce qui permet un suivi remarquable du taux de glucose. « C'est une technologie absolument extraordinaire qui améliore énormément le contrôle de la glycémie et qui permet d'éviter de grands écarts de la glycémie dans la journée », affirme le Dr Tellier. La pompe à insuline MiniMed Paradigm Veo de Medtronic comporte même une fonction d'arrêt temporaire en cas d'hypoglycémie (insuffisance de sucre dans le sang). Cette dernière est

une situation redoutée par les personnes diabétiques, surtout lorsqu'elle est sévère, car elle peut mener à une perte de conscience. « Cette fonction est très intéressante, car elle réduit considérablement le risque d'épisodes d'hypoglycémie grave », ajoute le Dr Tellier.

Grande liberté et tranquillité d'esprit

Un autre avantage de la pompe à insuline réside dans la liberté qu'elle offre sur le plan du mode de vie. Pour Jérémie qui est diabétique de type 1 depuis l'âge de 4 ans, il ne fait pas de doute que la pompe à insuline a amélioré sa qualité de vie en lui apportant beaucoup d'autonomie et de flexibilité. « Depuis que j'ai une pompe à insuline, je peux faire plein de choses qui m'étaient interdites auparavant », affirme-t-il. Jérémie peut en effet manger, dormir et faire de l'activité physique lorsque bon lui semble grâce à cet appareil médical de la taille d'un téléavertisseur. Il peut également manger des aliments auparavant défendus, prendre un gros repas ou pratiquer un sport physiquement très exigeant sans crainte pour sa santé. « Comme je suis capable de mieux contrôler ma glycémie grâce à la pompe, je peux même jouer dans une équipe élite de hockey », poursuit l'adolescent qui est gardien de but dans une ligue Bantam AA. On sait que dans le diabète de type 1, le sport peut entraîner un déséquilibre de la glycémie puisque la régulation interne de l'organisme n'est pas efficace. « La pompe à insuline offre la possibilité de diminuer proportionnellement et temporairement le débit d'insuline de base, ce qui est merveilleux lorsqu'une personne diabétique de type 1 veut faire de l'activité physique comme mon fils », souligne le Dr Tellier. D'ailleurs, depuis qu'il utilise une pompe à insuline, Jérémie n'a jamais eu d'épisodes d'hypoglycémie lors de ses matchs de hockey, ce qui est très rassurant pour lui — et ses parents ! « La pompe à insuline procure une paix d'esprit incroyable », poursuit le Dr Tellier. Comme cette technologie aide à obtenir une meilleure régulation glycémique, il n'est plus inquiet pour son fils. Il y a deux ans, Jérémie a même fait un voyage en Europe avec sa classe, sans ses parents. « Tout s'est passé à merveille », assure l'adolescent. Malgré son diabète, Jérémie peut donc faire tout ce qu'il veut. En août 2014, Jérémie participera notamment à Dskate, un programme de hockey conçu pour les jeunes atteints de diabète de type 1, et leurs familles. « Je ne pourrais plus me passer de cet appareil médical puisqu'il me permet de mener une vie normale comme les autres jeunes de mon âge », conclut-il.



BON À SAVOIR

Depuis 2011, le gouvernement du Québec a mis en place un programme universel d'accès aux pompes à insuline pour les enfants et les adolescents de moins de 18 ans vivant avec le diabète de type 1. Le gouvernement québécois rembourse les frais lors de l'achat de la pompe à insuline et offre un montant annuel pour le remboursement des fournitures nécessaires à son utilisation.

Vivez-vous avec le diabète de type 1? Une meilleure maîtrise de la glycémie, c'est possible^{1,2}

La pompe à insuline MiniMed® Veo™ et le système de surveillance du glucose en continu (SGC) avec arrêt temporaire en cas d'hypoglycémie est le seul système éprouvé en clinique qui réduit considérablement les hypoglycémies³. Une trousse de départ de la SGC de Medtronic est comprise avec chaque nouvelle pompe à insuline MiniMed Veo*.

Visitez www.medtronicdiabete.ca ou appelez au 1 866 444-4649 pour savoir comment il est possible de mieux maîtriser votre glycémie.



“Le SGC me permet de mieux contrôler la situation et me donne un sentiment de confiance accru sur la glace et partout ailleurs.”

Cory Conacher, attaquant, Sénateurs d'Ottawa



* À compter du 4 septembre 2013. Veuillez communiquer avec nous pour plus d'information.
** Association canadienne du diabète, comité d'experts sur les Lignes directrices de pratique clinique. Lignes directrices de pratique clinique 2013 de l'Association canadienne du diabète pour la prévention et le traitement du diabète au Canada. Can J Diabetes 2013;37(suppl 1):S1-S212.
La surveillance du glucose en continu requiert l'utilisation d'un transmetteur MiniLink™ et de capteurs de glucose, qui sont vendus séparément.
1 Bergenstal RM, Tamborlane WV, Ahmann A, et al. Effectiveness of sensor-augmented insulin-pump therapy in type 1 diabetes. N Engl J Med. 2010;363(4):311-320.
2 Juvenile Diabetes Research Foundation Continuous Glucose Monitoring Study Group. Continuous glucose monitoring and intensive treatment of type 1 diabetes. N Engl J Med. 2008;359:1464-1476.
3 Bergenstal RM, Klonoff DC, Gang SK, E et al. N Engl J Med. June 22, 2013;DOI: 10.1056/NEJMoA1303576.



11-15 août 2014
Complexe Sportif
Bell

TU ES ÂGÉ DE 8 À 16 ANS ?
TU ES ATTEINT DE
DIABÈTE DE TYPE 1 ?

TU JOUES
AU HOCKEY ?
ALORS LE PROGRAMME
DE HOCKEY DSKATE
C'EST POUR TOI !



Avec invités
spéciaux :



Cory Conacher, attaquant, Sénateurs d'Ottawa; Dr Michael Riddell, Ph. D., professeur agrégé, école de kinésiologie, des sciences de la santé et de la recherche sur la santé musculaire de l'Université York.

Inscrivez-vous dès aujourd'hui
[@www.dskatehockey.com/fr](http://www.dskatehockey.com/fr)

POLITIQUE

RAPPORT SUR L'ASSURANCE-EMPLOI

Duceppe prône une entente administrative avec Ottawa

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Gilles Duceppe et Rita Dionne-Marsolais recommandent qu'Ottawa cède à Québec la gestion de l'assurance-emploi par la voie d'une entente administrative.

Nommés par le gouvernement Marois à la tête de la Commission nationale d'examen sur l'assurance-emploi, l'ex-chef bloquiste et l'ancienne ministre péquiste ne vont pas jusqu'à proposer le rapatriement au Québec des pleins pouvoirs en matière d'assurance-emploi. Pour cela, il faudrait un amendement constitutionnel et «c'est un gros mandat», a soutenu Rita Dionne-Marsolais lors du dévoilement du rapport de la Commission, hier. Il faut l'accord de sept provinces représentant plus de 50% de la population canadienne.

«On ne parle pas de rapatriement constitutionnel, mais plutôt administratif, a ajouté Gilles Duceppe. C'est différent, mais ça permet d'avoir un outil plus efficace que celui que l'on a présentement» dans un contexte où, «pour reprendre les paroles illustres de M. Chrétien, le magasin général est fermé», c'est-à-dire que des négociations constitutionnelles ne sont pas à l'ordre du jour à Ottawa.

Le Parti québécois avait promis en campagne électorale de rapatrier l'assurance-emploi, mais la recommandation de la Commission respecte l'esprit de sa «gouvernance souverainiste».

Or, le gouvernement Marois, bien qu'il approuve la recommandation, n'a montré aucun empressement à lancer des négociations avec Ottawa. Ce

serait une mesure à «moyen terme» seulement. «Il est normal pour une nation de contrôler son assurance-chômage, mais cette solution ne change rien, à court terme. Ce qu'on veut, c'est qu'Ottawa prenne ses responsabilités et vienne corriger [sa réforme de l'assurance-emploi] à très brève échéance», a affirmé le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et à la gouvernance souverainiste, Alexandre Cloutier. Il a salué les «correctifs pressants» proposés par la Commission (voir encadré).

L'exemple de l'entente sur l'immigration

La Commission recommande la négociation d'une entente administrative sur l'assurance-emploi comparable à celles déjà conclues dans le passé entre Québec et Ottawa sur l'immigration et la formation de la main-d'œuvre. Ce serait un moyen, selon elle, de «mieux adapter le régime



PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE
Gilles Duceppe et Rita Dionne-Marsolais ont remis leur rapport hier.

l'efficacité du service», a plaidé M^{me} Dionne-Marsolais. Une telle entente serait toutefois fragile dans la mesure où Ottawa pourrait y mettre fin en tout temps.

« On ne parle pas de rapatriement constitutionnel, mais plutôt administratif. C'est différent, mais ça permet d'avoir un outil plus efficace que celui que l'on a présentement. » — Gilles Duceppe

aux besoins particuliers des travailleurs, des employeurs et de l'économie du Québec». «Loin d'entraîner une chicane, ce que nous proposons dans cette délégation de gestion est un moyen pour le gouvernement fédéral de baisser ses coûts et d'améliorer

La Commission ne détaille pas ce que devrait contenir l'entente sur l'assurance-emploi. Gilles Duceppe a expliqué qu'Ottawa accorderait au gouvernement québécois la gestion des cinq milliards de dollars actuellement versés

au Québec en prestations d'assurance-emploi. Il continuerait de percevoir les cotisations des travailleurs et des employeurs. Notons que selon la Commission, Ottawa verse au Québec 1 milliard de plus en prestations qu'il n'y perçoit en cotisations. De son côté, le gouvernement du Québec déciderait des changements à apporter au programme et aux prestations. S'il voulait un régime plus généreux, il devrait demander une hausse des cotisations ou encore piger dans son fonds consolidé.

Consultations

La Commission stipule que Québec devrait mener des consultations sur le contenu souhaité de l'entente. Il devrait également convenir avec les employeurs et les travailleurs «d'une

LES CORRECTIFS SOUHAITÉS PAR LA COMMISSION

- > Éliminer les trois nouvelles catégories de prestataires d'assurance-emploi ayant chacune des obligations différentes en matière de recherche d'emploi.
- > Modifier les critères de temps de déplacement pour se rendre à son travail afin d'occuper un emploi convenable.
- > Appliquer à toutes les régions économiques la méthode des 14 meilleures semaines au cours des 52 dernières semaines aux fins du calcul du taux de prestation.
- > Permettre à un travailleur occupant un emploi saisonnier de retourner sans pénalité à cet emploi à la reprise des activités la saison suivante.
- > Revenir aux règles qui prévalaient auparavant au sujet des gains de travail permis pendant les périodes de prestations.

proposition équilibrée, conciliant les améliorations souhaitées au régime et le coût de ces modifications».

La Commission plaide également pour la création d'une «véritable caisse autonome» pour l'assurance-emploi afin d'éviter que le gouvernement fédéral pige dans la cagnotte et détourne des fonds à d'autres fins comme dans le passé. Ottawa devrait, selon elle, participer de nouveau au financement de la caisse en constituant graduellement une réserve de stabilisation de 15 milliards de dollars.

La Commission avait un budget de 1,5 million de dollars. Elle aura finalement coûté 200 000\$ de moins, selon Gilles Duceppe. Elle a reçu 170 mémoires, mais à peine 300 personnes ont pris part aux 21 séances publiques à travers le Québec.



Si vous croisez votre patron, cachez-vous derrière une pile d'oreillers.

Demain, IKEA souligne le **Black Friday** avec des offres incroyables d'un jour seulement.



VÄRMDÖ
Chaise berçante
Bois massif
Au lieu de 149\$
49\$*

Limite de 2 par client



EXPEDIT
Étagère
Au lieu de 79,99\$
39,99\$*

Limite de 2 par client



LACK
Table d'appoint
Au lieu de 9,99\$
à 12,99\$ ch.
4,99\$ ch.*

Limite de 4 par client



50%
DE RÉDUCTION
sur le prix
de toutes
les peluches*

Limite de 10 par client

Complément d'information à fr.IKEA.ca/BlackFriday
Jusqu'à épuisement des stocks. Le magasin ouvre à 10 h.



**TOUT
À 0%
FINANCEMENT
À L'ACHAT**



CHEVROLET

**JUSQU'À 84 MOIS¹
DU 22 NOVEMBRE AU 9 DÉCEMBRE**

**POUR UNE DURÉE LIMITÉE
SUR TOUS LES MODÈLES 2014**

SPARK



JUSQU'À 60 MOIS

SONIC



JUSQU'À 84 MOIS

CRUZE



JUSQU'À 84 MOIS

MALIBU



JUSQU'À 60 MOIS

VOLT



JUSQU'À 60 MOIS

IMPALA



JUSQU'À 60 MOIS

CAMARO



JUSQU'À 60 MOIS

CORVETTE



JUSQU'À 12 MOIS

TRAX



JUSQU'À 72 MOIS

ORLANDO



JUSQU'À 60 MOIS

EQUINOX



JUSQU'À 84 MOIS

TRAVERSE



JUSQU'À 60 MOIS

TAHOE



JUSQU'À 60 MOIS

SUBURBAN



JUSQU'À 60 MOIS

SILVERADO 1500



JUSQU'À 60 MOIS

SILVERADO HD



JUSQU'À 84 MOIS

VIDANGES D'HUILE GRATUITES PENDANT 2 ANS²

POUR GARANTIR NOTRE QUALITÉ, NOUS LA COUVRONS AVEC UNE GARANTIE DU GROUPE MOTOPROPULSEUR DE 160 000 KM/5 ANS³ SELON LA PREMIÈRE ÉVENTUALITÉ.

CONTACTERCHEVROLET.CA



L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant à tous les modèles Chevrolet 2014 neufs. 1. Offre valide pour les véhicules livrés entre le 22 novembre et le 9 décembre 2013. Les institutions financières participantes peuvent changer. Taux de financement à l'achat de 0 % offert sur approbation de crédit des Services de financement auto TD, de la Banque ScotiaSM ou de RBC Banque RoyaleSM pour un terme allant jusqu'à 84 mois pour Sonic, Cruze (jusqu'à 36 mois pour Cruze diesel), Equinox et Silverado HD ; pour un terme allant jusqu'à 72 mois pour Trax ; pour un terme allant jusqu'à 60 mois pour Spark, Malibu, Volt, Impala, Camaro, Traverse, Tahoe, Suburban, Silverado 1500 et Orlando ; et pour un terme de 12 mois pour Corvette. Les taux des autres institutions financières varient. Un versement initial, un échange ou un dépôt de sécurité peuvent être requis. Les mensualités et le coût d'emprunt varient selon la somme empruntée et la valeur du versement initial ou du véhicule d'échange. Exemple : basé sur un financement de 15 545 \$ à un taux annuel de 0 %, le versement mensuel s'élève à 185,06 \$ pour 84 mois. Le coût d'emprunt est de 0 \$, et l'obligation totale est de 15 545 \$. L'offre ne comporte aucun paiement d'intérêts. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPPM et taxes en sus. Les concessionnaires peuvent établir leurs propres prix. Certaines conditions et restrictions s'appliquent. Détails chez votre concessionnaire. SM Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse. ¹ RBC et Banque Royale sont des marques déposées de la Banque Royale du Canada. ² Programme d'entretien lubrification, vidange d'huile et changement de filtre inclus pendant 2 ans ou 40 000 km, selon la première éventualité, à l'achat, à la location ou au financement d'un véhicule Chevrolet, Buick ou GMC 2014 admissible. Détails chez votre concessionnaire. Ces offres ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres et ces programmes pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.

POLITIQUE

Nomination de James Love à la Monnaie royale canadienne

L'opposition critique Flaherty

FANNIE OLIVIER
LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Les partis de l'opposition mettent en doute le jugement du ministre des Finances Jim Flaherty pour avoir placé à la tête de la Monnaie royale canadienne James Love, qui a été visé par une poursuite pour évitement fiscal.

Radio-Canada a révélé mardi que l'homme, nommé président de la Monnaie royale par son ami de longue date Jim Flaherty en 2009, avait fait l'objet d'une poursuite par des héritiers de l'ancien premier ministre Arthur Meighen.

Les héritiers affirmaient qu'un montage de comptes à l'étranger — planifié par M. Love mais dont ils ignoraient l'existence — aurait pu les exposer à d'importantes pénalités si le fisc canadien s'était aperçu du stratagème. L'affaire s'est réglée à l'amiable, les plaignants obtenant 9 millions de dollars.

Aucun aveu de culpabilité n'est compris dans l'accord entre M. Love et les héritiers. Rien n'indique non plus que l'évitement fiscal qu'il aurait



Thomas Mulcair, chef néo-démocrate, se demande pourquoi James Love est encore en poste, compte tenu de son implication dans une poursuite pour évitement fiscal.

planifié était illégal. Mais selon l'opposition, il était sans nul doute immoral.

Le chef néo-démocrate se demande pourquoi M. Love

est encore en poste, compte tenu de son implication dans cette affaire.

«C'est une question morale. Depuis quand Flaherty et

Harper sont au courant? Et comment diantre se fait-il qu'il est encore là?», s'est interrogé Thomas Mulcair à la sortie de son caucus.

Il déplore le fait que les plus riches bénéficient de deux poids de mesures lorsqu'ils font face à l'impôt. «Monsieur

«Le message que ça envoie c'est que ce gouvernement ne prend pas au sérieux son obligation de choisir des personnes de qualité et sans (tache) à leur réputation pour gouverner, surveiller et être responsable d'institutions importantes au Canada», a-t-il signalé.

Thomas Mulcair déplore le fait que les plus riches bénéficient de deux poids de mesures lorsqu'ils font face à l'impôt.

et madame Tout-le-Monde vont être talonnés pour 2000\$ non payés, mais s'il s'agit d'un riche et d'un ami des puissants ici à Ottawa, ils vont avoir tous les stratagèmes à leur disposition pour éviter leurs impôts. En plus, ils vont se faire donner des nananes avec des nominations comme ça.»

Quant au chef libéral Justin Trudeau, il déplore que le gouvernement prenne à la légère les nominations qu'il doit faire à la tête des différentes sociétés d'État.

L'une des ironies de l'affaire, c'est que M. Flaherty a également nommé M. Love à un comité ayant pour mandat de lui faire des recommandations pour accroître la compétitivité du Canada en matière de fiscalité internationale.

Questionné sur le dossier aux Communes, le premier ministre a refusé de commenter, puisqu'il s'agit «d'une dispute entre deux parties privées devant la cour.» Il a plutôt vanté son bilan en matière de lutte contre les paradis fiscaux.

Oléoduc Enbridge Khadir demande un fonds de prévoyance

Pour éviter que les Québécois subissent un désastre écologique et ramassent la facture, Amir Khadir demande à Enbridge de créer un fonds de prévoyance pour son oléoduc 9B. La société albertaine veut inverser le flux de cet oléoduc déjà en place pour acheminer du pétrole de l'Ouest aux raffineries de Montréal. Le gouvernement péquiste n'a pas repris ces demandes. Un fonds similaire existe déjà pour les sociétés minières. Elles doivent le doter pour garantir les coûts de restauration après la fin de l'exploitation d'une

mine. Enbridge a toutefois refusé de créer un fonds de prévoyance, comme le demandent aussi plusieurs municipalités. Montréal craint, par exemple, pour son eau potable. D'autres, comme Sainte-Anne-de-Bellevue, réclament aussi des redevances. Le projet d'oléoduc est de compétence fédérale. Québec l'examine en commission parlementaire pour voir s'il donnera son accord moral. Enbridge a déjà dit qu'elle ne se sentirait pas forcée de lier par les conclusions de cet exercice.

— Paul Journet

Fonds de solidarité FTQ Élaine Zakaïb trinque avec son ex-employeur

L'étalage des liens douteux du Fonds de solidarité FTQ avec le monde interlope à la commission Charbonneau n'a pas empêché la ministre déléguée à la Politique industrielle, Élaine Zakaïb, de trinquer mardi soir avec les directeurs des fonds régionaux du Fonds de solidarité pour souligner les années passées à travailler ensemble. M^{me} Zakaïb, qui était PDG des fonds régionaux avant d'être élue avec le Parti québécois l'année dernière, a rejoint ses anciens compagnons d'armes au bar de l'hôtel Marriott, à Québec. Ceux-ci

ont notamment assisté à l'ouverture du 30^e congrès de la FTQ qui se déroule jusqu'à demain, à un jet de pierre du Marriott. Le cabinet de la ministre Zakaïb ainsi que le Fonds de solidarité ont confirmé l'information lancée hier midi sur les ondes de RadioX. «M^{me} Zakaïb est restée là 30 minutes. Du travail l'attendait encore. Elle n'a pas réellement pris de champagne. Il y a eu un toast, mais elle n'a pas bu», a indiqué son attaché de presse Pierre-Luc Desaulniers.

— Kathleen Lévesque



Produits Neptune

DESIGN AU QUOTIDIEN

Non seulement confortable...
Très stylisé!



Wish 02



PLOMBERIUM

COMPLICE DE VOTRE QUOTIDIEN

Doraco-Noiseux	Montréal	Proulx & fils
9150 boul. l'Acadie (514) 385-1212 (Face au Marché Central)	1452 rue Bélanger est (514) 729-1821	Mascouche 10 Montée Masson (450) 474-3881
doraco-noiseux.com		proulxetfils.ca

Bougez mieux,

NATURELLEMENT

«CE PRODUIT AGIT, ET J'EN SUIS LA PREUVE VIVANTE.»

Je joue au basket et au soccer et je fais de l'haltérophilie. Il y a six mois, j'ai subi une déchirure du ménisque, et une chirurgie m'attendait. Pour l'éviter, en dernier recours, j'ai commencé à prendre ce produit. Vous devinez la suite? Après deux mois, l'état sensationnel de mes genoux me renverse, j'ai annulé la chirurgie et je suis de retour au jeu, sans douleur ou si peu. — E. Z.

Recherchez nos produits naturels pour le soulagement de la douleur au genuinehealth.com ou dans un magasin près de chez vous.



GENUINE HEALTH CRÉÉ PAR DES MÉDECINS

Un tout nouveau traitement naturel à base de plantes pour lutter contre les envies urgentes et fréquentes d'uriner jour et nuit.

Avec l'âge, la prostate tend à grossir. Ce phénomène est naturel, bénin et sans danger, excepté le fait qu'une prostate volumineuse peut entraver l'écoulement urinaire : envies fréquentes d'uriner, mictions difficiles à déclencher, volume et flux urinaires faibles, etc. L'autre inconvénient est que si la vessie n'arrive plus à se vider complètement, il existe des risques de complications : infections urinaires, lithiases vésicales et parfois plus grave encore, atteinte de la fonction rénale.

Super Prostate de Webber réunit les bienfaits de l'extrait de palmier nain à ceux d'herbes médicinales aptes à atténuer les manifestations urologiques liées aux cas légers à modérés d'HBP. Des études cliniques portant sur l'efficacité du palmier nain lui ont attribué une efficacité égale à Proscar (finastéride), un médicament d'ordonnance dans le traitement des troubles prostatiques : urines douloureuses, envies urgentes et fréquentes d'uriner.

Avec une seule gélule par jour de Super Prostate, fini de se lever la nuit pour faire pipi.

Disponible chez :



Jean Coutu

Valide du 28 novembre au 4 décembre 2013

Consultez votre pharmacien lors de l'achat de produits de santé naturels.



40%
de rabais

OGILVY

depuis 1866

ÉVÉNEMENT WEEK-END DU
Vendredi Fou
29, 30 novembre et 1^{er} décembre

SOLDES

jusqu'à

40%

de
rabais

sur marchandises sélectionnées

**RECEVEZ UNE
CARTE-CADEAU
PROMOTIONNELLE DE**

15\$

POUR CHAQUE
TRANCHE D'ACHAT
DE 100 \$*

SUR MARCHANDISES À PRIX RÉGULIER

*** DANS LES BOUTIQUES PARTICIPANTES :**

Basler • Betty Barclay • Burberry • Collange Lingerie
Design Louis George • Ella Moss • Fleuriste Gilchrist
Gerard Darel • Jaeger • Jenna les Collections • Jones New York
Lacoste • Laurèl • Luisa Cerano • Les Gamineries
Marie Saint Pierre • MaxMara Weekend • Michael Kors
OGILVY Accessoires • OGILVY Bas et Vêtements Détente
OGILVY Beauté • OGILVY Chaussures • OGILVY Collections
OGILVY Femme • OGILVY Fourrures • OGILVY Joaillerie
OGILVY Maroquinerie • OGILVY Monsieur • OGILVY Signatures
Parker • Rebecca Taylor • Splendid • Steilmann • UGG
Vince • 7 for all Mankind

La carte-cadeau promotionnelle est utilisable à l'achat de marchandise à prix régulier ou soldée dans les boutiques participantes du 2 au 24 décembre seulement. La carte est non-monnayable et ne peut être combinée à aucune autre promotion. Détails en magasin.

OGILVY

1307, rue Sainte-Catherine Ouest - 514.842.7711 - ogilvycanada.com

POLITIQUE

Plan de retour à l'équilibre budgétaire

De nouveaux écueils en vue pour Québec

PAUL JOURNET

QUÉBEC — Le retour à l'équilibre budgétaire pourrait être encore plus difficile que prévu pour Québec. Comme l'a déjà révélé *La Presse*, le ministre des Finances, Nicolas Marceau, doit annoncer aujourd'hui que le déficit s'élèvera cette année à 2,5 milliards. Et qu'il reporte la promesse du déficit zéro à 2015-2016.

Mais le déficit cette année pourrait s'approcher des 3 milliards. La raison: les nouvelles normes comptables.

Dans une déclaration récente passée inaperçue, le vérificateur général par intérim Michel Samson affirmait qu'en 2012-2013, Québec a sous-évalué son déficit de 626 millions et sa dette de 8,1 milliards.

Le différend porte essentiellement sur les transferts aux municipalités. Selon le vérificateur, Québec ne peut plus amortir ces subventions sur plusieurs années. Il doit les inclure dans ses états financiers quand elles sont versées.

Le ministère des Finances plaide qu'on ne peut comptabiliser des subventions qui peuvent être rejetées par les élus lors de votes futurs.

Cette nouvelle norme comptable est entrée en vigueur vers la fin du mandat du gouvernement libéral, qui était aussi embêté que ne l'est le gouvernement péquiste aujourd'hui. Un gros choc doit être encaissé pour les premières années, alors que plusieurs subventions amorties devraient être ajoutées au déficit de l'année en cours. Les sommes à ajouter au déficit diminueront donc graduellement avec le temps.

Conformes

Au cabinet du ministre Marceau, on qualifie le dossier de « débat d'experts ». On précise aussi qu'aucun chiffre n'a été caché. Il s'agit de savoir dans quelle colonne les placer. « Les comptes publics sont tout à fait conformes aux normes comptables », assure Mélanie Malenfant, attachée de presse du ministre Marceau. Nous



Le ministre des Finances, Nicolas Marceau, doit annoncer aujourd'hui que le déficit s'élèvera à 2,5 milliards cette année. Dans les faits cependant, le déficit pourrait approcher les 3 milliards, en raison des nouvelles normes comptables.

avons d'ailleurs obtenu l'avis de quatre grandes firmes internationales, dont KPMG et Ernst & Young, qui confirment notre interprétation. »

Si l'organisme confirme l'interprétation du vérificateur général, il faudrait probablement ajouter près d'un demi-milliard au déficit en 2013-2014. Et en

« Les comptes publics sont tout à fait conformes aux normes comptables. Nous avons obtenu l'avis de quatre grandes firmes qui confirment notre interprétation. » — Mélanie Malenfant, attachée de presse du ministre Marceau

Mais la pression pourrait augmenter sur Québec. L'organisme responsable de la normalisation se prononcera en décembre « Il va sans dire que je suivrai avec attention l'évolution de la normalisation », a annoncé la semaine dernière le vérificateur général en commission parlementaire.

vertu de la Loi sur l'équilibre budgétaire, cette somme devrait être compensée l'année suivante par un surplus équivalent. Le casse-tête du retour au déficit zéro se compliquerait davantage, alors que plusieurs engagements, notamment en culture, ont déjà dû être reportés au nom du contrôle des dépenses.

Pas de litige, selon Ottawa

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le gouvernement Harper et Québec n'ont pas de contentieux sur la péréquation et les transferts, assure le ministre conservateur responsable du Québec, Denis Lebel.

La Presse a révélé lundi que le déficit zéro est repoussé de deux ans, à 2015-2016. Mais Québec, pour rééquilibrer les finances, devra cibler cette année-là 1 milliard de compressions à réaliser. Le déficit de 2014-2015 est prévu à 1,75 milliard – et suppose des compressions de 400 millions à cibler.

Des informations filtrant de Québec laissaient entendre que le gouvernement attendait une somme d'Ottawa qui lui aurait permis de présenter des chiffres moins déprimants aujourd'hui.

« C'est encore une façon de dire: "c'est la faute d'Ottawa!" »

— Le ministre Denis Lebel

La formule du calcul de la péréquation est extrêmement complexe. Si l'une des provinces bénéficiaires s'appauvrit, les recettes des autres provinces diminuent. Il y a toujours des différends par rapport à l'interprétation des changements – nombreux et réguliers – apportés à la formule, explique-t-on, mais rien de majeur qui serait susceptible de faire varier sensiblement les équilibres, indique-t-on à Québec.

Le ministre Lebel souligne qu'il ne sait pas à quoi ces espoirs font référence. « Jamais, dans l'histoire, les transferts fédéraux vers le Québec n'ont été aussi élevés. À ma connaissance, il n'y a aucun litige, je n'ai pas d'information voulant qu'il y ait quelque chose qui va mal, c'est encore une façon de dire: "c'est la faute d'Ottawa!" », a dit le ministre conservateur.

Selon le lieutenant du Québec au sein du gouvernement Harper, « c'est presque 25 % du budget du Québec qui vient d'Ottawa, 17,8 milliards ». Cette année, les transferts seront inférieurs de 371 millions, mais représentent 5,8 milliards de plus qu'en 2005, a ajouté le ministre Lebel. La péréquation fait entrer 7,8 milliards dans les coffres du Québec en 2013-2014.

LA TOURNÉE DES FÊTES

LA PRESSE+ +
FUTURE SHOP



VENEZ FAIRE L'ESSAI DE LA PRESSE+ DANS L'UNE DES SUCCURSALES FUTURE SHOP PARTICIPANTES ET COUREZ LA CHANCE DE GAGNER L'UN DES 21 iPad* (UN PAR MAGASIN).



Ce vendredi de 17 h à 21 h et samedi de 10 h à 16 h, venez rencontrer l'équipe de La Presse+ et participer au concours aux magasins Future Shop suivants :

- + Place Laurier 2700, boul. Laurier à Sainte-Foy
- + Centre-Ville 470, rue Ste-Catherine Ouest à Montréal
- + Marché Central 1001, rue du Marché Central à Montréal

Pour ces succursales, tirage des trois iPad lundi 2 décembre.

Pour connaître le calendrier complet de l'ensemble de nos sorties, visitez LaPressePlus.ca/calendrier



Disponible dans l'App Store

*Règlement disponible à La Presse. La valeur totale des prix est de 10 900 \$. Il y aura un tirage tous les lundis jusqu'au 23 décembre aux bureaux de La Presse.

Plus de 10 milliards d'annonces depuis août, dénonce la CAQ

PAUL JOURNET

QUÉBEC — La valeur des investissements annoncés par le gouvernement péquiste depuis la mi-août s'élève à plus de 10,6 milliards de dollars, dénonce la Coalition avenir Québec (CAQ).

Ces 276 annonces à saveur « pré-lectorale » seraient « irresponsables », juge son chef François Legault.

Les investissements vont à la dette, et non au déficit. Dans le contexte actuel, M. Legault ne nie pas que de telles interventions soient utiles pour stimuler la croissance économique. Mais pour ne pas alourdir la dette, il faut plafonner les dépenses en immobilisations à 5 milliards par année, affirme le chef caquiste. « M^{me} Marois dit que ce n'est pas grave, que ce sont des immobilisations. Il y

a une limite! On ne peut pas continuer d'endetter nos enfants de 5 ou 10 milliards de dollars par année. C'est avec la carte de crédit de nos enfants qu'on paye ça », a-t-il souligné.

« C'est notre économie qui s'en porte mieux, s'est défendue la première ministre Pauline Marois.

« Il y a une limite! C'est avec la carte de crédit de nos enfants qu'on paye ça. » — François Legault

Ce sont des emplois qui se créent et, dans certains secteurs, nous le savons, ce sont des emplois de très grande qualité. »

BOUTIQUE COURIR

Votre partenaire de ski de fond depuis plus de 30 ans!

Chaussures
Vêtements
Équipements
Accessoires
Produits de fartage
Produits énergétiques

25^e saison

Sorties de ski de fond et de raquette

Calendrier sur boutiquecourir.com

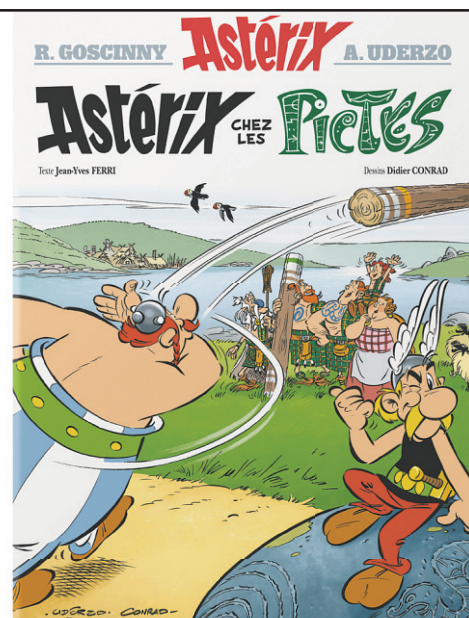
Montréal 4452, rue Saint-Denis
Métro Mont-Royal

Longueuil 1085, chemin Chambly
Près du cégep Édouard-Montpéti

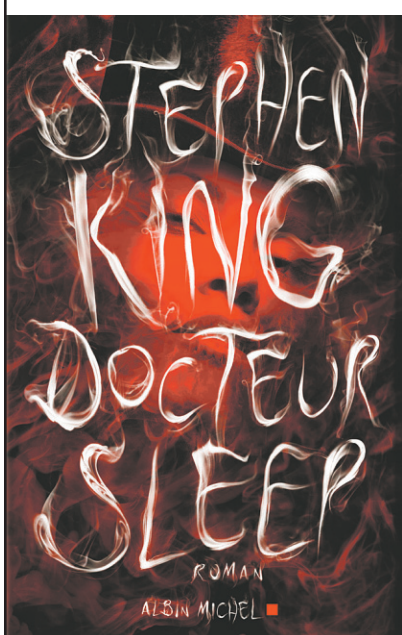
boutiquecourir.com

Salomon

Skis Elite 6 Classique
Bottes Escape 7 Pilot
Bâtons Escape



ACHETEZ-EN 3 LE 4^E EST GRATUIT

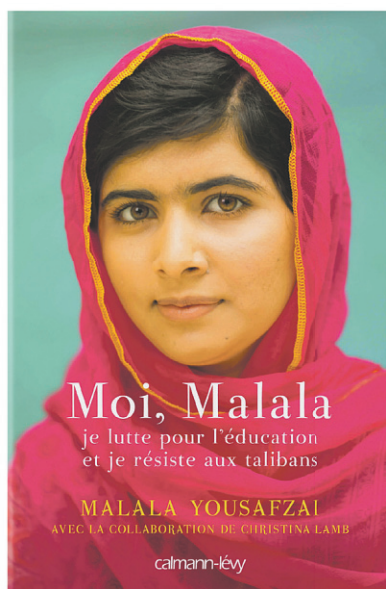
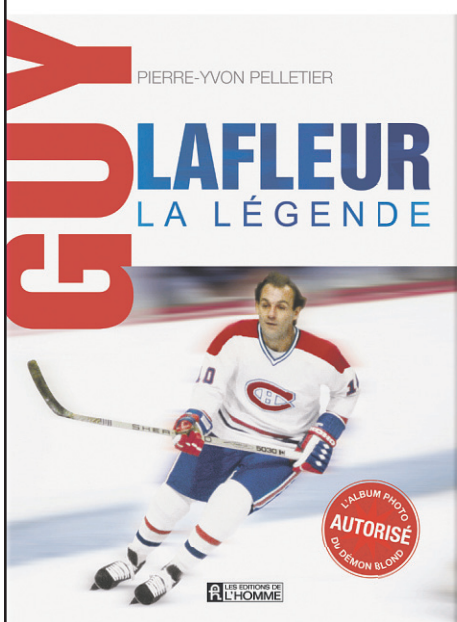


4 JOURS SEULEMENT
28 NOVEMBRE AU 1^{ER} DÉCEMBRE
EN MAGASIN SEULEMENT



LIVRES • ARTICLES-CADEAUX
ARTICLES DE DÉCORATION • JOUETS
ET PLUS ENCORE

DES MILLIERS D'AUTRES
AUBAINES FORMIDABLES
SUR INDIGO.CA



Indigo

Chapters

Coles

indigo.ca

UN SEUL ARRÊT POUR COMBLER TOUS VOS BESOINS DES FÊTES!

Offre valide en magasin seulement du 28 novembre au 1^{er} décembre 2013, ou jusqu'à épuisement des stocks, sur les articles admissibles en stock à prix courant (dont les best-sellers Indigo). Cette offre ne s'applique pas aux articles LEGO Mindstorms et LEGO Friends, aux appareils électroniques et accessoires connexes, aux cartes-cadeaux, aux abonnements irewards, aux CD, aux DVD et aux logiciels interactifs d'apprentissage Rosetta Stone. Elle ne peut servir non plus à faire un don à la Fondation Indigo pour l'amour de la lecture ni à acheter des produits de la Fondation. L'article gratuit doit être de valeur égale ou inférieure à celle de l'article admissible le moins cher. Cette offre ne peut être jumelée à une autre offre ou promotion (à l'exception des réductions irewards habituelles). Elle ne s'applique pas aux achats antérieurs ni aux commandes en kiosque ou en ligne. Elle peut être modifiée ou prendre fin en tout temps, sans préavis (sauf au Québec). Indigo, Chapters et indigo.ca sont des marques de commerce d'Indigo Books and Music Inc.

ACTUALITÉS

Montérégie La chute d'une météorite?

Le fort bruit entendu mardi soir dans certaines régions de la Montérégie et dans des États américains limitrophes du Québec pourrait bien avoir été causé par une météorite, selon l'astronome Paul Wiegert, de l'Université Western Ontario.

Après avoir parcouru les nombreux messages qui ont défilé sur les réseaux sociaux pour décrire ce qui a été vu et entendu, le Dr Wiegert, également physicien, estime que ces descriptions correspondent à ce qui se produit lorsqu'une météorite de taille importante frappe la terre.

D'un même souffle, il mentionne toutefois que les caméras pointées vers le ciel à l'Université Western Ontario n'ont rien détecté de particulier. Aussi hésite-t-il à confirmer qu'il s'agissait hors de tout doute d'une météorite.

En fait, le Dr Wiegert croit qu'il sera difficile de déterminer la source de ce bruit avec certitude. Avec la neige et le couvert nuageux, l'observation et la surveillance s'effectuaient plus difficilement mardi soir.

Le physicien invite les témoins du phénomène, qui auraient pu capter des images ou des enregistrements, à faire parvenir ces documents aux astronomes.

L'astronome Chris Hadfield estime que ce genre de phénomène spectaculaire n'est pas exceptionnel. Pas moins de 100 tonnes de météorites par jour, en moyenne, entrent dans l'atmosphère terrestre, selon lui. — La Presse Canadienne

GUIGNOLÉE DES MÉDIAS 2013

MISEZ SUR NOS JOURNALISTES À L'ENCAN LA PRESSE



VENEZ MISER
JUSQU'AU 5 DÉCEMBRE, 16 H
www.lapresse.ca/encan2013

La Grande Guignolée des médias bat son plein jusqu'au 5 décembre. L'opération vise à amasser des fonds et des denrées au profit de Jeunesse au Soleil, de la Société Saint-Vincent de Paul et de Moisson Montréal. La rédaction de *La Presse* se prête au jeu de l'encan.


LOT 1 
Mise actuelle 901\$
SOUPEZ AVEC LE CHRONIQUEUR **YVES BOISVERT** AU RESTAURANT BOUILLON BILK.

LOT 2 
Mise actuelle 550\$
COMBINEZ VOS PASSIONS LORS D'UNE SOIRÉE AU RESTAURANT MANGIAFOCO AVEC DES PERSONNALITÉS SPORTIVES ET DES ÉTOILES DU CINÉMA, EN COMPAGNIE DE **MATHIAS BRUNET**.

LOT 3 
Mise actuelle 1255\$
SOUPEZ AVEC SERGE GODIN, PDG DE LA MULTINATIONALE CGI, ET LE CHRONIQUEUR **JEAN-PHILIPPE DÉCARIE** AU RESTAURANT EUROPEA, MEMBRE DE RELAIS & CHÂTEAUX.

LOT 4 
Mise actuelle 800\$
PARTEZ EN REPORTAGE AVEC LE PHOTOGRAPHE **BERNARD BRAULT**.

LOT 5 
Mise actuelle 325\$
PASSEZ UNE SOIRÉE AU CENTRE BELL AVEC **PHILIPPE CANTIN**.

LOT 6 
Mise actuelle 616\$
ASSISTEZ EN GROUPE À UN MATCH DU CANADIEN DANS UNE LOGE DU CENTRE BELL AVEC **ÉRIC TROTTIER**, VICE-PRÉSIDENT ET ÉDITEUR ADJOINT.


LOT 7 
Mise actuelle 351\$
VISITEZ LES STUDIOS DE L'ÉMISSION *ET DIEU CRÉA...* LAFLAQUE ET DÎNEZ AU RESTAURANT SUITE 701 AVEC **SERGE CHAPLEAU**.


LOT 8 
Mise actuelle 150\$
VISITEZ LA SALLE DE RÉDACTION EN COMPAGNIE DE NOS TROIS DIRECTEURS DE L'INFORMATION, **MARIO GIRARD, YANN PINEAU ET ALEXANDRE PRATT**.

LOT 9 
Mise actuelle 1100\$
VISITEZ EN FAMILLE LE PLATEAU DE L'ÉMISSION *LES PARENT* AVEC **HUGO DUMAS**.

LOT 10 
Mise actuelle 1000\$
ACCOMPAGNEZ **ÉRIC CLÉMENT** AU MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL (MBAM) POUR UNE VISITE PRIVÉE INÉDITE.

LOT 11 
Mise actuelle 900\$
DÉCOUVREZ L'ENVERS DU DÉCOR DE L'ÉMISSION *DEUX HOMMES EN OR*, PUIS SOUPEZ AU RESTAURANT LE CAFÉ DU NOUVEAU MONDE AVEC **PATRICK LAGACÉ**.

LOT 12 
Mise actuelle 500\$
JOUEZ AUX CRITIQUES GASTRONOMIQUES AVEC **MARIE-CLAUDE LORTIE** ET **NATHALIE PETROWSKI**.

LOT 13 
Mise actuelle 600\$
OFFREZ-VOUS UNE PAUSE BEAUTÉ AVEC DES PROFESSIONNELS RÉPUTÉS ET UNE VIRÉE DANS UN CENTRE À LA MODE AVEC UNE STYLISTE ET **MÉLANIE THIVIERGE**, DIRECTRICE DE LA SECTION PAUSE DE *LA PRESSE+*.

VIEUX-QUÉBEC FORFAIT
COUETTE GOURMANDE
Pour 2 personnes
Incluant le petit-déjeuner Gourmand à la carte et un stationnement
à partir de **129\$**
(catégorie Classique)
HÔTEL PORT-ROYAL
Suites - Appartements
1.866.417.2777
www.leportroyal.com

Un tout nouveau et super puissant ANTI-INFLAMMATOIRE NATUREL

QUI AGIT EN MOINS DE 10 JOURS

Le produit **NEM**® Membrane de coquille d'oeuf naturelle de Webber Naturals® est un ingrédient breveté, s'appuyant sur des recherches, contenant des éléments naturellement présents, soit du collagène de type I, de la glucosamine, de la chondroïtine, de l'acide hyaluronique et du calcium, tous des nutriments essentiels à la santé des articulations. Il soutient la production de collagène de type II, principal composant du cartilage, de même que la production du liquide synovial qui lubrifie les articulations.

De récentes études cliniques menées sur des humains montrent que **NEM**® peut réduire la douleur articulaire de 20 % ou plus en 7 à 10 jours, et de 52 % en moyenne après 30 jours à raison d'aussi peu que 500 mg par jour. Au cours des études cliniques, **NEM**® a aussi permis d'améliorer l'amplitude de mouvement et de réduire la raideur articulaire de façon significative. Il aide aussi à réduire l'inflammation, à améliorer la souplesse et à protéger contre la détérioration du cartilage associée à l'arthrose.



Disponible chez **Jean Coutu**

40% DE RABAIS

Valide du 28 novembre au 4 décembre 2013

Consultez votre pharmacien lors de l'achat de produits de santé naturels. Cette publicité a été payée par WN Pharmaceuticals Inc.

LES RENCONTRES LA PRESSE
MERCREDI 11 DÉCEMBRE
UNE REVUE DE L'ANNÉE COMME VOUS L'AIMEZ
avec des chroniqueurs et des éditorialistes de La Presse
SOIRÉE ANIMÉE PAR **TRISTAN PÉLOQUIN**
L'ANNÉE CULTURELLE
NATHALIE PETROWSKI, MARC CASSIVI, HUGO DUMAS
L'ANNÉE SOCIÉTÉ
MICHÈLE OUMET, PATRICK LAGACÉ, MARIE-CLAUDE LORTIE
L'ANNÉE POLITIQUE
VINCENT MARISSAL, YVES BOISVERT, DENIS LESSARD, FRANÇOIS CARDINAL
L'ANNÉE SPORT
PHILIPPE CANTIN, GABRIEL BÉLAND, MARC-ANTOINE GODIN
L'ANNÉE ÉCONOMIQUE
JEAN-PHILIPPE DÉCARIE, FRANCIS VAILLES
L'ANNÉE EN CARICATURES
SERGE CHAPLEAU
DATE LE MERCREDI 11 DÉCEMBRE 2013
HEURE 19 H 30 OUVERTURE DES PORTES À 18 H 30
ENDROIT L'ASTRAL
305, RUE SAINTE-CATHERINE O. MONTRÉAL, MÉTRO PLACE-DES-ARTS
20\$ plus frais
BILLETS DISPONIBLES À :
Billetterie de l'Astral - Comptoirs Ticketmaster
Par téléphone au 1 855 790-1245
En ligne au www.ticketmaster.ca
Admission générale

JUSQU'AU 24 DÉCEMBRE 2013

OBTENEZ UNE CARTE-CADEAU



de **50 \$**

à l'achat d'un manteau
ou d'un pantalon
à prix régulier
de **249,99 \$ et plus***

de **100 \$**

à l'achat d'un manteau
ou d'un pantalon
à prix régulier
de **499,99 \$ et plus***

SOYEZ PRÊTS POUR L'HIVER!



**MANTEAU ISOLÉ
EMMA ALIZÉE**
(femmes)
Imperméable
179⁹⁹\$
Prix rég. : 279,99\$

 **alizée**

100\$
de rabais**



**BOTTES ISOLÉES ICE JAM
MERRELL** (hommes)
• -40 C°
• Imperméables
89⁹⁹\$
Prix rég. : 149,99\$

MERRELL 

40%
de rabais**



**MANTEAU ISOLÉ
PORTAGE GLACIER III
COLUMBIA** (hommes)
Isolé en duvet
219⁹⁹\$
Prix rég. : 319,99\$

 **Columbia**

**BOTTES ISOLÉES
WHITEOUT 6 IMPER. MERRELL** (femmes)
• -32 C°
• Imperméables
99⁹⁹\$
Prix rég. : 169,99\$

MERRELL 



**Plusieurs autres soldes
en magasin et en ligne!**


LA CORDÉE

LAVAL MONTRÉAL SAINT-HUBERT LACORDEE.COM

* Offre applicable à l'achat d'un manteau ou d'un pantalon à prix régulier de « 249,99 \$ et plus » ou de « 499,99 \$ et plus » avant taxes, en une seule transaction. Achats non cumulables pour obtenir une carte-cadeau en promotion. Les produits Canada Goose sont exclus de cette promotion. Cette promotion est en vigueur jusqu'au 24 décembre 2013 dans les trois magasins La Cordée et sur www.lacordee.com. La carte-cadeau doit être utilisée lors d'un prochain achat à un des magasins La Cordée ou en ligne sur www.lacordee.com. La carte-cadeau est non monnayable. Une carte-cadeau par transaction. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre offre promotionnelle. Voir détails en magasin concernant notre politique de retour ou d'échange sur cette promotion.

** Offres des manteaux et des bottes en vigueur jusqu'au 24 décembre 2013 ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Aucune commande spéciale.

ACTUALITÉS

Groupe fondamentaliste juif Lev Tahor

La DPJ exige des familles d'accueil pour les 14 enfants

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

SAINT-JÉRÔME — Quatorze enfants du groupe fondamentaliste juif Lev Tahor doivent être placés en famille d'accueil sur-le-champ, parce qu'ils risquent de subir des torts sérieux s'ils restent avec leurs parents en fuite. Au nombre, de possibles violences sexuelles (sous forme de mariages forcés illégaux), l'absence de soins et des mauvais traitements physiques.

C'est la décision provisoire rendue hier soir par le juge Pierre Hamel de la Cour du Québec. Une fois placés, les enfants devront voir un médecin et recevoir de l'aide psychologique. Ils doivent enfin rester au Canada, voir leurs parents sous supervision de la DPJ et couper les ponts avec tous les autres membres de leur groupe ultraorthodoxe, qui a quitté Sainte-Agathe-des-Monts pour Chatham-Kent en pleine nuit, la semaine dernière.

Le juge a retiré une partie de leur autorité aux parents visés, précisant qu'« ils n'ont pas actuellement le discernement nécessaire pour répondre aux besoins de santé de leurs enfants ». Leur fuite et leur manie de défier le tribunal – en refusant par trois fois d'y amener leurs familles – « rendent encore plus périlleuse la situation », ajoute-t-il. Entre autres, parce que les intervenants n'ont plus d'information sur la situation



Des membres du groupe Lev Tahor quittent la Cour du Québec après que le juge Pierre Hamel ait rendu sa décision au sujet des enfants vivant dans cette communauté fondamentaliste juive.

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

particulière des différents jeunes, âgés de deux mois et demi à 17 ans.

Mandats d'amener

Des mandats d'amener ont déjà été lancés à l'égard de chacun d'entre eux. La décision d'hier vaut pour 30 jours, soit jusqu'à ce que l'affaire soit entendue sur le fond, alors que les allégations de la DPJ seront débattues plus longuement et que le sort des jeunes sera fixé à plus long terme.

« Nous avons l'intention d'agir aussi vite que les familles se sont poussées la dernière fois », a déclaré le directeur de la protection de la jeunesse des Laurentides, Denis Baraby, à la sortie du palais de justice de Saint-Jérôme. Les avocats des services de protection de l'enfance ontariens seront alertés à la première heure, promet-il. Car ils peuvent maintenant faire homologuer le jugement québécois par un juge ontarien et retirer les enfants de leurs

foyers. « On verra s'ils veulent exécuter l'ordonnance chez eux et placer les enfants en Ontario. Mais la plus grande possibilité, c'est qu'ils nous les renvoient puisque nous avons déjà trouvé des familles d'accueil », précise M. Baraby.

Plusieurs juifs hassidiques vivent à Montréal et dans les Laurentides. Même s'ils se dissocient énergiquement des gens de Lev Tahor et de leurs règles extrêmes, ils pourraient respecter les fêtes religieuses, la diète et les valeurs familiales des enfants placés.

Une centaine d'autres jeunes de Lev Tahor ne sont pas visés par la décision d'hier, même s'ils semblent aussi à risque. Selon M. Baraby, les travailleurs

« Ils [les parents] n'ont pas actuellement le discernement nécessaire pour répondre aux besoins de santé de leurs enfants. »

— Pierre Hamel, juge à la Cour du Québec

sociaux québécois ont sans doute la perception la plus juste de l'urgence de la situation, puisqu'ils visitaient déjà la communauté depuis plusieurs mois.

Les deux avocats nommés par la cour pour protéger les intérêts des enfants ont pour leur part promis de « tout faire pour faire respecter l'ordonnance ». Si les parents ne la respectent pas et font obstruction à la DPJ, ils pourraient tenter de les faire condamner pour outrage au tribunal.

Hier soir, aucun des porte-parole de Lev Tahor établis à Chatham-Kent ne répondait plus à ses appels. En matinée, le fils du rabbin Shlomo Helbrans, Nachman, avait déclaré que son groupe avait ignoré l'ordre du tribunal parce qu'il compte contester ses décisions en appel.

Justice Normand Dubois de nouveau arrêté

L'entrepreneur Normand Dubois, accusé de gangstérisme pour avoir dirigé une gigantesque organisation qui inondait de fausses factures l'industrie québécoise du coffrage, a eu droit hier à une grande réunion de famille... derrière les barreaux. L'homme d'affaires a été arrêté de nouveau avec sa conjointe, son fils et sa fille, pour avoir provoqué frauduleusement la faillite de l'entreprise

familiale. Les suspects sont accusés d'avoir sorti frauduleusement près de 1 million de dollars des coffres de Construction MC Dubois, après le début de leurs démêlés avec la police. Seul Normand Dubois est demeuré détenu hier, sa fille Marie-Claude, son fils Philippe et sa conjointe Sylvie Leduc ayant pu recouvrer la liberté sous conditions.

— Vincent Larouche



PHOTO PATRICK WOODBURY, LE DROIT

Une auto plonge dans la rivière Gatineau La conductrice sauvée grâce à un camionneur

GATINEAU — Les mauvaises conditions routières sont à l'origine d'un accident spectaculaire qui est survenu hier, à Gatineau. Une voiture a plongé dans la rivière Gatineau à l'heure de pointe matinale. La conductrice âgée de 52 ans a été transportée à l'hôpital; elle souffrait d'hypothermie. Elle s'en sort cependant avec des blessures mineures, surtout grâce à la vigilance d'un camionneur dont le fardier équipé d'une longue grue a permis aux pompiers et policiers de porter secours à la femme

qui était prisonnière de son véhicule. L'accident est survenu vers 6h20 rue Saint-Louis à Gatineau. L'automobile circulait en direction sud lorsqu'elle a perdu la maîtrise de son véhicule avant de plonger dans la rivière. Personne d'autre n'a été impliquée dans l'accident. Sans hésiter, le camionneur a offert de manœuvrer sa grue pour permettre aux secouristes de faire leur travail. La conductrice a eu la vie sauve. La circulation a toutefois été perturbée pendant un certain temps.

— La Presse Canadienne



Le Mas des
OLIVIERS
restaurant

À table! Un souper raffiné en 5 services pour 2 au réputé restaurant Le Mas des Oliviers pour aussi peu que 54\$

Économisez
56%
prix 54\$ valeur 124\$

Achetez cette offre sur tuango.ca



DES RECETTES SIMPLES ET SAVOUREUSES À CUISINER À L'AVANCE À 4, 8, VOIRE 12 MAINS, PETITES OU GRANDES.

Noël Gourmand ce samedi dans

LA PRESSE

LORD

DÉCOUVREZ NOTRE NOUVEL ESPACE BOUTIQUE!
45 BOUL. ST-LUC
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU

LE PLUS GRAND MAGASIN PHOTO SUR LA RIVE-SUD

VÉRIFIEZ NOS SPÉCIAUX AU LORDPHOTO.CA DURANT

LE WEEKEND NIKON

**DU 29 NOVEMBRE AU 2 DÉCEMBRE
(BLACK FRIDAY) SEULEMENT***

PROFITEZ DES MEILLEURS PRIX DE LA SAISON, EN PLUS DES CONSEILS DES
REPRÉSENTANTS NIKON SUR PLACE VENDREDI ET SAMEDI



D5100

ENSEMBLE CADEAU

- Boîtier D5100
- Étui Nikon
- Zoom 18-55mm VR
- Trépied
- Zoom 55-200mm VR

L'ensemble cadeau
le plus **complet**
pour les fêtes!

599.99\$*
valeur de 749\$

D7100

ENSEMBLE CADEAU

- Boîtier D7100
- Sac à dos Nikon
- Zoom 18-140mm
- Pile EN-EL15
- Filtre NC Nikon
- Télécommande sans fil ML-L3

Libérez la **puissance** du
système reflex HD au
format DX de Nikon.

1399.99\$*
valeur de 1599\$

*Aucune autre promotion ne s'applique

*Aucune autre promotion ne s'applique



D3200

ENSEMBLE CADEAU

- 24Mp
- Étui Mini sac à dos
- Incluant zoom 18-55mm et 55-300mm
- Pile Chargeur
- Garantie 2 ans Nikon

Appareil photo DX
compact et léger

699.99\$*
ÉCONOMISEZ 250\$

*Aucune autre promotion ne s'applique

NOUS PAYONS LA TPS SUR TOUS LES COOLPIX

DU 28 AU 30 NOVEMBRE 2013



La Coolpix AW 110 pour le plongeur, skieur, aventurier et le brisefer
en vous! Il vous accompagne jusqu'à 18 m sous l'eau et sur terre,
prouvez vos exploits avec le GPS intégré.

valeur de 399\$ **279.99\$**

Vous hésitez entre un DSLR et un Compact? Procurez-vous le P520,
le meilleur des deux mondes. Son zoom extra lumineux de 42X vous
procure de superbe photos... avec viseur LCD

Économisez 60\$ **329.99\$**

Le Coolpix S9400 pour le voyageur en vous. Zoom 20X
stabilisé. Cet appareil est le compagnon de voyages par excellence.

Économisez 50\$ **249.99\$**

Carte 8Go + 100 photos gratuites

Retombes en amour...

Le nouveau reflex numérique Df est indéniablement un Nikon, avec
ses performances légendaires et une esthétique intemporelle.

Le coup de coeur de l'équipe Lord Photo, cet objet merveilleux
sera en magasin pour le Weekend Nikon. Livré avec un objectif
de 50mm 1.8, il arbore une esthétique spéciale et deviendra rapidement
un objet de collection.

Avec le capteur du D4, et 39 points de focus, cet appareil léger
pouvant faire 5,5 images secondes vous séduira à coup sûr.

2999.99\$ incluant objectif 50mm 1.8
pile et courroie



**70-300mm VR
F4.5-5.6**

399.99\$

À l'achat d'un DSLR Nikon

**35mm
f1.8**

229.99\$



FLASH SB-700

Nous payons
la TPS!

349.99\$

**TOUCHE
UN NIKON
EN MAGASIN ET ON TE DONNE
UNE GOURDE!**
C'EST PAS PLUS COMPLIQUÉ QUE ÇA.

Limite de 1 par client
ou en a 100 à offrir



GRATUIT! AVEC TOUT APPAREIL DSLR NIKON CE WEEKEND

ADOBE LIGHTROOM 5, 1 atelier photo de 2 heures "Initiation SLR" + 1 livre "200 Astuces Photos Numériques" Valeur de 250\$

*Vous recevrez un coupon pour réserver gratuitement une participation à un des 2 cours de groupe qui se tiendront le 18 Janvier 2014 de 10h à midi,
ou le lundi 27 Janvier de 18h à 20h. Nous vous remettrons le livre à ce moment.



ACHETEZ EN LIGNE AU WWW.LORDPHOTO.CA

LORD PHOTO 45 BOUL. ST-LUC SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU 450.348.7569

ACTUALITÉS

Le beurre, l'argent du beurre et la secrétaire de M. Lapointe



PATRICK LAGACÉ
CHRONIQUE

Toc, toc, a fait le reporter de TVA à la porte de Charles Lapointe, ex-PDG de Tourisme Montréal, hier matin...

M. Lapointe a passé des années à la tête de Tourisme Montréal. Salaire: 398 000\$! C'est plus élevé, de 40%, qu'un sous-ministre au provincial.

M. Lapointe a passé des années à la tête de Tourisme Montréal. Salaire: 398 000\$! C'est plus élevé, de 40%, qu'un sous-ministre au provincial.

Il paraît que c'est comparable à ce qu'on donne aux dirigeants de pareils organismes à Toronto et à Boston. C'est ce qu'a dit Tourisme Montréal en réponse aux critiques très vives du vérificateur général du Québec, qui a mis son nez dans les livres de cet organisme.

Et le VG Michel Samson a découvert des trucs pas jojo: par exemple, que le salaire de M. Lapointe n'avait probablement pas été entériné par le conseil d'administration, comme le veut la «bonne pratique». Seul le président du C.A. a signé ce contrat.

Le VG nous apprend aussi que Charles Lapointe a eu droit à deux années de salaire (deux!) quand il a – volontairement – quitté son job, pour un total en avantages de... 654 000\$.

Également: pour les trois années après son départ, on a consenti à M. Lapointe l'utilisation d'un bureau et d'une secrétaire!

Il y a aussi le cas de cette allocation pour frais d'utilisation d'une automobile, alors que M. Lapointe avait une limousine et un chauffeur. Sans oublier des dépenses remboursées en double!

J'arrête ici... Mais je vais dire ceci: les excès de Charles Lapointe ont été en partie rendus possibles par le fait que son organisme n'est pas couvert par la Loi sur l'accès à l'information. Je suis convaincu que M. Lapointe aurait appuyé un peu moins fort sur le crayon s'il avait su que ses notes de frais étaient susceptibles de se retrouver à la une de *La Presse*.

N'oublions pas que Tourisme Montréal a donné le feu vert à ces conditions pharaoniques. C'est le président du C.A. qui a signé le dernier contrat de M. Lapointe. Il s'appelle Jacques Parisien. Espérons qu'il répondra aux questions: il ne l'a pas fait hier.

Toc, toc, toc, a donc fait le reporter de TVA à la porte du retraité Charles Lapointe...

M. Lapointe a refusé de répondre aux questions et il lui a fermé la porte au nez.



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Les excès de Charles Lapointe ont été en partie rendus possibles par le fait que son organisme n'est pas couvert par la Loi sur l'accès à l'information. Je suis convaincu que M. Lapointe aurait appuyé un peu moins fort sur le crayon s'il avait su que ses notes de frais étaient susceptibles de se retrouver à la une de *La Presse*.

Je le comprends. À sa place, moi aussi, j'aurais honte. Moi aussi, je me cacherais.

La vieille politique

Philippe Schnobb n'était pas le journaliste le plus flamboyant en ville. Mais c'était un journaliste compétent et rigoureux. Quand il a pris congé de Radio-Canada pour faire le saut dans l'équipe de Denis Coderre, j'ai eu la même réaction que quand d'autres journalistes sont devenus politiciens...

Primo: es-tu fou?

Deuzio: bravo. Es-tu fou, parce que nous faisons un beau métier, surtout quand nous évoluons dans des boîtes qui ont un minimum de moyens. Bravo, parce qu'il faut bien que quelqu'un se fasse

élire et qu'un Schnobb qui fait le saut, ça enlève la place à au moins un *peddler*.

Mais Schnobb – que je ne connais que de loin – a perdu ses élections, par la peau des fesses. Pas de job de conseiller municipal pour lui. Il aurait pu retourner à Radio-Canada, où il aurait eu à subir un purgatoire, loin des caméras.

Notre nouveau maire Denis Coderre avait d'autres idées pour son candidat-vedette malheureux. Il veut que Philippe Schnobb soit le prochain président du conseil d'administration de la Société de transport de Montréal (STM).

Ayoye. L'évidence, d'abord, rapidement soulignée par Richard Bergeron, chef de l'opposition: Philippe Schnobb n'a pas de

compétence particulière en matière de transports collectifs. Pas plus qu'en gestion d'un organisme public au budget colossal.

C'est un journaliste dans l'âme, un bon journaliste dans l'âme: il va faire ses devoirs et apprendre les bases du métier de président du conseil d'administration d'une organisation capitale dans la gestion du transport à Montréal.

Mais était-il le meilleur homme pour le job? Poser la question, c'est y répondre. Non.

Que le maire de Montréal souhaite placer une personne de confiance dans un poste semblable, passe encore. La gestion des transports est hautement politique, on comprend que le maire souhaite asseoir dans cette chaise quelqu'un avec qui il est sur la même longueur d'onde.

C'est d'ailleurs ce que Gérald Tremblay avait fait, en 2009, en plaçant Michel Labrecque à ce poste. Labrecque venait de perdre ses élections à la mairie du Plateau, quartier qu'il avait représenté comme conseiller d'Union Montréal pendant quatre ans.

Labrecque était une nomination éminemment politique. Mais il était une nomination éminemment compétente: il avait dirigé Vélo Québec pendant des années, il avait dirigé le festival Montréal en lumière. Philippe Schnobb a géré ses *beats* de journaliste.

J'ai l'air de lancer des tomates à Philippe Schnobb. Mais il a bien fait de prendre le job, au fond, s'il a envie d'une seconde vie hors des médias. Celui à qui il faut lancer des tomates, c'est bien sûr le maire Coderre.

Ce n'est pas la première fois qu'un politicien fait une nomination politique qui défie les lois de la physique. Celle de Nicolas Girard, ex-député péquiste nommé par les péquistes à l'Agence métropolitaine de transport, me vient spontanément à l'esprit.

Les tomates, c'est surtout parce que dans les mois précédant son élection, Denis Coderre avait promis de rompre avec les vieilles façons de faire de la politique.



Les besoins sont grands.

Le 5 décembre, donnez.

Consultez la liste des points de collecte au www.lagrandeguignoleedesmedias.com

la grande guignolée des médias

Dons en denrées non-périssables chez: 

Dons en ligne: 

1 866 908-9090 (TICKETPRO)

LES VOYAGEURS EN PARTANCE POUR...

VOYAGE

Tous les mercredis et samedis dans *La Presse*



OFFICIAL LICENSED PRODUCT



DEPUIS 1969
Stylo.ca

MAINTENANT À MONTRÉAL, LA PLUS BELLE BOUTIQUE DE STYLOS DU CANADA.

Place Laurier Québec Carrefour Laval Niveau métro Simons Centre-Ville Montréal 514 284-1295

Résultats des tirages du : 2013-11-27

649	08 09 15 23 40 48	19 compl.	49	11 23 35 42 46 48	10 compl.
------------	----------------------	--------------	-----------	----------------------	--------------

LOT GARANTI DE 1 000 000 \$
(Numéro complet non décomposable)
85589496-01

Extra 6084322

Lotto-D **6 1 5 2 4 5 2 2**

Powerball 4 6 7 V R Quotidien 3 195 4 0798

Sprinto 

1 25 000 \$ 127727	2 50 000 \$ 136986	3 100 000 \$ 951207
------------------------------	------------------------------	-------------------------------

décomposables

Numéros «Télé» 612025 644121 768021
non décomposables

Numéro(s) «Votre participant» gagnant(s) **Aucun** La Poule Plus Numéro boni **17**

Astro  Triplex

JOUR - MOIS - ANNÉE - SIGNE 14 17
08 FÉVRIER 94 BÉLIER 21 38 39

banco 07 12 14 15 16 18 21 27 28 37
41 42 44 51 52 54 55 56 59 69

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Entrevue avec le président sortant de la STM

« Les meilleures idées se fracassent sur les murs budgétaires »

BRUNO BISSON

Michel Labrecque a toujours fait des listes. Il y a près de cinq ans, en prenant la présidence de la Société de transport de Montréal (STM), sa liste des « choses à faire » comprenait 28 points. Au moment de quitter un emploi et une équipe qu'il a adorés, il assure avoir coché tous les articles de cette liste. Y compris un point « qui n'est pas réglé ».

La quête sempiternelle d'une source de financement « dédiée, indexée et récurrente » pour financer le fonctionnement des réseaux de transports collectifs reste inachevée, selon le président de la STM, malgré les multiples appels et avertissements qu'il a lancés aux élus et décideurs pendant toute la durée des cinq années passées à la tête du plus important transporteur public au Québec.

Le déficit d'entretien des infrastructures du métro, révèle M. Labrecque, a été estimé à entre 2 et 3 milliards de dollars. La STM travaille déjà sur un plan de 15 ans pour rattraper ce déficit. À la fin de 2013, après trois années de surplus budgétaires, la STM devrait aussi accusé un déficit d'exploitation d'environ 15 millions, ce qui représente à peine 1,3 % de ses revenus. Mais si rien ne change dans les formules de financement des transports collectifs, ce déficit sera de plus de 60 millions à la fin de 2014.

« Pendant des années, nous avons pris congé d'entretien des infrastructures d'égout, d'aqueduc, des ponts, des autoroutes et des viaducs. C'est pareil pour le métro. La réfection de la station Berri-UQAM, juste ça, ça va coûter 100 millions. »

Avertissements

Quant au déficit d'exploitation de 15 millions, « ce ne serait pas arrivé si on ne s'était pas fait imposer des compressions annuelles de 32 millions, en plein milieu de l'année, par Michael Applebaum », au moment où celui-ci était président de l'exécutif, en 2012.

Ces déficits étaient prévus, anticipés, dans le plan stratégique 2020, adopté en 2010, et dont la STM n'a pas dérogé depuis trois ans. M. Labrecque n'a jamais manqué l'occasion de le souligner.

Alors que le ministre des Transports Sylvain



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

Michel Labrecque n'a pas de regrets et estime qu'il lèguera une société en santé à son nouveau dirigeant.

Gaudreault annonçait officiellement, en septembre dernier, que le métro serait prolongé vers Anjou, le président de la STM, en retrait, répétait que « si on n'a pas les moyens de l'entretenir, il faudrait arrêter de construire ».

« Cette dimension d'un financement dédié, indexé

Pas de regrets

Ce soir, lorsque les élus du conseil d'agglomération de Montréal auront entériné la nomination de son successeur désigné, Philippe Schnobb, le séjour de Michel Labrecque à la présidence de la STM, commencé en janvier 2009, prendra officiellement fin.

Les revenus de la STM sont passés de 860 millions, en 2008, à plus de 1,2 milliard, cette année. La société a obtenu du gouvernement du Québec un contrat d'acquisition pour 468 nouvelles voitures de métro, dont la livraison commencera l'an prochain.

Québec a aussi annoncé le prolongement de la ligne bleue du métro vers Anjou et le financement à 100 % des nouvelles voies réservées aux autobus, projetées par la STM.

Avec une croissance des revenus commerciaux, des nouveaux abribus interactifs, un service d'autobus accru et une nouvelle image, le Mouvement Collectif, qui fait son chemin dans la vie des Montréalais. Michel Labrecque n'a pas de regrets et estime qu'il lèguera une société en santé à son nouveau dirigeant.

Il a rédigé un document d'une trentaine de pages pour son successeur, intitulé *D'une présidence à l'autre*.

« Je n'ai pas écrit ça hier. » Il s'agit d'un départ préparé, assure-t-il.

Mais pas moins douloureux.

« Pendant des années, nous avons pris congé d'entretien des infrastructures d'égout, d'aqueduc, des ponts, des autoroutes et des viaducs. C'est pareil pour le métro. La réfection de la station Berri-UQAM, juste ça, ça va coûter 100 millions. » — Michel Labrecque, président de la STM

et récurrent, je ne suis pas arrivé à convaincre les autorités publiques que, sans cela, il va être très difficile à la STM de payer sa part des investissements actuels dans le métro ou le réseau d'autobus, avec notre billetterie et des taxes foncières. »

« Les meilleures idées du monde se fracassent sur les murs budgétaires, déplore-t-il. Et ce n'est pas vrai qu'on peut toujours faire plus, avec moins. »

Durant les cinq années, ou presque, où il a présidé aux destinées d'une société publique de plus de 9000 employés, dotée d'un budget annuel de 1,2 milliard, la fréquentation des bus et du métro a augmenté de façon peu spectaculaire, mais constante. La STM établira, pour la troisième année d'affilée, un nouveau record absolu d'achalandage en assurant entre 416 et 418 millions de déplacements d'ici la fin de 2013.

« UNE PEINE D'AMOUR »

Michel Labrecque posait pour le photographe de *La Presse* sur une mezzanine de la station de métro Bonaventure et il parlait des conversations à bâtons rompus qu'il a parfois avec des membres de la direction de la STM, quand il s'est arrêté subitement, entre deux mots. Il a levé la main à son front, s'est couvert les yeux. Il a rentré un peu le menton dans sa veste. Son visage s'est empourpré. Il y a eu une (rare) minute de silence dans un couloir du métro. « C'est comme une peine d'amour », dit-il de ce départ de la STM qu'il prépare depuis septembre. « C'était prévu, préparé, mais quand tu quittes un travail ou t'as investi tellement de temps, d'énergie... » Il serait resté si on le lui avait demandé, dit-il. Au cours de la campagne électorale, il a rencontré en privé trois des quatre candidats favoris à la mairie, dont le nouveau maire, Denis Coderre. Ils lui ont tous demandé s'il souhaitait rester. Il leur a répondu que oui. Il n'y a eu aucun engagement, aucune promesse. Mais il était clair, dans son esprit, depuis au moins deux mois, qu'il allait quitter la STM. Il ne craint pas pour son successeur. La haute direction actuelle de la STM, assure-t-il, est « compétente, imaginative, passionnée de transports collectifs ».

— Bruno Bisson

LA STM EN CHIFFRES

Avant et après la présidence de Michel Labrecque (janvier 2009-décembre 2013)

- > Coût d'un titre mensuel, janvier 2009: 68,50 \$
- > Coût d'un titre mensuel, aujourd'hui: 77 \$
- > Hausse du coût de la CAM: 12,4 %
- > Revenus d'exploitation à la fin de 2008: 860 millions*
- > Revenus d'exploitation à la fin de 2013: 1,2 milliard
- > Hausse des revenus annuels d'exploitation: 39,5 %

(*) en dollars courants

Fréquentation de la STM

- > En 2008: 382,5 millions de déplacements
- > En 2013 (prévisions): 416 millions de déplacements
- > Hausse des déplacements: 8 %

ÉVÉNEMENT DE FIN D'ANNÉE CONÇU POUR IMPRESSIONNER

NOUVELLE OFFRE
— Pour un temps très limité —

JUSQU'À
2000\$
EN BONI DES FÊTES*

250 \$: MODÈLE DE BASE • 500 \$: MODÈLE NAVI
1 000 \$: MODÈLE ÉLITE • 2 000 \$: MODÈLE TECH



LE TOUT NOUVEAU
MDX
SH-AWD 2014

INCLUANT DE SÉRIE

- Moteur i-VTEC™ V6, 290 chevaux, avec système de gestion variable des cylindres™
- Espace pour 7 passagers
- Phares Jewel Eye™ à LED
- Hayon électrique et caméra arrière multi angle avec affichage des indications*
- Volant chauffant
- Et beaucoup plus...

LOUEZ LE MDX POUR SEULEMENT

548\$*
VERSEMENT MENSUEL
ACOMPTÉ DE 6500\$

2,9%
TAUX DE LOCATION
SUR 36 MOIS

ACURA
acuraquebec.ca

ACURA DE LAVAL
2500, boul. Chomedey, Laval
450 682-4050

ACURA GABRIEL
4636, boul. Saint-Jean, Dollard-des-Ormeaux
514 696-7777

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie, Blainville
450 435-4455

ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau, Brossard
450 659-1616

LUCIANA ACURA
4040, rue Jean-Talon O., Montréal
514 340-1344

ACURA MÉTROPOLITAIN
5625, boul. Métropolitain, Saint-Léonard
514 362-2872

ACURA SAINTE-JULIE
1933, boul. Armand-Frappier, Sainte-Julie
450 922-1222

L'acheteur avisé lit les petits caractères: *Offre d'une durée limitée du 27 novembre au 2 décembre 2013 applicable à la location pour usage personnel seulement d'un modèle neuf Acura MDX SH-AWD 2014 (YD4H2EJN) par le biais de Services Financiers Acura sur approbation de crédit. Le versement mensuel pendant 36 mois s'élève à 548 \$ moyennant un acompte initial de 6 500 \$, des frais d'inscription au RDPRM de 35,28 \$ et des frais d'agent de 525 \$ (payables dès l'entrée en vigueur du contrat de location). Le paiement du premier mois, les frais d'inscription au RDPRM et les frais d'agent de 0 \$ sont payables dès l'entrée en vigueur du contrat de location. Les frais de transport, de préparation ainsi que la taxe sur le climatiseur sont inclus. Les taxes, frais d'immatriculation et d'assurance sont en sus. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 60 000 km pour 36 mois au taux de 0,15 \$/km. Le concessionnaire peut louer à plus bas prix. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger un véhicule. Valable sur les véhicules en inventaire seulement. Offres valides pour les résidents du Québec seulement chez les concessionnaires participants Acura du Québec. Certaines conditions s'appliquent. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Acura pour tous les détails. © 2013 Acura, une division de Honda Canada. Le boni des Fêtes n'est pas inclus dans le paiement en location. Le boni des Fêtes de 2 000 \$ est disponible aux clients au détail admissibles à la location ou à l'achat d'un modèle neuf Acura MDX SH-AWD Tech 2014 (YD4H66EKN) le boni des Fêtes de 1 000 \$ est disponible aux clients au détail admissibles à la location ou à l'achat d'un modèle neuf Acura MDX SH-AWD Elite 2014 (YD4H66EKN) le boni des Fêtes de 500 \$ est disponible aux clients au détail admissibles à la location ou à l'achat d'un modèle neuf Acura MDX SH-AWD de base 2014 (YD4H2EJN) par le biais de Services Financiers Acura, sur approbation de crédit, et sera déduit du prix de vente ou de location négocié après les taxes. Le consommateur devra signer un contrat de location chez un concessionnaire Acura participant et prendre livraison entre le 27 novembre 2013 et le 2 décembre 2013. Certaines conditions s'appliquent. Visitez acura.ca ou votre concessionnaire Acura pour les détails. © 2013 Acura, une division de Honda Canada. † Ne remplace pas la responsabilité du conducteur à faire preuve d'une grande prudence en marche arrière.

POLITIQUE

Le ministre fédéral du Commerce international Ed Fast en entrevue à *La Presse*

La nouvelle « diplomatie économique » en cinq questions

HUGO DE GRANDPRÉ

Le gouvernement Harper poursuit sur sa lancée, après la fusion de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, et l'implication de sociétés minières dans les projets d'aide étrangère. Le nouveau concept: la « diplomatie économique », présentée hier dans le dernier plan d'action fédéral sur le commerce mondial. Ottawa veut que les diplomates troquent leur « veste de tweed » pour un complet d'homme d'affaires, et qu'ils considèrent maintenant les intérêts des entreprises canadiennes comme une priorité, tant en matière de développement que de relations internationales. « Tous les actifs diplomatiques du gouvernement du Canada seront consacrés au profit du secteur privé afin d'atteindre les objectifs établis dans les marchés clés à l'étranger », dit le nouveau plan d'action. Cinq questions au ministre fédéral du Commerce international, Ed Fast.

Q Pouvez-vous expliquer le concept de « diplomatie économique » ?

R Pendant trop longtemps, il y a eu peu d'efforts de la part du Canada pour utiliser ses outils diplomatiques afin de faire la promotion de ses intérêts économiques. La plupart du temps, nous nous concentrons sur nos objectifs de développement et de relations internationales. Et le commerce international a joué un rôle plutôt insignifiant. Nous croyons qu'il est temps de changer cela et d'inclure la diplomatie économique comme un objectif clé de notre politique étrangère globale.

Q Est-ce une prise de contrôle du ministère des Affaires étrangères par la section du Commerce international ?



PHOTO ADRIAN WYLD, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

« Tous vont comprendre que l'un des objectifs principaux de notre politique étrangère est de stimuler la croissance économique au pays », explique Ed Fast, ministre fédéral du Commerce international.

R Pas du tout. Ce n'est d'aucune manière une prise de contrôle. C'est axé sur la volonté de trouver le juste équilibre entre le développement, le commerce et nos objectifs de politique d'affaires étrangères. Et nous croyons que nous avons trouvé cet équilibre approprié.

ont déjà. [...] Tous vont comprendre que l'un des objectifs principaux de notre politique étrangère est de stimuler la croissance économique au pays.

Q Qu'est-ce que ça veut dire pour quelqu'un qui travaille pour la division du développement et de l'aide internationale au Ministère ?

isolée. Ne pas aborder le commerce de manière isolée. C'est pourquoi nous avons déplacé le développement vers le cadre plus large des affaires étrangères et de la politique étrangère: pour nous assurer que les affaires étrangères, le commerce et nos objectifs de développement sont pleinement alignés à l'avenir.

Q Pouvez-vous donner un exemple de l'alignement de ces trois piliers ?

R Le Canada est un leader mondial dans le secteur minier. Nous sommes numéro un dans le monde. [...] Nous croyons qu'il y a des moyens de marier les intérêts commerciaux et certains des investissements qui sont faits dans ces pays avec nos objectifs de développement pour créer un meilleur résultat, plus de valeur pour les investissements qui sont faits d'une manière générale. Et nous croyons que ce faisant, nous améliorons notre

« Ce qu'on voit ici, encore une fois, avec les conservateurs, c'est qu'ils veulent mettre la diplomatie à la solde du secteur privé. » — Thomas Mulcair, chef du NPD

Q Qu'est-ce que ça veut dire pour le travail d'un diplomate du ministère des Affaires étrangères ?

R Ça veut dire que ceux qui travaillent au service des Affaires étrangères, qu'ils soient des délégués commerciaux ou non, on s'attend à ce qu'ils fassent tous la promotion des intérêts commerciaux du Canada, en plus des responsabilités qu'ils

R Nous voulons aligner nos objectifs de développement, de commerce et de politique étrangère d'une manière qui donne de meilleurs résultats aux Canadiens. Nous croyons que nous pouvons améliorer nos résultats relatifs au développement de manière tangible en adoptant une approche gouvernementale globale. Ne pas aborder le développement de manière

capacité d'utiliser le commerce et le développement pour sortir plus de gens de la pauvreté dans certaines des régions les plus pauvres du pays. Prenez la Birmanie, par exemple. C'est un pays qui est l'un des plus pauvres du monde. Ils sont riches en ressources naturelles, mais ont un historique de relations avec des partenaires commerciaux qui n'ont pas été optimales. La marque de commerce du Canada en est une qui se concentre clairement sur la conduite des affaires d'une manière qui fait la promotion des valeurs canadiennes à l'étranger, mais qui permet aux entreprises canadiennes d'avoir du succès à l'étranger. [...] C'est un mariage d'intérêts.

LA DIPLOMATIE À LA SOLDE DU PRIVÉ

Les partis de l'opposition ont critiqué une approche diplomatique canadienne trop centrée sur des intérêts privés, hier. « Ce qu'on voit ici, encore une fois, avec les conservateurs, c'est qu'ils veulent mettre la diplomatie à la solde du secteur privé », a noté le chef du Nouveau Parti démocratique, Thomas Mulcair. M. Mulcair a toutefois fait valoir que le dossier iranien illustre l'incapacité du gouvernement Harper d'engager un dialogue diplomatique avec qui que ce soit. « Ils peuvent dire tout ce qu'ils veulent sur le secteur privé qui va dicter nos choix diplomatiques, même ça, ça ne veut rien dire, a-t-il conclu. C'est un gouvernement usé, fatigué, à court d'idées, et il faut les remplacer au plus sacrant. » Le chef du Parti libéral du Canada, Justin Trudeau, a lui aussi critiqué une trop grande proximité avec les entreprises. « La *job* de nos diplomates, ce n'est pas principalement de défendre les intérêts des corporations canadiennes, a dit M. Trudeau. C'est d'être présents et engagés sur bien des niveaux dans la scène internationale. « J'ai bien peur qu'une fois de plus, ce gouvernement va avoir manqué de compréhension de l'importance d'une intervention et d'une présence internationale équilibrée et forte. »

— Hugo de Grandpré

Vaste choix de chandails à partir de 69⁹⁹\$

Ouvert les dimanches en décembre de 12h à 17h

BOUTIQUE italmoda

6873, Plaza St-Hubert - Montréal - 514 276-1360
www.italmoda.ca

Scandale du Sénat Plainte contre deux avocats

OTTAWA – Un professeur de l'Université d'Ottawa porte plainte contre deux avocats impliqués dans le scandale des dépenses au Sénat, demandant à leur ordre professionnel d'enquêter sur leur conduite. Amir Attaran estime que les avocats Benjamin Perrin et Janice Payne ont enfreint leur code d'éthique professionnel. Selon des documents produits en cour par la Gendarmerie royale du Canada, ils ont pris part à l'élaboration d'un plan secret par lequel on aurait puisé dans les coffres du Parti conservateur pour aider le sénateur Mike Duffy à

rembourser ses dépenses. Le chef de cabinet de l'époque de Stephen Harper, Nigel Wright, a finalement signé un chèque personnel de 90 000\$ au sénateur Duffy. Les deux hommes sont maintenant soupçonnés de corruption, de fraude et d'abus de confiance. M. Perrin était le conseiller juridique du premier ministre Harper pendant ces tractations. M^{me} Payne représentait M. Duffy. « Nos règles d'éthique disent qu'un avocat ne doit jamais encourager un client à commettre une infraction », a dit M. Attaran.

— Martin Croteau



PHOTO SEAN KILPATRICK, LA PRESSE CANADIENNE

Nigel Wright

le centre-ville SCINTILLE

VIVEZ UN MOMENT MAGIQUE AU CENTRE-VILLE ET PROFITEZ DE TOUS LES PLAISIRS DU TEMPS DES FÊTES!

COUREZ LA CHANCE DE GAGNER
UNE DE CES JOURNÉES EXCEPTIONNELLES POUR 4 PERSONNES

JOURNÉE BRANCHÉE	avec Bota Bota, Place Ville-Marie, Boris Bistro, Théâtre du Nouveau Monde, Île noire et la STM	JOURNÉE ÉNERGISANTE	avec WWE Live, WOD Sport, Bâton rouge, Alexandre Barrette, l'Abreuvoir et la STM
JOURNÉE DÉCONTRACTÉE	avec Cineplex Divertissement, Atmosphère, En cachette, François Bellefeuille, Mado et la STM	JOURNÉE FAMILIALE	avec le Centre des sciences de Montréal, Complexe Desjardins, Cacao 70, Grands Ballets Canadiens de Montréal et la STM

Pour participer, rendez-vous sur lapresse.ca/centrevillemontreal

Le tirage aura lieu le 16 décembre 2013 aux bureaux de La Presse. La valeur totale approximative des prix est de 6 440 \$. Les lots sont décomposables. Tous les détails sur lapresse.ca/centrevillemontreal.

Logos: Ville-Marie Montréal, Vieux-Montréal, Village, Rouge, 96, LA VITRINE.COM, LA PRESSE

VÉLO VERTICAL
HM6004

299⁹⁹
10¹⁸ PAR MOIS*

D11
399⁹⁹
13⁵⁷ PAR MOIS*

U10 SIMPLE
499⁹⁹
16⁹⁷ PAR MOIS*

VÉLO HORIZONTAL
RC-30

499⁹⁹
16⁹⁷ PAR MOIS*

2.0 AR
699⁹⁹
23⁷⁵ PAR MOIS*

4.0 AR
849⁹⁹
28⁸⁴ PAR MOIS*

ELLIPTIQUE
HM6006

399⁹⁹
13⁵⁷ PAR MOIS*

EX59
699⁹⁹
23⁷⁵ PAR MOIS*

EX-69
899⁹⁹
30⁵⁴ PAR MOIS*



RIEN À PAYER AVANT
«BLACK»
FRIDAY»
SE TERMINE DIMANCHE **MOIS****

TAPIS ROULANT
715T PLUS

399⁹⁹
13⁵⁷ PAR MOIS*

T101
699⁹⁹
23⁷⁵ PAR MOIS*

3.1AT
1099⁹⁹
37³³ PAR MOIS*



BANC D'EXERCICE
SA330

169⁹⁹

SA004N
199⁹⁹

SA350
229⁹⁹
7⁸⁰ PAR MOIS*



CLUB PISCINE SUPER Fitness
www.clubpiscine.ca



ÉCHANGEZ VOS
BONIDOLLARS™ DE VOTRE
CARTE VISA DESJARDINS
POUR UNE
CARTE-CADEAU
CLUB PISCINE SUPER FITNESS

NOUVEAU!

*36 paiements mensuels égaux, avec intérêts. Sous réserve de l'approbation de la Fédération des caisses Desjardins du Québec, achat minimal de 200\$. **Tous les taux d'intérêt annuels indiqués sont sujets à changement. L'offre «Achat par versements égaux reportés» permet de rembourser, par l'entremise d'une carte de crédit émise par la Fédération («la carte»), un achat qui est sans intérêts pendant la période de report déterminée lors de l'achat et qui, à l'échéance de la période de report, devient remboursable au moyen de versements égaux et consécutifs exigibles en mensualités égales déterminées lors de l'achat. Le taux d'intérêt annuel déterminé lors de l'achat et ne dépassant pas 19,9%, s'applique à l'échéance de la période de report. Les mensualités égales sont incluses dans le paiement minimum dû de la carte. Si le paiement minimum dû n'est pas acquitté à l'échéance, le taux d'intérêt annuel de la carte, qui est d'au plus 19,9%, s'applique à la mensualité égale impayée. Le délai de grâce de la carte est de 21 jours sans intérêts, à partir de la mise à la poste du relevé mensuel ou de sa mise en disponibilité en format électronique, pour acquitter le solde total du relevé sans être obligé de payer des frais de crédit, sauf sur les avances d'argent et les chèques. Paiement minimum de la carte constitué de 5% du total : du solde indiqué sur le relevé de la période précédente, des frais de crédit applicables aux achats et mensualités impayés à l'échéance de cette période, des achats courants, avances d'argent et chèques de la période visée par le relevé et des frais de crédit sur les avances d'argent et les chèques; auquel s'ajoutent : la ou les mensualités de la période visée par le relevé, le montant des achats à paiement reporté exigible à la date du relevé, tout montant en souffrance et toute autre somme prévue par le contrat de la carte. Des frais d'adhésion/renouvellement peuvent s'appliquer selon la carte demandée ou utilisée pour procéder à l'achat. Détails en magasin. Les BONIDOLLARS peuvent être échangés à desjardins.com/cataloguebonidollars. MdBONIDOLLARS est une marque déposée de la Fédération des caisses Desjardins du Québec. — Ces promotions ne peuvent être jumelées à aucune autre promotion et sont valables jusqu'au 1^{er} décembre 2013 ou jusqu'à épuisement des stocks. Les produits et promotions peuvent varier d'un magasin à l'autre et ne sont pas applicables dans les Centres de liquidation. — Photos à titre d'illustration seulement. — Malgré le soin apporté lors de l'impression de ce feuillet, certaines erreurs ont pu s'y glisser. Si tel est le cas, nous vous en ferons part dans nos magasins.

EXEMPLES DE FRAIS DE CREDIT			
Taux d'intérêt annuel	Coût pour un cycle de facturation de 30 jours		Coût annuel
SOLDE QUOTIDIEN MOYEN	100 \$	500 \$	100 \$ 500 \$
Achat courant	19,90 %	1,64 \$ 8,18 \$	19,90 \$ 99,50 \$
Achat par versements égaux et achat à paiement reporté	19,90 %	1,64 \$ 8,18 \$	19,90 \$ 99,50 \$

MONDE

LE TOUR DU GLOBE



PHOTO ARCHIVES AP

Belgique Les mineurs et le droit à l'euthanasie

Onze ans après avoir légalisé l'euthanasie pour les adultes, la Belgique s'apprête à l'étendre aux mineurs atteints d'une maladie incurable. La voie est désormais ouverte, après le vote favorable, hier, des commissions de la Justice et des Affaires sociales du Sénat. La Belgique suit ainsi l'exemple des Pays-Bas, où l'euthanasie des mineurs est autorisée pour les enfants de plus de 12 ans dans des circonstances spécifiques.

— AFP



PHOTO ARCHIVES AFP

Russie Coup de filet anti-islamistes

Quatorze hommes qui seraient membres du groupe islamiste At Takfir wal Hijra, lié à Al-Qaïda, ont été arrêtés à Moscou, et une grande quantité d'armes et d'explosifs a été saisie, ont annoncé hier les autorités russes. « Les suspects finançaient cette organisation avec de l'argent provenant d'activités criminelles », selon le ministère de l'Intérieur russe. Le 5 novembre, un autre membre de cette organisation peu connue, soupçonné de recruter des jeunes femmes, a été arrêté dans la proche région de Moscou. — AFP



PHOTO ARCHIVES AFP

RDC Enfants tués lors de rafles policières?

L'UNICEF et la Mission de l'ONU en République démocratique du Congo se sont déclarés hier « alarmés » par des allégations d'exécutions extrajudiciaires de jeunes et d'enfants à Kinshasa, où la police mène une vaste opération « coup de poing » contre les délinquants. « Au moins une vingtaine de personnes, dont 12 enfants, auraient été tuées. Nous demandons que des mesures immédiates soient prises par les autorités congolaises afin de mettre fin à ces actes », a déclaré la MONUSCO. — AFP



PHOTO AFP

Lettonie Crise après la démission du PM

Le premier ministre letton, Valdis Dombrovskis, artisan de l'entrée prochaine de la Lettonie dans la zone euro, a provoqué une crise gouvernementale en annonçant hier sa démission après la catastrophe qui a fait 54 morts, la semaine dernière, à Riga. « Compte tenu de la tragédie du supermarché, il faut un gouvernement qui ait le soutien d'une majorité claire au Parlement. J'assume la responsabilité politique de la tragédie », a dit M. Dombrovskis. — AFP

Nouvelles vagues autour du voile

En France, la Cour donne raison à une garderie qui avait congédié une employée portant le hijab



AGNÈS GRUDA
PARIS

Les tenants de la laïcité pure et dure viennent de remporter une importante bataille en France. Mais le combat n'est pas terminé pour autant.

Dans un jugement qui fera date, la Cour d'appel vient de valider le congédiement de Fatima Atif, employée d'une garderie privée de la banlieue parisienne qui refusait d'enlever son foulard au travail, et qui a donc commis, selon le tribunal, une « faute grave ».

Il s'agit d'un rebondissement majeur dans ce qu'on appelle ici « l'affaire Baby Loup », du nom de la garderie située dans un quartier populaire de Chanteloup-les-Vignes, à une demi-heure de Paris.

Le feuilleton judiciaire dure depuis cinq ans. Deux premières décisions avaient donné raison à la direction de la garderie. En mars 2013, la Cour de cassation a renversé la vapeur, en statuant qu'il s'agissait d'un licenciement discriminatoire et illégal. C'est cette décision qui vient d'être à son tour annulée par la Cour d'appel. Dans une prochaine étape, le dossier a toutes les chances de rebondir une ultime fois devant la Cour de cassation.

La directrice de la garderie, Natalia Baleato, n'avait qu'un mot à la bouche, hier : soulagement. « Toute notre énergie pourra maintenant être portée à notre travail quotidien avec les enfants », s'est-elle réjouie, en conférence de presse, hier matin.

Mais son avocat Richard Malka, et les nombreux supporters qui l'accompagnaient, voient beaucoup plus loin.

« L'affaire Baby Loup soulève un débat de société, et la Cour d'appel a saisi l'importance de ce débat », s'est félicité Richard Malka.

Selon lui, le jugement fait avancer la cause de la laïcité devant le multiculturalisme, au-delà du secteur public. « La Cour considère que nous avons les outils juridiques



La directrice de la garderie privée Baby-Loup, Natalia Baleato, n'avait qu'un mot à la bouche, hier : soulagement.

nécessaires pour restreindre l'expression religieuse dans les entreprises privées », dans la mesure où celles-ci s'appuient sur un « motif légitime », conclut-il à la lecture du jugement.

Ce qui a pesé dans la décision de la Cour d'appel, c'est la nature même des services offerts par Baby Loup, qui a pour mission de « respecter et protéger la conscience en éveil des enfants ». Mais l'avocat Richard Malka imagine

ce jugement pour rejeter, au début du mois de novembre, la candidature d'une bénévole aux cheveux couverts par un foulard.

Histoire emblématique

Depuis cinq ans, l'histoire de Baby Loup est devenue emblématique de deux visions de la laïcité. Une de ces visions bénéficie du soutien de la majorité de la population. La France interdit déjà les signes religieux dans les écoles publi-

encore la féministe Elisabeth Badinter – qui agit aussi comme marraine de Baby Loup – se sont insurgés contre cette décision.

« Nous sommes dans une heure de vérité où la laïcité doit être consolidée et réaffirmée », affirmaient-ils dans une pétition, signée par 60 personnalités.

Ces partisans d'un renforcement du modèle laïque français ont senti le vent tourner de leur côté, hier. Mais au Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), qui a soutenu Fatima Atif dans sa bataille contre la direction de Baby Loup, l'humeur est plutôt sombre. « Je crains que cette décision n'ait un impact sur les salariées musulmanes voilées, alors qu'il est déjà très difficile de se faire embaucher quand on porte le voile », s'inquiète Lila Sharef, responsable juridique de l'organisme.

Celle-ci craint aussi que cette décision n'ajoute « de nouveaux facteurs de légitimité à l'hostilité » dont souffrent, selon elle, les femmes voilées en France. Le CCIF a dénombré depuis six mois une vingtaine de cas d'agressions contre les femmes portant le hijab.

« Je crains que cette décision n'ait un impact sur les salariées musulmanes voilées, alors qu'il est déjà très difficile de se faire embaucher quand on porte le voile. »

— Lila Sharef, du Collectif contre l'islamophobie en France

que des entreprises privées pourraient invoquer d'autres raisons, comme la sécurité ou le contact avec le public, pour se doter d'un règlement interdisant les signes religieux ostentatoires – ce qui, dans le contexte français, signifie essentiellement le foulard islamique.

D'ailleurs, Les restos du cœur, réseau caritatif fondé par Coluche, n'a pas attendu

ques. Selon les sondages, plus de 8 Français sur 10 croient que cette restriction devrait être étendue aux garderies.

Le jugement de la Cour de cassation, qui a annulé le congédiement de Fatima Atif, au printemps dernier, avait d'ailleurs soulevé une véritable tempête. Des gens comme Harlem Désir, secrétaire général de SOS Racisme, le philosophe Alain Finkielkraut, ou

L'AFFAIRE BABY LOUP

2008 : Au retour d'un congé de maternité, Fatima Atif est congédiée parce qu'elle refuse de retirer son foulard islamique au travail. Elle conteste son licenciement. La Haute Autorité de lutte contre les discriminations (HALDE) blâme la direction de la garderie.

Novembre 2010 : L'employée est déboutée devant le Conseil de prud'hommes.

Octobre 2011 : La Cour d'appel de Versailles valide le congédiement.

19 mars 2013 : La Cour de cassation rend un jugement qui infirme les deux décisions précédentes. Selon elle, le congédiement était discriminatoire et illégal.

27 novembre 2013 : La Cour d'appel rejette la décision de la Cour de cassation et confirme la légalité du congédiement de Fatima Atif. Celle-ci envisage de retourner devant la Cour de cassation. Le cas échéant, celle-ci devrait alors rendre son jugement en plénière, faisant appel à l'opinion de tous ses juges.

Cette bataille judiciaire n'est pas près d'être terminée. Dans une rarissime entrevue accordée récemment au *Nouvel Observateur*, la principale concernée, Fatima Atif, qui partage dorénavant sa vie entre la France et le Maroc, s'est dite « dépassée par toute cette polémique », mais prête à aller jusqu'aux tribunaux européens pour faire valoir ses droits.

En attendant, cinq années de tensions ont eu raison d'une garderie novatrice, qui accueille les enfants 24 heures sur 24, dans un quartier de HLM abritant des familles pauvres, souvent monoparentales. Baby Loup fermera ses portes en décembre, dans l'espoir de déménager dans une ville voisine au printemps.



PRÉSENTE

Le Marché Casse-Noisette

TOUS VOS CADEAUX, UNE BONNE CAUSE

CHACQUE EXPOSANT VERSERA 10 % DE SES VENTES AU FONDS CASSE-NOISETTE POUR ENFANTS DES GRANDS BALLETS

28 NOVEMBRE - 8 DÉCEMBRE 2013
PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

MARCHECASSENOISETTE.COM

BOMBAY[®]



LES SOLDES DU
VENDREDI NOIR
DE FIN DE SEMAINE DÉMARRENT
AUJOURD'HUI !

PROMO SANS TAXES

ÉCONOMISEZ LE MONTANT DES TAXES
SUR VOTRE ACHAT![†]



**6 MOIS, SANS INTÉRÊT AVEC
PAIEMENTS MINIMAUX[§]**
sur les achats de 500\$ ou plus traités avec votre carte de crédit BOMBAY^{**}

Décarie, coin Jean-Talon
514 341 4927

Centre Rockland
514 344 4688

Les Galeries d'Anjou
514 352 7696

Place Ste-Foy
418 651 7664

Carrefour Champêtre, Bromont
450 534 0611

Le Carrefour Laval
450 978 5362

Kirkland
514 428 0606

Faubourg Boisbriand
450 419 5609

Quartier Dix30
450 462 2535

Galeries des Sources
514 683 2722

bombay.ca

[†]Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre promotion ou coupon-rabais. [§]Période promotionnelle de 6 mois sans intérêts avec paiements minimaux : Sous réserve de l'approbation du crédit pour les détenteurs de la carte de crédit Bombay. Un achat minimal de 500 \$ est exigé. Un paiement mensuel équivalent au plus élevé de 15 \$ ou de 3.5% de votre solde est exigé durant la période promotionnelle. Les intérêts calculés au taux privilégié s'accumulent sur le solde impayé à compter de la date de l'achat. Si le montant de l'achat et tous les frais facturés à l'égard de l'achat ne sont pas payés avant la date d'échéance de la promotion, les intérêts accumulés sont exigibles et ajoutés à votre solde. Si durant la période promotionnelle vous n'effectuez pas un paiement minimal exigé, l'offre promotionnelle sera annulée et les intérêts accumulés sont exigibles et ajoutés à votre solde. Le solde impayé sur l'offre promotionnelle sera chargé des intérêts au taux privilégié jusqu'à ce que le solde soit payé en entier. Le taux privilégié est de 29.9%. Pour de plus amples détails, demandez à un(e) associé(e). ^{**} Toutes les options de financement sont offertes sous réserve de l'approbation du crédit.

MONDE

BURUNDI

Un samedi à Bujumbura

En 1993, le Burundi – petit pays d'Afrique de l'Est, voisin du Rwanda – a sombré dans une guerre civile opposant l'ethnie hutue majoritaire et la minorité tutsie. Depuis la signature d'un accord de paix en 2005, tous travaillent ensemble à reconstruire le pays. Mais les cicatrices du conflit sont encore bien visibles.

ÉMILIE CLAVEL
COLLABORATION SPÉCIALE

BUJUMBURA, Burundi — Dans le quartier de Kamenge, dans le nord de la capitale, quelques centaines de citoyens s'affairent à nettoyer un caniveau bloqué par la boue et les ordures. Au Burundi, c'est ainsi que commencent tous les samedis: de 7h30 à 10h30, les citoyens sont tenus de participer à des «travaux d'intérêt général». Les commerces ferment et toute circulation est interdite.

Depuis leur instauration en 2006 par le président Pierre Nkurunziza, ces travaux ont servi à construire cliniques et écoles, dont le pays avait grandement besoin après une décennie de guerre civile. Ils ont aussi contribué à réconcilier une population déchirée.

« C'est un endroit où les gens ne font pas que parler des divisions ethniques. Hutus et Tutsis travaillent ensemble », souligne Phil Clark, spécialiste des processus de réconciliation post-génocides et professeur à l'Université de Londres.

Aujourd'hui, cependant, la participation aux travaux faiblit. À peine à deux coins de rue du caniveau bloqué, un groupe de jeunes hommes dispute un match de basketball. « Parfois, la police les embarque pour les amener aux travaux, mais c'est plutôt rare », explique Clément (nom fictif), résidant de Bujumbura qui a accepté de nous servir de guide. Comme la participation n'est officiellement pas



PHOTO REUTERS

Instaurés par le président du Burundi Pierre Nkurunziza (au centre) en 2006, les travaux d'intérêt général sont l'occasion pour Hutus et Tutsis d'échanger et de reconstruire leur pays, ensemble.

encadrée par aucune loi, plusieurs citoyens choisissent de rester à la maison.

Chanson de propagande

À Kamenge, beaucoup des personnes présentes arborent des t-shirts à l'effigie des Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), le parti au pouvoir depuis 2005. Une chaîne stéréo diffuse une musique entraînante, dont les paroles sont en

blanches, il s'arme d'une pelle et descend dans le caniveau pour aider les autres hommes à en retirer la boue.

Peu à peu, le rassemblement prend des allures de fête de quartier. Très vite, on dénombre plus de spectateurs que de travailleurs. Déposant sa pelle, ses habits toujours immaculés, le maire vient discuter avec un petit groupe de citoyens. « Les travaux sont un succès, assure-

Mutanga, dans le sud de la capitale », lance fièrement Oswald, à quelques pas du maire. Selon un journaliste local, les cadres du CNDD-FDD sont quant à eux répartis dans le pays, et s'exposent à des sanctions en cas d'absences répétées.

Des destins entrelacés

Fierté du président burundais, les travaux d'intérêt général ont en fait débuté au

UN DRAME OUBLIÉ

« Le Burundi est souvent oublié dans l'ombre du Rwanda, même 20 ans après les génocides », déplore le professeur Phil Clark. Latentes depuis l'époque coloniale, les tensions interethniques ont dégénéré au Burundi en octobre 1993, lorsque le Hutu Melchior Ndayaye, premier président démocratiquement élu depuis l'indépendance, a été assassiné par des extrémistes tutsis. Dans les mois qui ont suivi, alors que la communauté internationale avait les yeux rivés sur le Rwanda, le Burundi a sombré dans une guerre civile qui a duré jusqu'en 2005 et qui a fait plus de 300 000 morts.

— Émilie Clavel

Après la guerre, le gouvernement burundais a instauré des quotas assurant une représentation équilibrée des deux ethnies au sein du Parlement, de la fonction publique et de l'armée, tandis que le Rwanda a choisi de prôner une « identité nationale » et de contester la distinction ethnique.

« Au Rwanda, le Front patriotique – formé de Tutsis – est incontesté comme héros du conflit et a 100 % du contrôle politique, explique Phil Clark. Au Burundi, la situation politique est beaucoup plus chaotique. On tente de satisfaire Hutus et Tutsis, et tout le monde marche sur des œufs. »

Le professeur attend avec impatience la mise sur pied de la Commission de vérité et réconciliation du Burundi. À l'état de projet depuis l'an 2000, cette commission doit faire la lumière sur les crimes commis durant le conflit.

« Tant qu'il n'y aura pas eu de dialogue honnête sur le passé, il ne pourra pas y avoir de paix durable. » En attendant, les Burundais devront se contenter des matinées du samedi pour réapprendre à vivre ensemble.

kirundi. « Ce sont toutes des chansons vantant le parti. Les travaux sont devenus un outil politique, réservés aux supporters du CNDD-FDD », estime Clément, qui avoue lui-même n'avoir jamais participé auparavant.

Il montre un 4x4 blanc qui se fraie lentement un chemin à travers la foule. À son bord, le maire de Bujumbura, Saidi Juma, est tout sourire. Vêtu d'une veste et d'une casquette

t-il. C'est une occasion pour les citoyens de se réunir et de discuter de ce qui ne va pas dans leur communauté. »

Toutefois, en discutant avec les participants, on constate que plusieurs viennent d'autres coins de la capitale, voire du pays. Chaque semaine, ils se rendent en masse dans un quartier pré-déterminé, où les attendent caméramans et photographes. « Samedi dernier, j'étais à

Rwanda, où ils ont lieu le dernier samedi du mois. « Comme les deux pays ont un passé similaire, le Burundi et le Rwanda s'inspirent beaucoup l'un de l'autre », souligne Phil Clark.

Toutefois, les deux pays adoptent des attitudes diamétralement opposées lorsqu'il est question d'ethnicité. Alors que le sujet est tabou au Rwanda, les Burundais s'affichent ouvertement comme Hutu ou Tutsi.

« Les travaux sont un succès. C'est une occasion pour les citoyens de se réunir et de discuter de ce qui ne va pas dans leur communauté. » — Saidi Juma, maire de Bujumbura

ITALIE

Berlusconi chassé du Parlement

AGENCE FRANCE-PRESSE

ROME — Au centre de la vie politique italienne depuis deux décennies, Silvio Berlusconi a été chassé hier du Parlement après une condamnation pour fraude fiscale.

En fin d'après-midi, le président du Sénat, Pietro Grasso, a annoncé la fin d'une série de votes techniques qui ont débouché sur l'éviction du Cavaliere, ce qui met fin à 20 ans de présence ininterrompue sur les bancs du Parlement.

L'issue des scrutins qui ont fait suite à une longue journée de débats était connue puisque la gauche et le Mouvement cinq étoiles de l'ex-comique devenu politicien, Beppe Grillo, unissaient leurs voix pour voter la destitution de Berlusconi.

Le vote est le résultat d'une loi adoptée en 2012 prévoyant l'inéligibilité pendant six ans de tout élu condamné à une peine de plus de deux ans de prison (le Cavaliere s'est vu infliger quatre ans, dont trois annulés par une amnistie).

La destitution de M. Berlusconi n'aura a priori pas d'impact sur le gouvernement gauche-droite d'Enrico Letta qui peut compter sur la fidélité de ses ministres de droite et de 50 parlementaires ex-berlusconiens regroupés sous l'appellation Nouveau Centre droit.

Jusqu'au dernier moment, Silvio Berlusconi a tenté d'éviter son humiliante expulsion en présentant de « nouvelles preuves » pour demander une révision du procès Mediaset qui a abouti à sa première condamnation définitive en 20 ans d'ennuis judiciaires.

Le Cavaliere a en outre déposé des recours devant la Cour européenne des droits de l'homme.

La gauche et le Mouvement cinq étoiles de l'ex-comique Beppe Grillo ont uni leurs voix pour voter la destitution de Berlusconi.

Hier, il s'est dit convaincu qu'il obtiendrait « un renversement total des décisions qui aboutiront à un non-lieu complet ».

Populaire malgré tout

Sur le plan politique, M. Berlusconi restera à la tête de son parti refondé Forza Italia.

En cas d'élections anticipées, de récents sondages démontrent qu'il obtiendrait, avec ses alliés de droite, de 34,5 à 37 % des voix contre de 31 à 33 % pour le centre gauche.

GRANDE-BRETAGNE

Esclaves d'une « secte » maoïste durant 30 ans

AGENCE FRANCE-PRESSE

LONDRES — L'enquête sur la découverte de trois femmes – malaisienne, irlandaise et britannique – retenues pendant près de 30 ans au domicile d'un couple, dans un quartier multiethnique de Londres, s'apparente à une plongée dans l'univers bizarroïde d'une quasi-secte maoïste des années 70.

Pour la première fois depuis le début de cette affaire, les enquêteurs ont pu interroger hier le trio libéré il y a un mois. Jusqu'à présent, les experts en traumatisme n'avaient pas donné leur feu vert, à indiqué la police, qui veut désormais mieux « comprendre » ce qui s'est passé.

Des éléments ont surgi de Malaisie, où la police a confirmé hier que l'une de ces trois femmes était Siti Aishah Abdul Wahab, une Malaisienne de 69 ans.

Celle-ci avait quitté son pays à la fin des années 60 avec son fiancé malaisien pour aller étudier au Royaume-Uni, mais le couple avait rompu et la famille avait perdu sa trace, a raconté son beau-frère, Mohamad Noh Mohamad Dom.

Sous l'emprise d'un « gourou »

Selon les médias britanniques, ceux que l'on soupçonne d'être les auteurs



PHOTO MOHD RASFAN, AGENCE FRANCE-PRESSE

Hasnah Abdul Wahab tient une vieille photo montrant sa jeune sœur, Siti Aishah Abdul Wahab. Cette dernière a été séquestrée dans une demeure située en plein cœur de Londres, et ce, durant près de 30 ans.

de ces séquestrations, Aravindan Balakrishnan, un homme de 73 ans d'origine indienne, et Chanda, sa femme d'origine tanzanienne de 67 ans, avaient fondé dans le quartier multiethnique de Brixton, l'Institut des travailleurs sur la pensée du marxisme-léninisme-Mao Tsé-Tung. Un collectif qualifié de « secte » par la presse.

Un professeur de l'Université d'Oxford, qui a étudié le mouvement dans le cadre de sa thèse, a conclu qu'Aravindan Balakrishnan avait le pouvoir d'un « gourou ». « Si Mao avait été Dieu, alors il

aurait été le pape », a ajouté un ancien militant.

« Camarade Bala » interprétait les « oracles » maoïstes dans une atmosphère fervente et assurait à ses fidèles que l'Armée populaire de libération de Chine devait procéder à une invasion révolutionnaire du Royaume-Uni en 1980.

Les trois femmes, dont la libération des griffes du couple a suscité la stupeur en Grande-Bretagne, étaient respectivement des militantes de cette secte pour les deux premières et une fille de militante pour la plus jeune, une Britannique de 30 ans.

LES AILES DE LA MODE

VENDREDI FOU VENTE FLASH!

Ouverture à
7:00 am
Vendredi Fou
le 29
Novembre!

Du 29 Novembre au 2 Décembre

ÉCONOMISEZ
DANS TOUT
LE MAGASIN

jusqu'à

80%

de rabais



CANADA weather gear

DESSINÉ AU CANADA

SUPER TRIPLE GOOSE

Hommes & Femmes
Manteaux en duvet

VENTE FLASH!

50\$

comparé à 150\$

Quantité limitée 1 par client Jusqu'à épuisement des stocks!

CADEAU GRATUIT

Avec tout achat de vêtements d'extérieur 49,99\$ et plus.
Valeur du cadeau de 20\$. Valable avec ce coupon 28 Nov. au 2 Dec. 2013

Ouverture à
7:00 am
Vendredi Fou
le 29 Novembre!

VENTE D'UN JOUR VENTE FLASH!

Veuillez utiliser
l'entrée
du stationnement

Incroyables
aubaines
de la journée à

10\$

comparé à
jusqu'à 50\$

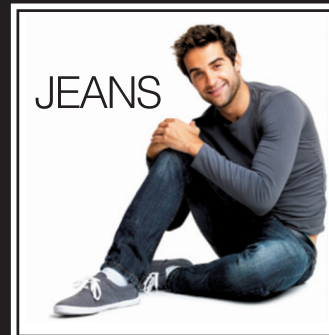
Arrivez ici
tôt, pour en
profiter



10\$ Haut à Capuchon à Motif de Personnage Amusant
chaque Comparé à 19,99\$



10\$ Pour Femmes Chandails
chaque Comparé à 29\$



10\$ Pour Hommes Jeans Designer
chaque Comparé à jusqu'à 29\$



10\$ Pour Femmes Athletica Haut & Pantalon en Velour
Obtenez un ensemble pour 20\$
chaque Comparé à 19,99\$



10\$ Pour Hommes Le Pantalon Athlétique
chaque Comparé à 19,99\$



10\$ Pour Hommes Vestes en Polaire
chaque Comparé à 49\$



10\$ Pour Femmes Jeans Designer
chaque Comparé à 29\$



10\$ Pour Femmes Le Pantalon Détente Imprime
chaque Comparé à 29\$



10\$ Pour Hommes Chandails
chaque Comparé à 39,99\$



10\$ Pour Femmes Vestes en Polaire
chaque Comparé à 49\$

AILES

LES AILES DE LA MODE

CENTREVILLE
COMPLEXE LES AILES
677 STE-CATHERINE OUEST

BROSSARD
MAIL CHAMPLAIN
2151 BOUL LAPINIÈRE

NOUVEL EMPLACEMENT!
CHATEAUGUAY
CENTRE RÉGIONAL
200 BOUL D'ANJOU

NOUVEL EMPLACEMENT!
DRUMMONDVILLE
PROMENADES DRUMMONDVILLE
755 BOUL RENE LEVESQUE

STE-FOY
PLACE STE-FOY
2450 BOUL LAURIER

* La sélection peut varier par magasin. 50% de rabais styles sélectionnés Des exceptions peuvent s'appliquer, voir détails en magasin. * Ne peut pas être jumelé avec une autre offre.

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAL

Le cas Lapointe



ANDRÉ PRATTE
 apratte@lapresse.ca

Dans son rapport publié hier, le Vérificateur général du Québec (VGQ) critique sévèrement la gestion de Tourisme Montréal et, en particulier, la rémunération et les dépenses de celui qui a présidé l'organisme pendant 24 ans, Charles Lapointe. Certaines des observations de Michel Samson sont pertinentes. D'autres manquent de réalisme et de nuances.

Le rapport du VGQ juge la politique de rémunération de Tourisme Montréal à l'aune des barèmes du secteur public, soulignant que «75 % de ses revenus proviennent du gouvernement du Québec». Ce n'est pas exact. Tourisme Montréal tire 70 % de ses revenus de la

Il semble que le sens éthique de l'ex-PDG de Tourisme Montréal se soit émoussé au fil de ses 24 années de service.

«taxe spécifique sur l'hébergement» prélevée, à la demande de l'industrie hôtelière de la métropole, auprès de sa clientèle. La totalité des fruits de cette taxe revient à Tourisme Montréal. Il ne s'agit donc pas, à proprement parler, de «fonds publics»; d'autant plus que 70 % des gens qui paient ladite taxe viennent de l'extérieur de la province.

Le VGQ estime excessive la rémunération du PDG de Tourisme Montréal, la comparant à celle des patrons d'autres associations touristiques régionales et de hauts fonctionnaires. La comparaison ne tient pas. Il tombe sous le sens que le patron

de Tourisme Montréal gagne beaucoup plus que son homologue de l'Association touristique de Chaudière-Appalaches. Pour établir le salaire et les avantages de M. Lapointe (et de son successeur), Tourisme Montréal a fait faire des études de marché par une firme spécialisée. À l'échelle de celle versée à ses homologues d'autres grandes villes nord-américaines, la rémunération établie pour le PDG montréalais n'a rien d'exagérée.

De même, il est irréaliste d'exiger que, en matière de dépenses de voyage, le président de Tourisme Montréal se conforme aux normes établies pour les sous-ministres. Les grands hôtels des métropoles d'Asie et d'Europe qu'il doit visiter n'ont tout simplement pas de chambres à 250 \$ la nuit.

Cela dit, la vérification a découvert des failles dans la gestion de Tourisme Montréal et de graves erreurs de jugement de Charles Lapointe. Particulièrement troublant: le fait que M. Lapointe a réclamé des déductions fiscales pour 64 000 \$ de dons de charité alors qu'en réalité, ces dons lui avaient été remboursés par son employeur. Également déplorable: le fait que M. Lapointe a, pendant six ans, reçu une allocation de 10 800 \$ pour une voiture alors que Tourisme Montréal lui fournissait une automobile. Enfin, il était certainement déraisonnable qu'outre les deux années de salaire reçues au moment de son départ, l'ex-PDG se voie garantir des contrats de consultation, un bureau et une secrétaire pour trois ans suivant sa démission.

Il semble que le sens éthique de M. Lapointe se soit émoussé au fil de ses nombreuses années de service. De même pour la vigilance du conseil d'administration de Tourisme Montréal à l'égard des avantages consentis à leur vieux compagnon de route. La réputation de Charles Lapointe en sort ternie. Dommage, car on ne saurait contester l'importance du travail qu'il a accompli pour promouvoir Montréal.

OPINION

Une allégorie de notre monde



SÉBASTIEN DOANE
 L'auteur est chargé de cours à la Faculté de théologie et de sciences religieuses de l'Université de Montréal et doctorant à l'Université Laval.

Les critiques du deuxième film de la série *Hunger Games* sont assez élogieuses, avec raison. Pourtant, en ce qui a trait au message transmis, la plupart des analyses passent à côté d'un élément essentiel.

Certains évoquent l'importance de ne pas se conformer à la masse, de s'habiller comme on le



PHOTO LIONSGATE
 Une scène tirée du film *The Hunger Games: Catching Fire*

veut, d'autres, de foncer, d'aller au bout. Pourtant, un élément majeur est très peu discuté: *Hunger Games* est une allégorie économique et politique de notre monde. Un petit nombre de personnes (la capitale) possède la majorité des ressources grâce aux colonies dont les habitants doivent travailler dans des conditions inhumaines. Les colonies ne sont là que pour assouvir le besoin de richesse insatiable des gens de la capitale. Le système reste en place grâce à l'usage de la violence pour mater les révoltes.

Cette allégorie est interpellée le spectateur occidental. Nous sommes du côté des riches et des puissants qui exploitent les pays plus pauvres pour profiter

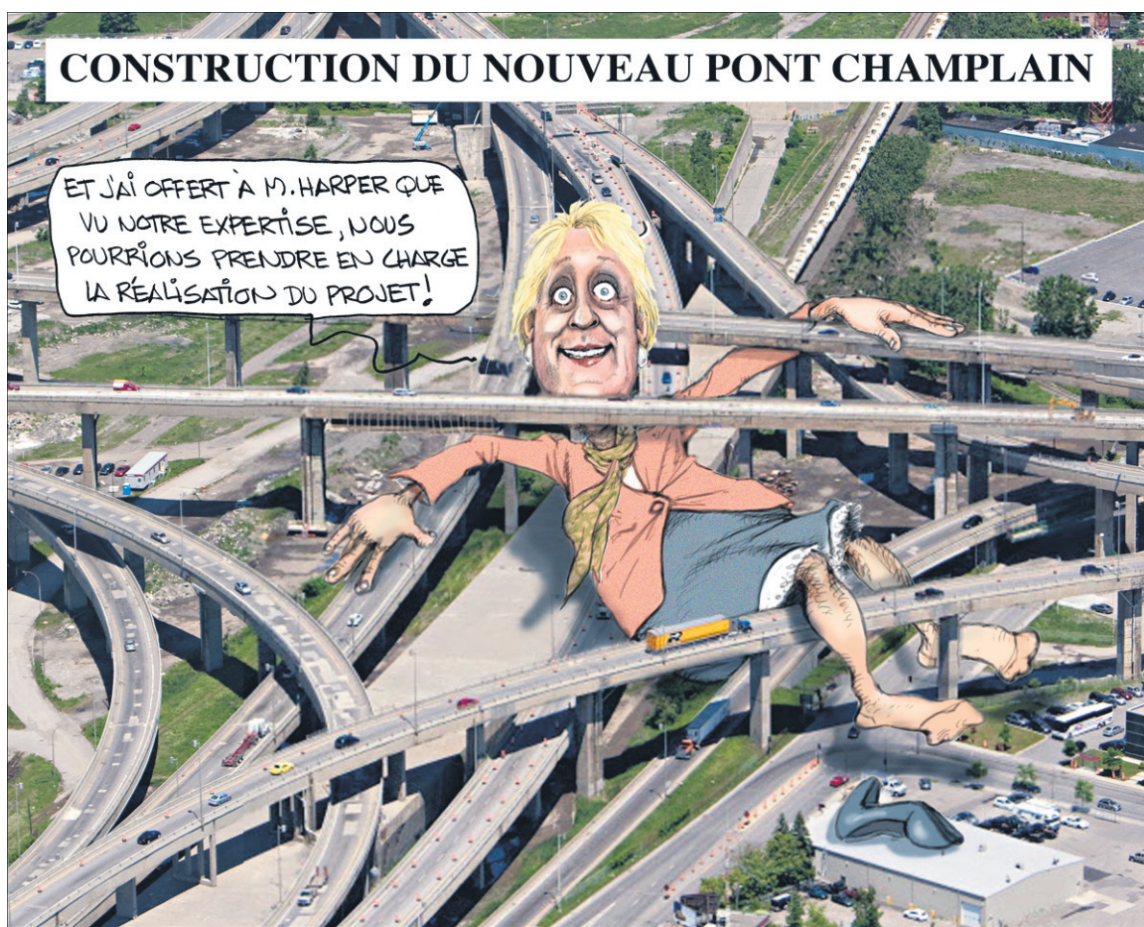
de leurs ressources en renforçant de plus en plus la sécurité.

Par exemple, presque la moitié des compagnies minières au monde sont canadiennes. Celles-ci vont dans des pays d'Amérique latine pour exploiter les ressources de ces pays sans respecter les normes environnementales ou les droits des humains qui y habitent. Au Québec, la volonté populaire a réussi à empêcher l'exploitation des gaz de schiste, mais dans des pays comme l'Équateur, les compagnies arrivent et partent sans que la population locale puisse faire quoi que ce soit.

Dans des pays comme la Bolivie, ce sont des milliers d'enfants qui travaillent dans

des mines dans des conditions horribles qui mettent constamment leur vie en danger. Et pour qui le font-ils? Pour nous. Sans le savoir, nous sommes actionnaires de ces compagnies minières par nos fonds de pension.

Le film est construit afin que le spectateur développe une sympathie pour Katniss et les gens des colonies qui souffrent de l'oppression de la capitale. Pourtant, notre situation sociale est beaucoup plus proche de ceux qui lui font violence. Lorsque vous irez voir ce film, laissez-vous interpellé, et peut-être que le futur de notre planète ressemblera moins à ce qui est illustré dans la série *Hunger Games*.



DROITS RÉSERVÉS/serge.chapleau@lapresse.ca

DEBATS@LAPRESSE.CA

Restez chez vous!

La mesure la plus importante, la moins coûteuse et la plus facile à mettre en place pour alléger la circulation sur la Rive-Sud a été oubliée: le télétravail. Les deux paliers de gouvernement devraient intervenir afin de permettre que leurs employés puissent travailler à distance, si leurs tâches le permettent. À la société d'État qui m'emploie, nous sommes des milliers à occuper un poste compatible avec le travail à la maison. Pourtant, cela nous est interdit. Une telle politique aurait un impact très important sur la circulation et les transports en commun. Pour en estimer l'efficacité, il n'y a qu'à songer au congé du 11 novembre, alors que seuls les employés fédéraux et ceux des banques, sont en congé; la circulation est pratiquement fluide. Cette mesure, en plus de soigner l'environnement et la qualité de vie des employés, aurait peu d'inconvénients. Laissons les routes à ceux qui ont vraiment besoin de se déplacer!

Sylvie Richard

Un service impeccable

Mardi matin, je devais prendre l'autobus de la société de transport CIT Richelain, qui dessert notamment La Prairie, pour me rendre à Montréal. Compte tenu de la situation au pont Champlain, j'avais beaucoup d'appréhension quant à la durée du trajet. Or, la société de transport avait dévié ce circuit vers le métro Longueuil, plutôt que de passer par le pont Champlain. Quelle bonne idée! Je suis arrivée au métro Longueuil sans problème où du personnel efficace et très aimable nous indiquait comment accéder au métro et passer les guichets sans payer un deuxième passage. Mon trajet a pris moins de temps qu'à l'habitude. Je salue l'initiative qui a été prise, le travail

de coordination entre les différentes sociétés de transport, de même que le personnel qui a été sollicité très rapidement à la suite de la fermeture de la deuxième voie sur le pont. Un service impeccable et efficace.

Joanne McKenzie, La Prairie

Les nouvelles mènent à tout

Ainsi, Philippe Schnobb n'a apparemment pas la compétence d'être le patron de la STM. Bon... d'accord. Que dire maintenant de MM. Drainville et Duchesne, qui sont devenus ministres, oui ministres, avec à peu près les mêmes «compétences»? Au diable les diplômés universitaires et l'expérience, il faut être lecteur de nouvelles pour se mériter un poste dans l'administration des affaires publiques. La facilité l'a emporté sur la compétence, c'est incontestable!

Daniel Fortin, Île-des-Sœurs

Scénario connu

La dernière pirouette du gouvernement Marois nous confirme le scénario habituel: promettre un redressement des finances avant une élection, trouver un trou financier après l'élection, annoncer un surplus vers la fin du mandat électoral et, à l'horizon du scrutin suivant, faire la liste des raisons pour lesquelles le budget sera équilibré après la prochaine élection. Étant retraité, j'ai vu ce scénario se répéter beaucoup trop souvent et je suis confiant qu'il se répètera encore. Comme nos élus semblent dépenser nos impôts pour s'assurer d'être réélus, garantissant ainsi leurs revenus de retraite, ne serait-il pas raisonnable de lier leur fonds de pension à leur efficacité dans la gestion nos impôts? Annulons les avantages de la pension aux élus lorsqu'au terme de leur mandat électoral,

le gouvernement est déficitaire. Les pratiques financières et politiques seront beaucoup plus saines.

André Malo, Boucherville

L'arnaque de la LNH

Rogers vient de payer 5,2 milliards pour 12 ans, alors que la LNH a accepté en 2011, une entente de 10 ans pour deux milliards avec NBC. L'apport canadien à la Ligue sera donc de 433 millions par année, dont 200 millions provenant du réseau américain, alors qu'il n'y a que sept équipes établies au Canada et 23 chez l'Oncle Sam. Les citoyens canadiens paient donc 7 \$ pour chaque dollar versé du côté américain en droits de télévision de la LNH. Cela pour voir chaque année une équipe des États-Unis parader avec la Coupe Stanley. Notre fol amour du hockey nous rend vraiment vulnérables à l'arnaque.

Jacques P. Morin, Saint-Hyacinthe

Augmentation indécente

Selon certains, les députés siégeant à l'Assemblée nationale seraient sous-payés. Dans les faits, un député gagne 88 000 \$. Je parle du simple député, celui qui n'a aucune autre responsabilité que celle de nous représenter. Je sais qu'il s'agit ici d'une fonction importante, mais 88 000 \$ par année, pour approuver des décisions déjà longuement étudiées par un bataillon de fonctionnaires, c'est très bien rémunéré. Si nos élus considèrent qu'il faut augmenter leur salaire, qu'ils se déplacent en groupe, tous partis politiques confondus, et visitent quelques soupes populaires ou banques alimentaires. Il est possible qu'ils comprennent que leur proposition d'augmenter leur salaire est complètement déconnectée de la réalité.

Jean Chenay, Sherbrooke

LA PRESSE

LE BLOGUE QUEL AVENIR POUR MONTRÉAL?

Schnobb à la STM: le problème n'est pas la partisanerie...

par François Cardinal

LA QUESTION DU JOUR

Croyez-vous que la super-poutre qui sera installée sur le pont Champlain règlera le problème de la poutre défectueuse ou si son installation risque d'endommager davantage le pont?

Oui > 28% Non > 32% Je ne sais pas > 39%
 Résultats à 16h57, hier > 9813 répondants

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca
VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? Écrivez-nous à debats@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070 commentaires@lapresse.ca ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453 www.lapresse.ca/abonnement PUBLICITÉ 514.285.6931
 PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363 pettesannonces@lapresse.ca DÉCÈS 514.285.6816 deces@lapresse.ca CARRIÈRES 514.285.7320 carrieres@lapresse.ca

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, Inc. dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 500, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de l'imprimerie Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

À BIEN Y PENSER

Depuis quelques jours, la STM distribue par milliers des titres de transport gratuits, afin d'alléger la circulation routière. C'est bien. Toutefois, ce cadeau est frustrant pour les usagers réguliers du transport en commun, abonnés à l'année, qui paient leur carte Opus au plein montant depuis des années. Il est vrai qu'un mois leur est offert gratuitement, mais qui n'a pas quelques semaines par année sans avoir besoin du transport en commun?

— Irène Robitaille, Longueuil

DÉBATS

L'effet Trudeau



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Un bon score pour les libéraux, un score inquiétant pour les conservateurs, un score décevant pour le NPD... Tels sont les faits saillants des quatre élections partielles de lundi.

Le PLC a vu ses appuis monter considérablement dans deux circonscriptions manitobaines que le Parti conservateur aurait dû conserver très facilement. Dans Provencher, le PLC a quadruplé son vote de 2011, tandis que dans la circonscription voisine de Brandon-Souris – un fief «bleu» depuis des décennies, le candidat conservateur est venu à un cheveu de mordre la poussière aux mains du libéral, le PLC passant d'un vote de 5 % en 2011 à 43 % lundi dernier!

Les deux candidats libéraux manitobains n'étant pas particulièrement renommés, et ne disposant même pas d'une organisation locale solide, il faut attribuer leurs victoires morales à l'« effet Trudeau ».

Un bon score pour les libéraux, un score inquiétant pour les conservateurs, un score décevant pour le NPD...

Le chef libéral est plus efficace sur les tribunes électorales, où il peut se contenter de livrer des petits discours « inspirants » qu'à la Chambre des communes, où son immaturité politique le fait apparaître le plus souvent comme un poids léger.

Camouflet supplémentaire pour le gouvernement Harper, les électeurs manitobains semblent avoir accordé plus d'importance à ses mauvais coups (scandale Duffy et *tutti quanti*) qu'à ses bons coups, comme le libre-échange avec l'Europe, une politique favorable, entre autres, aux exportateurs agricoles de l'Ouest. Les Manitobains n'ont même pas remercié le gouvernement d'avoir adopté deux mesures qu'ils réclamaient à cor et à cri, l'abolition du registre des armes à feu et de la Commission canadienne du blé...

On a beau dire qu'une élection partielle obéit à des lois particulières (il s'agit souvent de punir momentanément un gouvernement qu'on aurait par ailleurs réélu s'il s'était agi d'élections générales), il reste que le PC a de quoi s'inquiéter.

Le NPD également, car on aurait pu s'attendre à ce qu'il fasse bien meilleure figure dans les deux circonscriptions que le PLC a remportées haut la main. Dans Toronto-Centre, le NPD avait une bonne candidate en la personne de la journaliste de gauche Linda McQuaig.

Dans Viau aussi, où la néo-démocrate Stéphane Moraille était bien plus intéressante que le libéral Emmanuel Dubourg. M^{me} Moraille, une ex-chanteuse de rock devenue avocate, était elle aussi d'origine haïtienne, ce qui en faisait une candidate sur mesure pour une circonscription où nombre d'électeurs viennent de l'île antillaise.

Deux excellentes candidates, donc, avec un surplus la performance vigoureuse du chef Thomas Mulcair en Chambre... Cela aurait dû donner des ailes au NPD, mais ce ne fut pas le cas. M^{me} Moraille n'a même pas mieux fait que le « poteau » que le NPD avait planté dans Viau en 2011, alors que nul ne prévoyait la vague orange.

C'est sans doute à la frustration qu'il faut attribuer la crise de nerfs du chef néo-démocrate au lendemain du scrutin. Justin Trudeau ayant emprunté pour célébrer sa victoire une phrase prononcée par Jack Layton sur son lit de mort (c'est du moins ce que veut la légende propagée par les proches de l'ancien chef), M. Mulcair a crié au crime de lèse-majesté. Du calme! Même un juif ou un athée pourrait fort bien citer une phrase de Jésus-Christ sans que les chrétiens les accusent de désacraliser la mémoire du grand homme!

Paradoxalement, ces résultats contiennent un motif d'optimisme pour les conservateurs. Si le PLC continue à monter et le NPD à descendre, les deux partis se partageant par ailleurs, grosso modo, le même électorat, le PC pourrait facilement se faufiler entre les deux, alors qu'à la veille d'élections générales, les failles des deux leaders d'opposition seraient plus visibles, M. Trudeau étant jugé peu fiable et M. Mulcair, peu aimable...



La plupart des emplois créés au cours des prochaines décennies le seront au sein des villes, dit l'auteur. Sur la photo, le district financier de Shanghai.

PHOTO CARLOS BARRIA, REUTERS

L'ère des villes



JEFFREY D. SACHS
L'auteur est directeur du Earth Institute à l'Université de Columbia.

La municipalité philippine de Tacloban a désormais rejoint la liste croissante des villes – parmi lesquelles la Nouvelle-Orléans, Bangkok, Moscou, New York, Pékin, Rio de Janeiro ou encore Port-au-Prince, pour n'en citer que quelques-unes – frappées ces dernières années par les catastrophes naturelles.

Nombre des plus grandes villes au monde, bâties au bord du littoral ou à proximité de fleuves, sont aujourd'hui confrontées à la menace de la montée du niveau des mers ainsi que de l'intensification des tempêtes. C'est pourquoi il est nécessaire que le nouvel agenda du développement mondial qui se dessine à l'heure actuelle confère aux villes la possibilité de s'inscrire en chefs de file du développement durable au XXI^e siècle.

L'importance des villes dans l'économie mondiale actuelle se révèle sans précédent. Jusqu'à la Révolution industrielle, l'histoire humaine fut principalement rurale. Seulement environ 10 % des individus vivaient dans les villes. À l'heure actuelle, la proportion de citadins avoisine les 53 %, et devrait s'élever jusqu'aux alentours de 67 % d'ici 2050.

La plupart des emplois créés au cours des prochaines décennies le seront au sein des villes, contribuant à la subsistance de centaines de millions de jeunes, et, comme la Chine et le Brésil l'ont

démonstré, permettant de réduire considérablement la misère.

Les municipalités se démarquent également en tant que pôles d'innovation des politiques publiques. Chaque jour, les populations des villes en appellent à leur maire pour assurer les missions nécessaires. Le maire n'est-il pas en effet l'acteur en charge de l'approvisionnement en eau potable, de la collecte des déchets, de la salubrité des logements, de l'infrastructure, de l'aide aux quartiers défavorisés, de la protection contre les catastrophes, ou encore des services d'urgence qu'il s'agit de déployer lorsque ces catastrophes frappent?

Là où les gouvernements nationaux se trouvent souvent paralysés par la politique partisane, les municipalités favorisent l'action et l'innovation.

Il n'est donc pas surprenant que là où les gouvernements nationaux se trouvent souvent paralysés par la politique partisane, les municipalités soient celles qui favorisent l'action et l'innovation.

Les villes sont vouées à se situer en première ligne du combat pour le développement durable. Non seulement elles sont confrontées à des menaces directes, mais ce sont également elles qui disposent des meilleures opportunités d'identifier et de livrer des solutions. En tant qu'entités à forte densité et à productivité élevée, les

villes ont la capacité de fournir un meilleur accès aux différents services – énergie, eau potable, santé, éducation, financement, médias, transports, recyclage ou encore recherche – que ne le peuvent la plupart des zones rurales. Le grand défi des villes consiste toutefois à fournir un tel accès de manière inclusive et durable.

La solution à cette problématique reposera pour une part significative sur les technologies de pointe, parmi lesquelles les systèmes d'information et la science des matériaux. La révolution de l'information et des communications a fait naître le concept de «ville intelligente» qui place ces technologies au cœur des systèmes qui collectent les informations et y répondent: réseaux électriques intelligents, réseaux de transport intelligents (avec la possibilité de véhicules à conduite automatique), ainsi qu'intelligence des constructions et de l'aménagement du territoire.

Les technologies ne constitueront pour autant qu'une partie de la solution. Il appartient aux villes d'optimiser leur gouvernance, de manière à conférer un rôle plus important aux communautés les plus défavorisées et les plus marginalisées, ainsi qu'à permettre une coordination beaucoup plus efficace aux limites des villes lorsque les agglomérations se constituent de multiples municipalités individuelles. La gouvernance métropolitaine se révèle par conséquent cruciale, dans la mesure où les villes intelligentes ne sauraient exister sans la présence de réseaux opérant à l'échelle de l'agglomération.

© Project Syndicate

À la défense du génie-conseil

L'expérience acquise par les grands bureaux mérite d'être sauvegardée et mise à profit



PIERRE-MARIE TROTTIER
Ingénieur à la retraite, l'auteur habite Verdun.

Les grands bureaux de génie-conseil du Québec sont bien mal en point. Eux qui faisaient encore récemment l'orgueil de la nation, fournissaient nombre d'emplois bien payés et rapportaient chez nous une manne de capitaux frais de leurs opérations à l'étranger.

À la révélation des manœuvres corruptrices d'un grand nombre de leurs dirigeants et chargés d'affaires ont succédé l'exposition de la collusion qui existait entre les bureaux pour l'obtention de contrats au Québec et le dévoilement de la surfacturation des services rendus.

Ces révélations ont eu pour conséquence le tarissement des nouveaux contrats de service avec les gouvernements, sans qu'aucune accusation n'ait été portée, sans qu'aucun jugement n'ait été rendu.

Sous la seule pression informelle du public, des municipalités et leurs arrondissements ont reporté des projets et même annulé des contrats existants. Le gouvernement du Québec n'a accordé aucun contrat important d'ingénierie depuis plus d'un an, et même le gouvernement fédéral refuse des contrats aux bureaux d'ingénieurs québécois.

Les plus grands bureaux du Québec vivent depuis près de deux ans de l'équivalent de leurs rentes, privés qu'ils sont de nouveaux contrats domestiques, privés aussi de nouveaux contrats internationaux, puisqu'on peut facilement

comprendre que plus personne à l'étranger ne veut être publiquement associé à des firmes d'ingénieurs québécois.

Plusieurs grands bureaux ont congédié des employés. Il devient de plus en plus évident que, si les conditions ne s'améliorent pas, des bureaux s'apprentent à mettre la clé sous le paillason. Parmi les employés qui restent, certains prennent peur et quittent ou s'apprentent à quitter les navires qu'ils croient en perdition.

Le gouvernement a instauré un registre des contrats publics qui doit garantir la bonne réputation des intervenants aux contrats. La gestion du registre a été confiée à l'Autorité des marchés financiers. Tous les intervenants dans les contrats publics devront un jour y être inscrits.

Le projet de loi 61 ponctionnera les sociétés reconnues coupables, s'attaquant à ceux qui en seront actionnaires au moment du jugement, tandis que les acteurs des fraudes, qui se seront retirés des sociétés, s'en sortiront indemnes et même enrichis.

Pour l'instant, l'inscription n'est obligatoire que pour ceux voulant soumissionner pour les très gros contrats, comme celui pour l'ingénierie de l'échangeur Turcot. Deux ou trois clics sur le site de AMF permettent de constater qu'aucun des grands bureaux de génie québécois n'a encore été inscrit; seules deux grandes sociétés d'ingénierie dont le siège social est situé à l'extérieur du Québec y apparaissent.

De plus, le gouvernement du Québec a déposé son projet de loi 61 qui obligera individus et sociétés à rembourser en

tout ou en partie des sommes obtenues frauduleusement. Le projet de loi semble viser les sociétés plutôt que les acteurs des malversations et il ponctionnera les sociétés reconnues coupables, s'attaquant ainsi à ceux qui en seront actionnaires au moment du jugement. Les acteurs des fraudes, qui se seront retirés des sociétés pour permettre leur inscription au registre des contrats publics, s'en sortiront indemnes et même enrichis.

Les autorités semblent fort peu se soucier de la disparition éventuelle de grands bureaux de génie-conseil québécois. Comme si notre société pouvait se priver de la synergie que les ingénieurs ont développée au sein de leurs équipes de travail. Comme si elle pouvait se priver de l'expérience que les équipes ont

acquise à l'étranger, où nos ingénieurs se collaient aux meilleurs du monde. Comme si elle pouvait faire fi de l'apport d'argent que leurs prestations rapportaient à la collectivité québécoise.

Il est urgent que les ingénieurs, leurs collègues non-ingénieurs et toutes leurs associations professionnelles, se portent à la défense des grandes firmes de génie-conseil. Malgré les fautes passées de certains dirigeants maintenant mis à l'écart, l'expérience acquise par les équipes des grands bureaux mérite d'être sauvegardée et mise à profit.

ACTUALITÉS



Rob Ford

PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

Saga Rob Ford D'autres révélations à venir

De nouvelles informations provenant de l'enquête policière sur le maire de Toronto, Rob Ford, pourront être dévoilées le 6 décembre puisqu'elles sont d'un grand intérêt pour le public, a tranché un juge, hier. La publication d'une partie du document a révélé plus tôt ce mois-ci que d'anciens employés ont soutenu que le maire Ford a déjà travaillé alors qu'il était intoxiqué, qu'il a déjà conduit en état d'ébriété, et qu'il a été vu en compagnie de présumées prostituées. Ce document – qui contient des allégations qui n'ont pas été prouvées en cour – a été déposé au procès d'un ami du maire Ford, Alexander Lisi, dans une affaire de

drogue. Le juge Ian Nordheimer, de la Cour supérieure de l'Ontario, a permis hier aux médias d'avoir accès aux portions du document qui n'ont pas encore été dévoilées, à l'exception de quelques passages traitant de techniques d'enquête ou d'informations confidentielles. La date du dévoilement a été fixée au 6 décembre, pour permettre à la Couronne d'en appeler du jugement, si elle le souhaite. Dans sa décision, le juge Nordheimer soutient qu'en termes de procédure légale, il est difficile d'imaginer une affaire qui revêt une plus grande importance pour l'intérêt public que celle-là. – La Presse Canadienne

SOMMET DU G20 À TORONTO

Opération d'espionnage de la NSA, avec la bénédiction du Canada

HUGO PILON-LAROSE

La plus grande agence d'espionnage américaine, la National Security Agency (NSA), aurait mené en sol canadien, avec l'aval d'Ottawa, une opération d'espionnage lors du sommet du G20 qui s'est tenu en juin 2010, à Toronto, en partenariat avec le Centre de la sécurité des télécommunications Canada (CSTC).

Selon des documents fournis à la CBC par l'ancien consultant de la NSA Edward Snowden, aujourd'hui en exil en Russie, l'ambassade des États-Unis à Ottawa aurait été transformée en véritable poste de commandement lors de cette opération.

À ce moment-là, le président américain, Barack Obama, son homologue canadien, Stephen Harper, ainsi qu'une vingtaine d'autres dignitaires internationaux



Les dignitaires d'une vingtaine de pays auraient été espionnés par les États-Unis, avec l'assentiment du Canada. L'ambassade des États-Unis à Ottawa (à droite) aurait été transformée en véritable poste de commandes lors de cette opération.

étaient rassemblés dans la Ville reine pour discuter entre autres des enjeux économiques de l'heure.

Rôle incertain

Le rôle qu'a joué le CSTC dans cette opération

d'espionnage ne serait toutefois pas précisé dans les documents obtenus par la CBC. Selon le journaliste Glenn Greenwald, l'opération aurait servi à fournir de l'information stratégique au Canada et aux États-Unis



PHOTOS ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE / ARCHIVES LA PRESSE

sur les différentes positions des décideurs.

« Les États-Unis vont espionner et intercepter les communications des différents acteurs de la réunion pour avoir une idée de jusqu'où ils sont prêts à aller

en termes de négociations », dit le journaliste de la CBC.

Lorsque la télévision publique a dévoilé ces informations à des juristes, ceux-ci ont soulevé des doutes quant à la légalité de cette opération.

DODGE
DART

COUREZ LA CHANCE DE GAGNER UNE DODGE DART SXT 2013!

La Dodge Dart SXT 2013, la grande compacte qui surprend par sa conduite sportive et son confort, est la voiture la plus évoluée de sa catégorie sur le plan technologique!

Pour participer, rendez-vous sur lapresse.ca/concours



LA
PRESSE

Le tirage aura lieu le 11 décembre 2013 aux bureaux de La Presse. La valeur totale approximative du prix est de 22 000\$. Tous les détails sur lapresse.ca/concours

LA PRESSE



« Shen Yun est absolument le
numéro 1, le meilleur spectacle
au monde. »

— Ken Wells, ex-danseur principal
du English National Ballet



SHEN YUN

神韻晚會 2014

Une merveilleuse idée cadeau

MYTHES ET LÉGENDES REPRENNENT VIE

DES GÉNÉRAUX COURAGEUX, des fées célestes, des moines espiègles et oui, même un cochon volant! Les 5000 ans de la Chine ont généré un immense trésor de légendes, de mythes et de classiques littéraires. À travers les merveilles de la danse classique chinoise, *Shen Yun* fait revivre ces histoires sur scène.

Découvrez un spectacle qui non seulement divertit, mais qui éduque et inspire également.

TOUT NOUVEAU SPECTACLE | ORCHESTRE SUR PLACE

DU 6 AU 9 JANVIER 2014
Place des Arts | Salle Wilfrid-Pelletier



laplacedesarts.com
514 842 2112 / 1 866 842 2112



PRÉSENTÉ PAR L'ASSOCIATION DU FALUN DAFA DE MONTRÉAL

SHEN YUN – UN PHÉNOMÈNE INTERNATIONAL



DES MILLIONS DE PERSONNES ont assisté à *Shen Yun*. Des ovations dans les salles les plus prestigieuses du monde, la royauté dans l'assistance en Europe, des spectacles joués à guichets fermés à travers l'Amérique du Nord et des salles comblées en Asie témoignent du succès mondial de Shen Yun.



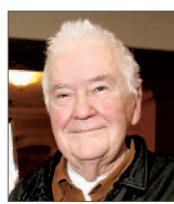
« Ce fut **inspirant et éducatif**; j'encourage tout le monde à voir ce spectacle qui nous apprend beaucoup. »

– Donna Karan, créatrice de DKNY



« Ce fut **une expérience extraordinaire...** le niveau de talent, mais aussi la puissance des archétypes et des narratifs était étonnante. Et bien entendu, c'était d'une beauté exquisite. »

– Cate Blanchett, actrice gagnante d'un Oscar



« J'ai fait la critique de 3000 à 4000 spectacles depuis 1942. Je donne à cette production **cinq étoiles**. C'est le summum... J'ai vu tellement de spectacles sur Broadway qui n'arrivent pas à la hauteur de ce que j'ai vu ce soir. Le mot le plus juste pour qualifier [le spectacle] est **“renversant”**. »

– Richard Connema, critique de renom sur Broadway



« Ce fut une **expérience tout à fait édifiante** de l'esprit humain... Je me sens comme une meilleure personne parce que ça ne touche pas seulement mon intellect, mais **ça parle aussi à mon cœur**... Je me sens tout simplement honorée d'avoir pu assister à un spectacle d'un tel calibre. »

– Omega Medina, ex-cadre supérieure des Classical Grammy Awards



« **D'une beauté exceptionnelle...** C'est devenu un grand événement poétique. C'est tellement inspirant, je crois avoir déniché de nouvelles idées pour le prochain film *Avatar*. »

– Robert Stromberg, gagnant d'un Oscar, concepteur de la production pour *Avatar*



« Ce spectacle est vraiment **hors de l'ordinaire!** Il n'y a pas de mots pour le décrire... mais si je devais en choisir quelques-uns, ce serait **“divin”, “renaissance” et “espoir”**... La beauté est présente du début à la fin. Il faut le voir pour le croire. »

– Christine Walevska, violoncelliste virtuose surnommée la « déesse du violoncelle »

« BRILLANTE CHORÉGRAPHIE, D'UNE BEAUTÉ EXQUISE. »

– BROADWAY WORLD

Du 6 au 9 janvier 2014 • Place des Arts | Salle Wilfrid-Pelletier
Billets : 514 842-2112 | 514 800-2928



fr.ShenYun.com/Reviews

SHEN YUN

神韻晚會 2014

MAÎTRES DE LA VOLTIGE

DES CHAMPS DE BATAILLE AUX PALAIS IMPÉRIAUX. Durant les 5000 ans de civilisation chinoise, les techniques d'arts martiaux – perfectionnées sur le champ de bataille – ont été incorporées à la danse classique chinoise pour constituer un vaste répertoire de sauts, de vrilles et de culbutes. Au fil des siècles, chaque dynastie a insufflé une profonde sagesse et différents principes esthétiques dans la danse classique chinoise. De nos jours, la danse classique chinoise authentique est parmi les formes artistiques les plus exigeantes et expressives au monde.

Découvrez un autre niveau de danse.



« Un spectacle éblouissant...
La production est de grande valeur. »

—The Globe and Mail

ENTREPRENEZ UN VOYAGE EXTRAORDINAIRE...

IMAGINER un spectacle si profond, si inspirant qui vous touchera profondément. Entrez un voyage extraordinaire à travers 5000 ans de civilisation chinoise! Des dynasties anciennes à l'époque contemporaine, voyez contes et légendes reprendre vie sur scène. Les danses ethniques et folkloriques intemporelles remplissent la scène de *Shen Yun* avec couleurs et énergie. *Shen Yun* vous transportera dans un autre monde avec la danse classique chinoise, un orchestre complet, des costumes raffinés et des fonds de scène éblouissants.

« Production somptueuse,
impressionnante chorégraphie,
d'une beauté phénoménale. »

—Broadway World



DU 6 AU 9 JANVIER 2014

PLACE DES ARTS | SALLE WILFRID-PELLETIER

Présenté par l'Association du Falun Dafa de Montréal



laplacedesarts.com
514 842 2112 / 1 866 842 2112



SHEN YUN
神韻晚會 2014

5000 ANS DE CIVILISATION EN DIRECT SUR SCÈNE! SHEN YUN À LA PLACE DES ARTS

« Un son magnifique... Des mélodies remarquablement complexes. »

—NYTheater.com

« 5000 ans de musique et de danse chinoises en une soirée. »

—The New York Times

« Dimension physique vigoureuse. »

—Denver Post

« À voir deux fois plutôt qu'une! »

—WVOX



« Les plus hauts niveaux artistiques en démonstration. Shen Yun inspire le milieu des arts de la scène. »

— Chi Cao, danseur principal du Birmingham Royal Ballet, vedette de Mao's Last Dancer

« Simplement incroyable à voir, et un plaisir pour l'oreille. »

— OperaOnline

SENTEZ LA DIFFÉRENCE

UNE EXPÉRIENCE TRÈS ÉMOUVANTE.

À travers l'histoire, pratiquement chaque culture s'est tournée vers le divin en recherche d'inspiration. L'art était une manière de s'élever, d'apporter la joie et le renouveau à ceux qui le créaient et l'appréciaient. Aujourd'hui, les artistes de Shen Yun continuent dans cette noble tradition, incorporant l'étude de la culture traditionnelle, la méditation et un mode de vie tenant compte d'un entraînement quotidien rigoureux. C'est pourquoi les spectateurs ont l'impression que Shen Yun a quelque chose de différent, quelque chose de profondément réconfortant qui résonne longtemps après la tombée des rideaux.

Découvrez l'unicité de Shen Yun.

Des centaines de costumes splendides s'inspirant des différentes dynasties et des différents groupes ethniques de la Chine ornent chaque spectacle de Shen Yun.



DEUX GRANDES TRADITIONS MUSICALES, UN SON GLORIEUX

DÈS L'INSTANT où le gong est frappé pour annoncer le début du spectacle, vous savez que vous êtes sur le point de vivre une expérience musicale mémorable. L'orchestre de Shen Yun fusionne à la perfection deux des plus grandes traditions musicales au monde, la musique chinoise et la musique classique. Des instruments chinois anciens, comme le poignant erhu ou le délicat pipa, jouent la mélodie et ils sont secondés par un orchestre classique, produisant un son nouveau et puissant.

Une expérience musicale rafraîchissante.

ACHETEZ VOS BILLETS DÈS MAINTENANT !

DU 6 AU 9 JANVIER 2014

SALLE WILFRID-PELLETIER

PLACE DES ARTS

Présenté par l'Association du Falun Dafa de Montréal

Lun. 6 janvier 20 h
Mar. 7 janvier 20 h
Mer. 8 janvier 20 h
Jeu. 9 janvier 20 h

Organisateur : 514 800-2928



laplacedesarts.com

514 842 2112 / 1 866 842 2112

PRIX :
67 \$, 87 \$, 97 \$, 107 \$, 167 \$

Frais de service inclus. Taxes en sus.



Shen Yun Performing Arts est un organisme sans but lucratif établi à New York.